

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 13832 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 19 JUILLET 1989

Les changements dans les pays de l'Est et la perestroïka en URSS

Un nonce à Varsovie

Dans la foulée du sommet des Sept, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne viennent de décider d'accorder une aide alimentaire d'urgence à la Pologne. Le même jour, celle-ci annonce le rétablissement de ses relations diplomatiques avec le Vatican. Mardi, le général Jaruzelski, que les Occidentaux, tout comme M. Gorbatchev, voulaient voir rester en place à Varsovie, s'est porté candidat à l'élection présidentielle du 19 juillet. Il y a là une conjonction d'événements qui n'est pas entièrement fortuite.

Inaugurées au seizième siècle, rompues le 12 septembre 1945 par le gouvernement communiste polonais, alors « provisoire », les relations diplomatiques entre Varsovie et le Saint-Siège sont donc rétablies. Ce n'est pas véritablement une surprise, car des négociations s'étaient en cours depuis plusieurs mois. Mis à part la Yougoslavie, qui jouit d'un statut particulier dans le monde socialiste, la Pologne, patrie de Jean-Paul II, est ainsi le premier Etat d'Europe de l'Est à reprendre des rapports officiels avec le Vatican.

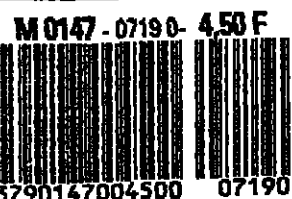
Au lendemain de la seconde guerre mondiale, Varsovie lui avait reproché d'avoir violé le concordat de 1925 en nommant des administrateurs épiscopaux en cours de plusieurs mois. Mis à part la Yougoslavie, qui jouit d'un statut particulier dans le monde socialiste, la Pologne, patrie de Jean-Paul II, est ainsi le premier Etat d'Europe de l'Est à reprendre des rapports officiels avec le Vatican.

Voilà donc renouée « dans la noble tradition pluriséculaire, les liens entre le Siège apostolique et la nation polonaise ». Un nonce et un ambassadeur polonais seront bientôt désignés. Selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Varsovie, l'événement est « très important pour la situation générale de la Pologne ». Quant à « Gazeta », le quotidien de Solidarité, il y voit une sorte de « garantie internationale » pour le bon développement du processus de démocratisation dans le pays.

Lancée en 1987 par le cardinal Agostino Casaroli, actuel secrétaire d'Etat et numéro deux du Vatican, la politique de rapprochement avec l'Est, dite des « petites pas », s'est accélérée en 1988, avec l'élection au trône de saint Pierre de Karol Wojtyla, ancien archevêque de Cracovie. Depuis, il a visité à trois reprises son pays natal, accueilli chaque fois par des foules de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Le 13 janvier 1987, il recevait même au Vatican le général Wojciech Jaruzelski. Le premier pape polonais de l'Histoire avait alors posé, entre autres conditions au rétablissement de relations diplomatiques normales, la législation du syndicat Solidarité, avec toutes les conséquences qui en découlent.

Ce n'est pas sous-estimer outre mesure le poids du Vatican dans la diplomatie internationale que de rappeler le rôle joué dans ce contexte par cet autre événement majeur de la décennie qui s'achève et qui a pour nom perestroïka. Avec la Tchecoslovaquie, dont la direction demeure hostile à un changement, une normalisation paraît pour le moment exclue, car les relations sont franchement froides, mais, laisse-t-on entendre au Saint-Siège, la Hongrie, qui s'apprête à réhabiliter le cardinal Mindszenty, ne devrait guère tarder à suivre l'exemple polonais.



M. Jaruzelski candidat à la présidence polonaise La grève des mineurs gagne l'Ukraine

Alors que la grève des mineurs continue de se développer dans le Kouzbass, en Sibirie, un autre des grands bassins miniers d'Union soviétique, le Donbass en Ukraine, est à son tour affecté depuis le lundi 17 juillet. Tout semble indiquer que l'on assiste à l'apparition d'un véritable mouvement ouvrier en URSS. D'autre part, le plénum du comité central consacré aux nationalités — prévu à la fin du mois, ou au début d'août — a été une fois de plus ajourné. A Varsovie, le général Jaruzelski a confirmé mardi en fin de matinée,

qu'il sera officiellement candidat à la présidence de la République, le mercredi 19 juillet. Par ailleurs, dans un entretien accordé au « Monde » à Moscou, M. Adam Michnik, théoricien de l'opposition polonaise et directeur de « Gazeta », le quotidien de Solidarité, révèle que M. Lech Walesa pourrait se rendre en Union soviétique avant la fin de l'année et y rencontrerait M. Gorbatchev.

(Lire l'article de BERNARD GUETTA ainsi que nos autres informations sur la situation en URSS, page 4 et l'entretien avec M. ADAM MICHNIK, page 3.)



Un an de cessez-le-feu dans le Golfe

Les fruits de la paix se font attendre
PAGE 6

Le Nicaragua, pays ruiné

Dix ans de révolution sandiniste
PAGE 6

Détenus d'Action directe

Une grève de la faim de plus en plus dangereuse
PAGE 28

1939-1940, l'année terrible

II - Le pacte qui ébranla le monde
PAGE 2

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Les colères du Soleil ; satellites sous surveillance.
- Les caprices de Patmosphère. ■ Se tuer à la légère.
- Une souris sans brevet.

Pages 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 28

Les musulmans en France

« Nous ne sommes pas une communauté de seconde zone »
nous déclare le recteur de la Mosquée de Paris

Le livre de Salman Rushdie, « Les Versets sataniques », vient d'être édité en France par Christian Bourgois. Publié à 65 000 exemplaires, il sera disponible dès mercredi. M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris depuis un mois, s'exprime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur l'affaire Rushdie, l'extrémisme musulman et l'intégration de l'islam en France : « Les musulmans en France, déclare-t-il, ne sont pas une communauté de seconde zone ».

« La traduction du livre de Rushdie sort en France. Qu'en pensez-vous ?

— On a donné trop d'importance à cette affaire. L'écrivain Rushdie n'a pas été le premier et ne sera pas le dernier à blasphémer le Prophète, mais je pense que, compte tenu des difficultés de l'insertion de l'islam dans une société occidentale, nous n'avons pas besoin de la publicité donnée à ce livre.

— Je le rapproche de celle qui a été faite au film la Dernière Tentation du Christ de Scorsese et je ne peux m'empêcher de souhaiter que, comme il existe un droit international, il faudrait une sorte d'éthique internationale, dont l'une des règles serait, à travers le monde, le respect des grandes familles de croyants.

— On a récemment assisté en France à quelques poussées d'extrémisme au sein de la communauté musulmane. Était-ce un

phénomène conjoncturel, en réaction au livre des Versets sataniques ou l'effet de frustrations liées à une intégration insuffisante de cette communauté dans l'ensemble français ?

— Autant que j'ai pu en juger, ces formes d'extrémisme — pour reprendre votre expression — ont été limitées et conjoncturelles. Au demeurant, le problème de l'intégration de l'islam demeure entier. Si notre communauté religieuse doit respecter les règles laïques du pays hôte, elle ne doit pas être considérée comme une communauté de seconde zone.

— Pour y parvenir, les moyens d'information peuvent jouer un rôle considérable, de même que l'effort éducatif dont j'aimerais vous parler.

Propos recueillis par HENRI TINGO.
(Lire la suite page 9.)

Après la fête

par ANDRÉ FONTAINE

« Le maître de maison Mitterrand a marqué un double succès, un sommet harmonieux étant allé de pair avec des célébrations du Bicentenaire qui ont réduit au silence beaucoup de critiques » : ainsi s'exprime, dans son résumé des nouvelles du lundi 17 juillet, le Wall Street Journal, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a jamais fait preuve d'une indulgence excessive vis-à-vis du président de la République française.

Ces quelques lignes mettent en évidence le résultat dont, sur le plan de l'amour-propre, le chef de l'Etat a sans doute lieu d'être le plus satisfait. Il est le seul, de tous les dirigeants du G7, des pays les plus industrialisés, à se déclarer partisan du socialisme, doctrine dont tous ses pairs sont convaincus qu'elle est impraticable.

Maggie en tête, ceux-ci l'attendaient donc plus ou moins au tournant. Il y avait même, quelques heures dans tous ces fastes. Moyennant quoi, tout a marché comme sur des roulettes dans un pays qui, de surcroît, s'est remis à créer des emplois, sans pour autant perdre le contrôle de son inflation.

On dira qu'il aurait suffi d'un incident ou d'un accident, un peu spectaculaire, à plus forte raison d'un attentat, ou même tout simplement d'un bel orage sur le défilé civil ou militaire, pour que l'impression fût toute différente. Admettons que la chance a été du côté de l'Elysée : mais, en politique, elle constitue un élément important

du jugement porté sur ceux qui, en permanence, la tentent.

L'opposition, le maire de Paris en tête, doit se mordre les doigts d'avoir boudé la plus grande fête, et la plus réussie, que la capitale ait connue depuis bien longtemps. D'autant plus que jamais commémoration de la Révolution n'a été moins révolutionnaire. La concorde était au rendez-vous, et non plus la guerre civile. Vingt et un ans après mai 68, qui n'avait, quelques semaines durant, connu d'autres couleurs que le rouge de la révolution et le noir de l'anarchie, la France s'est enivrée, trois jours durant, de triomphe et de Marseille.

François Mitterrand a très sagement, dans ses interviews à l'Express et à la TV, mis un point final à une vieille discussion en admettant que, tout compte fait, la Révolution n'est pas, contrairement à ce que prétendait Clemenceau, un « bloc », mais un « mouvement continu », marqué de « débordements inexcusables », en se refusant à voter la mort de Louis XVI et en écartant toute idée d'admettre Robespierre aux honneurs du Panthéon.

L'armée, même si elle a le moral affecté par la perspective d'une forte réduction de ses crédits, a eu à cœur de présenter une revue qui a donné une rare impression de force et de maîtrise. Elle en a été récompensée par les ovations d'un public qui n'avait pas été si nombreux depuis longtemps sur son passage.

(Lire la suite page 8.)

La stratégie des entreprises françaises après les événements de Pékin

La Chine reste un marché

Alors que le gouvernement français confirme le gel des crédits publics accordés à la Chine, les entreprises françaises poursuivent sur place leurs travaux, certaines d'entre elles négociant même de nouveaux accords. La plupart des cadres rapatriés au moment des événements de mai et de juin ont regagné la Chine.

Avant le drame de Pékin, le mot d'ordre à l'égard de la Chine était — dans la haute administration — de tout prendre. Attraper toutes les commodes possibles dans la mesure où le pays, en proie à la surchauffe et à l'inflation, allait à coup sûr devoir resserrer les écrous.

Les risques d'une telle tactique semblaient à l'époque réduits.

Contrairement à beaucoup d'autres, la Chine était un pays solvable, qui disposait fin 1988 d'une vingtaine de milliards de dollars de réserves de changes, recevant des pays industrialisés et des organismes internationaux comme la Banque mondiale une aide publique importante. La France verse ainsi à Pékin entre 1,5 milliard et 2 milliards de francs par an au titre de l'aide au développement, des sommes qui dépassent ce que Paris alloue au titre de cette forme d'aide publique aux autres pays en développement. Il semble bien que seul le Japon fasse mieux ou plus avec 400 millions de dollars en 1988, soit environ 2,7 milliards de francs.

Seul point inquiétant qui justifiait peut-être à lui seul le tour de vis que chacun attendait : l'endettement extérieur de la Chine aug-

mentait régulièrement depuis 1985, année où il n'était encore que de 15 milliards de dollars. Il était passé à 30 milliards de dollars en 1987 et à 38 milliards en 1988. La Banque du Japon estimait il y a quelque temps que ce chiffre atteindrait 50 milliards de dollars en 1990. En pourcentage du PNB (produit intérieur brut), la dette extérieure brute frôlait les 20 % l'année dernière contre 12 % en 1986, preuve que les choses se dégradent.

La France a surtout conclu des grands contrats avec la Chine, au rythme de 2 milliards à 3 milliards de francs par an. Un certain nombre d'entre eux, relevant de l'aide au développement, c'est-à-dire de crédits publics comportant une part de don ou des conditions de crédit très inférieures aux taux du marché.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 23.)

L'ENVIE DE MARIE

Elisabeth Barillé

roman

« Un petit ton propre et crasseux à la fois, bref, un style... »
Claire Gallois Paris-Match

Régine Deforges

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

Depuis avril 1939, Français et Britanniques négocient avec Moscou. Objectif : amener Hitler à renoncer à toute conquête devant la menace d'une guerre sur deux fronts. Mais les négociations traînent, et Moscou, en sous-main, discute avec le Reich. Le 23 août, le monde stupéfait apprend le pacte germano-soviétique. En France, sauf dans la presse communiste, l'indignation est générale. Le risque d'un conflit s'aggrave.

« J'ai saisi combien la nation allemande aime son Führer, je bois donc à sa santé. » Personne ne pouvait penser qu'un tel toast viendrait du camarade Staline. C'était pourtant lui qui, dans la nuit du 23 au 24 août, buvait le champagne avec le ministre des affaires étrangères du Reich, Joachim von Ribbentrop. Celui-ci avait atterri à Moscou le jour même, avec une suite nombreuse, accueilli sobrement par le commissaire adjoint aux affaires étrangères, Vladimir Potemkine. L'unique drapeau à croix gammée avait peut-être été confectionné rapidement : la svastika était orientée à l'envers ! Dans l'après-midi, Ribbentrop avait eu un entretien de plus de trois heures avec son homologue, Viatcheslav Molotov. L'échange avait été suffisamment positif pour qu'après le dîner Ribbentrop gagnât le Kremlin : dans la nuit, Molotov et Ribbentrop signaient en présence de Staline (les photos bien connues feront le tour du monde) un pacte qui allait — et le mot n'est pas trop fort — sidérer le monde entier.

23 août 1939



La poignée de main entre Staline et von Ribbentrop qui scelle le pacte germano-soviétique.

II - Le pacte qui ébranla le monde

Car depuis qu'une délégation militaire franco-britannique était arrivée à Leningrad, le 10 août, on s'attendait plutôt à un rapprochement entre l'URSS et les deux démocraties libérales, que le « coup de Prague » avait amenées à sonder les Soviétiques ; les conversations s'étaient poursuivies après que Hitler eut, le 28 avril, exigé, sur un ton rogne, le retour au Reich de la ville libre de Dantzig et la construction de routes et de voies ferrées, avec statut d'extraterritorialité, dans le « corridor polonais » séparant la Prusse orientale du reste de l'Allemagne. Et, comme Varsovie avait refusé de céder, la tension n'avait cessé de monter.

Les conversations tripartites n'étaient pourtant pas menées avec le même désir d'aboutir. Seuls les Français voulaient parvenir rapidement à un accord. Georges Bonnet avait eu beau, comme à son habitude, biaiser, demandant seulement un accord politique dissuasif. Daladier, lui, était tout à fait décidé à parvenir à une alliance militaire étroite : la menace de devoir mener la guerre sur deux fronts face aux divisions soviétiques était le seul moyen de faire réfléchir Hitler et de sauver la Pologne, en évitant la guerre. Le général Doumenc portait donc pour Moscou avec une consigne écrite : « Ramenez-nous un accord à tout prix ! ».

Les Anglais étaient, eux, plus indécis. Les partisans d'une politique d'apaisement, autour du premier ministre, Neville Chamberlain, redoutaient que des initiatives inconsidérées ne forcent Hitler à la guerre. De surcroît, comme le soulignait devant Daladier, le 20 mai, le chef du Foreign Office : « Venir au secours de la Russie directement attaquée alors que la moitié de la population britannique attribue autant aux Soviétiques qu'aux nazis la responsabilité des maux dont nous souffrons depuis dix ans, cela soulèverait en Angleterre des difficultés très graves. » En tout cas, l'accord éventuel avec l'URSS devrait être le moins contraignant possible.

Les Britanniques n'étaient pas les seuls à lanterner : les Soviétiques avaient leurs raisons, qu'on découvrirait plus tard.

Disons seulement qu'ils ne voulaient pas non plus s'engager sans garantie collective et réciproque (convenant de surcroît les États baltes) ; et ils exigeaient de l'accord politique nécessaire à une convention militaire.

On comprend alors pourquoi les négociations, qui débutent à la mi-avril, vont traîner : Londres ne cessera de freiner et, lorsque les négociations avançaient, Moscou se mettait à chipoter. Bref, le 23 juillet, on n'avait guère progressé, quand les Soviétiques finirent par accepter que des conversations militaires puissent s'engager à Moscou sans attendre la conclusion d'un accord politique.

Vingt-six officiers français et britanniques remontèrent alors la Baltique sans se presser sur le *City of Exeter*, dans un mélange très british de confort et de dignité impériale. L'accueil, à Leningrad puis à Moscou, fut chaleureux. Le 11 août, visite à Molotov, dîner d'apparat, toasts à l'amitié entre les peuples, puis concert de qualité : rien à redire, les camarades, somme toute, savaient recevoir.

Le lendemain, 12 août, avec les négociations proprement dites, cela se gâta. Sans affrontement dramatique : les échanges étaient courtois et les compliments nombreux. Mais, dès le 14 août (jour où débute le forcing du Reich en direction de Moscou), le maréchal Vorochilov, chef de la délégation soviétique, qui se révéla un négociateur redoutable, haussa le ton : on ne répondait pas de façon suffisamment précise à son gré à ses questions. Le 17, il ajourna les négociations au 21. Le 21 (le processus du pacte germano-soviétique est désormais tout à fait engagé), après une séance de pure forme (une partie de la délégation soviétique est censée chasser le canard !), on se sépara sans avoir pris date. Les négociations tripartites avaient échoué.

Les Soviétiques avaient été irrités par le manque de représentativité de la délégation britannique. Si le général Doumenc était bien muni d'un ordre de mission lui donnant « qualité pour traiter de toute question militaire », l'amiral Drax Plunkett, lui, n'avait reçu aucune délégation.

Par Jean-Pierre Azéma

tion précise. Vorochilov se rendit vite compte que les Britanniques avaient pour consigne de « conduire les conversations avec une grande lenteur [...] en termes aussi généraux que possible ». Il déclara à longueur de séance qu'on s'en tenait trop à des « principes généraux » au lieu de « discuter de plans avec exposés sur les moyens prêts à être mis en œuvre ».

Et, surtout, il posait une « question cardinale » embarrassante : en l'absence de frontières communes entre l'URSS et le Reich, les Français et les Britanniques « pensent-ils que les troupes terrestres soviétiques seront autorisées à pénétrer en territoire polonais pour prendre directement contact avec l'adversaire si celui-ci attaque la Pologne ? ». Suivait une autre question : « La Pologne accepterait-elle l'entrée des troupes soviétiques sur son territoire [...] dans le couloir de Wilno... ? » C'est pour permettre à Paris et à Londres de répondre que les « conférences » furent ajournées au 21.

Les Français ne purent convaincre les Polonais, dont le chef d'Etat-major déclarait : « Je ne puis croire que les Russes désirent réellement se battre contre les Allemands [...] Si nous les autorisons à entrer sur notre territoire, ils y resteront. » Car la guerre russo-polonaise de 1920, aggravant un contentieux déjà lourd entre les deux peuples, avait permis à la Pologne d'annexer en Ukraine et en Biélorussie des territoires que les Soviétiques considéraient comme russes. C'est pourquoi l'homme fort de la Pologne des années 30, le colonel Beck, s'efforça de loucher entre l'URSS et le Reich (la Pologne signalait avec ce dernier une déclaration de non-agression le 26 janvier 1934), se référant à ce qu'on nommait à Varsovie le « testament de Pilsudski » : « Avec les Allemands nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes nous perdrons notre âme. » De guerre lasse, Daladier décida de se passer de l'accord des Polonais. Doumenc crut pouvoir annoncer à Vorochilov, le

22 août, que la « question cardinale » était résolue : mais le Soviétique en doute : l'état-major polonais « n'aurait pas voulu rester à l'écart des questions discutées ici et le concernant de si près ». Il ajoutait que les conversations pourraient reprendre « à la condition toutefois qu'aucun événement politique ne se produise entre-temps ».

L'événement se produisit : c'était — on s'en doute — l'arrivée de Ribbentrop à Moscou. Stupéfié à tous égards pour les contemporains, il surveillait au terme d'un enchaînement logique. Le congrès du Komintern de 1935 avait affirmé : 1) que la guerre était d'autant plus prévisible que les pays capitalistes étaient en pleine crise ; 2) que l'URSS devait être protégée coûte que coûte. On prôna alors la ligne des fronts populaires dans le même temps où l'URSS se rapprochait des démocraties libérales bourgeoises pour brider l'expansionnisme fasciste. Mais la guerre d'Espagne, la politique britannique de l'apaisement, amenèrent Moscou à prendre, dès la fin de 1937, ses distances à l'égard de Paris et de Londres. La conférence de Munich, d'où les Soviétiques furent exclus, renforça chez eux la volonté de s'en tenir à une relative neutralité et de voir venir : c'est ce qu'exprime clairement Staline, le 10 mars 1939, devant le dix-huitième congrès du PC de l'URSS : « nous n'avons pas tiré les marrons du feu pour autrui » ; et, de fait, tout au long de la guerre des nerfs, l'URSS va mener, non sans rouerie, une double négociation.

Evocuer le deuxième volet, celui des négociations germano-russes, est incommode, car toutes les archives soviétiques ne sont pas ouvertes à l'historien. C'est Moscou, semble-t-il, qui fit les premières approches, par le biais d'échanges commerciaux. Les Allemands, d'abord réservés, demandèrent à voir, ce à la fin mai ; les Soviétiques hésitant à leur tour, on reprit langue à la fin juillet. L'ambassadeur allemand à Moscou rapporta, le 4 août, avoir trouvé Molotov occupé par ailleurs, rappela-t-il, à négocier avec les

(comme l'avait exigé Staline) un « protocole secret ». Il répartissait des zones d'influence (l'URSS s'était attribuée la Bessarabie, les pays baltes, la Finlande) et prévoyait une délimitation de « zones d'intérêt » réciproques « dans le cas où interviendrait un changement dans les territoires appartenant à l'Etat polonais ». Un mois plus tard, le 28 septembre, était signé le second pacte, qui aboutissait au quatrième partage de la Pologne. Moscou venait de passer de la neutralité bienveillante à la complicité active. Une évolution qui complique tout essai d'interprétation.

Pour un certain nombre d'auteurs, ce sont ces gains territoriaux à venir ou potentiels qui auraient avant tout déterminé le choix de Staline. Jusqu'à preuve du contraire, on peut plutôt privilégier la volonté de « se trouver au balcon », le refus de la guerre, en ayant en mémoire les conclusions du dernier congrès du Komintern. Les démocraties libérales, la Grande-Bretagne surtout, lui sont apparues trop incertaines et peu fiables, comme le prouvait leur incapacité de régler la « question cardinale » du passage à travers la Pologne. Que Staline ait cherché de surcroît à rentabiliser son choix par des avantages territoriaux n'a rien pour surprendre. En précisant toutefois que cette prise de gages ressortissait moins d'une politique de conquêtes que de la volonté de construire un glacis défensif autour de l'URSS, ce qui correspond parfaitement à la stratégie stalinienne de l'époque.

En France, comme partout ailleurs, la surprise fut extrême. Les moins prévenus ne furent pas les responsables du PCF, surpris en vacances ou en province : le secrétariat du PCF ne réagit à qualité que le 25 août. Sauf dans la presse communiste, qui en rajouta en célébrant Staline, l'URSS et le pacte « victoire de la paix », l'indignation est générale ; de Léon Blum : « On ne saurait pousser plus loin l'audace, le mépris foncier de l'opinion publique, le défi à la moralité publique », à toutes les invectives contre le « coup de poignard », l'« acte de banditisme », les « turpitudes du nouveau Borgia ». Par presse interposée, on se livre à bon nombre de règlements de comptes franco-français, notamment entre partisans et opposants de la ratification en février 1936 du pacte franco-soviétique. Surtout, se déchaînent à droite comme à gauche, l'antisoviétisme et l'anticommunisme : *Syndicats*, le journal d'une des tendances de la CGT, écrit le 30 août : « Nouveau slogan communiste : Hail Staline, Hitler avec nous ! » ; *Les matras du Kremlin* ont été durs pour leurs *moujiks français*, et le *Matin*, quotidien résolument à droite : « Les lois naturelles jouent toujours de même que le cheval galope, [...] le bolchevik russe trahit. » Et, mis à part Blum et ses amis, chacun applaudit à l'interdiction, le 26 août, des journaux, des réunions et de la propagande communistes.

Restait à apprécier les conséquences du pacte. Ce qui l'emporte, c'est le désarroi et la crainte. Ici et là, on cherchait bien à se convaincre que la signature d'un pareil pacte contre nature signifiait que Hitler était au bout du rouleau ; la plupart des commentateurs estimaient, eux, que le risque de guerre s'était aggravé, ce qui explique que les ultra-munichois aient tenté une nouvelle offensive préventive : Maurras, lancé dans les métaphores d'obstétrique, explique, le 29 août, qu'il arrive qu'il faille choisir entre la mère — c'est-à-dire la France — et l'enfant — la Pologne, — étant entendu que la France s'engage, quand elle se sera remise, à rétablir la Pologne ! Mais, globalement, le ton demeure ferme, et La Rocque, qui avait été munichois avec réserve, pouvait écrire le 23 août : « La frontière polonaise, avant-poste de la nôtre. »

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES :

► Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983, 588 p.
► René Graud, « Pourquoi Staline a signé le pacte germano-soviétique », *l'Histoire*, juillet-août 1979.
► Jean-Paul Brunet, « La presse française et le pacte germano-soviétique », *Relations internationales*, 1974.

Demain :
Les Français
reprentent leur barda

مكتبة النجف

Etranger

• Le Monde • Mercredi 19 juillet 1989 3

POLOGNE : à la veille de l'élection présidentielle

Le général Jaruzelski confirme sa candidature

A la veille de l'élection par la Diète du nouveau « président », désormais officiellement fixée au mercredi 19 juillet, le général Jaruzelski a fini par confirmer qu'il sera candidat; il s'exprimait devant le groupe parlementaire communiste après avoir longuement vu, la veille, les élus de Solidarité.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Le général Jaruzelski est décidément un homme bien étrange. Presque jusqu'au dernier moment il a nourri l'espoir d'être élu président de la République avec l'appui explicite de Solidarité, alors qu'il est parfaitement évident que le mouvement qu'il avait cherché à écorcher ne peut lui apporter autre chose qu'un assentiment tacite dicté par les nécessités de l'heure.

Lundi, il a rendu visite au groupe parlementaire de Solidarité, mais cette interminable et pénible rencontre n'a fait que compliquer la situation. C'était l'occasion pour les élus sinon de vider une vieille et très profonde querelle, au moins de repartir sur de nouvelles bases si le général Jaruzelski avait réussi à apparaître sous le jour nouveau qu'il offre désormais à ses visiteurs étrangers.

Au lieu de quoi les députés et les sénateurs de Solidarité, écorchés d'ennui et de déception, ont entendu pendant plus de cinq heures le général Jaruzelski répéter ses stéréotypes familiers. L'un après l'autre, ceux qui sortaient de la salle pour prendre l'air avaient des commentaires à peu près identiques : « consternant », « terriblement décevant », « complètement creux ». « Je suis triste à l'idée que cet homme va devenir président », expliquait l'un des vice-présidents du Sénat. « J'en suis malade », ajoutait un publiciste connu. Selon un élu paysan, « c'est un homme de la nomenclature, il n'arrive pas à s'en dégoûter ». Pourtant, tandis que la plupart disaient avoir moins que jamais l'intention de voter pour lui, M. Jacek Kuron, de sa voix de stentor, parlait « une catasse de whisky » que d'ici dix ans le général Jaruzelski serait « encensé par la presse ou les historiens ».

La réunion s'est certes déroulée sans accroc majeur, dans une ambiance polie. La presse avait été exclue à la demande du général Jaruzelski, et les élus de Solidarité avaient accepté ce huis clos dans l'espoir que leur hôte se

livrerait davantage. Mais il n'a rien dit de neuf sur l'imposition de l'état de guerre, qu'il « ne regrette pas », et il a évité de s'engager trop fermement sur l'avenir. Quand on lui a demandé si les prochaines élections, dans quatre ans, seraient totalement libres, il a seulement indiqué qu'il respecterait les accords conclus lors de la « table ronde » avec l'opposition.

Il a aussi confirmé ce qu'on savait déjà : il souhaiterait, au sein du futur gouvernement, confier à Solidarité un poste de vice-premier ministre qui coifferait tous les ministères économiques — une solution dont l'opposition ne veut pas, car elle lui ferait porter toute la responsabilité des difficultés de la vie quotidienne sans lui donner les moyens de décider.

Le général Jaruzelski, comme lors de ses rencontres avec les autres groupes parlementaires, était venu accompagné du général Kiszcak, le ministre de l'Intérieur, dont il avait lui-même mis en avant la candidature. Il était pourtant assez clair que c'est bien le général Jaruzelski qui intervenait en tant que candidat, l'autre général répondant essentiellement en qualité de responsable de la police, en particulier aux nombreuses questions posées par l'assistance sur les morts mystérieuses de plusieurs prêtres.

« Un poids très lourd... »

Dans l'esprit d'une grande partie de l'assistance, cette rencontre n'a fait qu'accroître la confusion et a même suscité quelques doutes supplémentaires quant à l'avenir immédiat. Ainsi le général Jaruzelski a indiqué à un moment que le déroulement de cette rencontre rendait « plus lointaine la perspective de sa candidature ». Peu avant que la séance ne soit levée, un élu du rang a, « au nom de ses mandants », « conjuré » le général Jaruzelski de renoncer à sa « candidature pour éviter des désordres dans le pays ».

Et c'est un homme plutôt pensif, apparemment conscient de sa très faible prestation, qui a répondu par des phrases sibyllines : « Si ma candidature suscite une opinion négative de votre part, il n'y aura pas amertume (...). J'ai assuré que la décision que vous prendrez pèsera d'un poids très lourd. » Manière, sans doute, de demander des assurances quant au résultat du vote ?

JAN KRAUZE.

Un entretien avec M. Adam Michnik

Selon le directeur du journal de Solidarité, M. Lech Walesa pourrait se rendre à Moscou avant la fin de l'année

Directeur de Gazeta, le quotidien de Solidarité, député à la Diète et théoricien de l'opposition polonaise, M. Adam Michnik est maintenant devenu le premier représentant de l'opposition d'un pays du pacte de Varsovie à avoir été reçu à Moscou.

Invité à un colloque international, il a en effet utilisé la semaine qu'il vient de passer dans la capitale soviétique à discrètement nouer de nombreux contacts politiques. A la veille de son retour à Varsovie, mardi 18 juillet, il a accordé un entretien à *Le Monde* dans lequel il indique que M. Lech Walesa pourrait se rendre à Moscou avant Noël.

MOSCOU
de notre correspondant

« Dès votre arrivée à Varsovie, il vous faudra répondre à une question que je vous pose donc tout de suite : avez-vous en danger ce séjour des entretiens officiels ? »

« Pour avoir des entretiens officiels, il faut être en visite officielle — ce qui n'était pas mon cas. J'ai en revanche eu des contacts non officiels avec de très importantes personnalités de la vie publique et intellectuelle soviétique. Cela m'a aidé à comprendre cette nouvelle phase de l'histoire de l'URSS, la dynamique des changements qui s'y produisent, et cela est très important non seulement pour Solidarité mais pour tous les hommes d'Europe centrale qui se sont fixés pour tâche la reconstruction de la démocratie. »

« Voulez-vous dire par là que vous avez envisagé à Moscou d'éventuelles actions communes de tous ces hommes, jetés les uns de ce « nouvel internationalisme » dont vous avez plusieurs fois parlé publiquement ? »

« Si je comprends bien la situation actuelle, les forces stalinienne ne sont pas cantonnées à un seul pays de l'Est, ni même à plusieurs. Elle sont internationales, et l'action antistalinienne — en faveur de la reconstruction de la société civile et d'un nouveau modèle de démocratie pluraliste — doit donc, elle aussi, être internationale. »

« Fastidieux à vos yeux l'éloge de M. Gorbatchev par ces forces antistalinienne à venir ? »

« C'est une excellente question... à poser à ces dirigeants eux-mêmes. J'aimerais naturellement que leur réponse fût un « oui » catégorique, mais tout ce que je puis vous dire après les conversations que j'ai eues à Moscou, avec des membres tant du parti que des groupes informels, est que nous sommes à mon avis entrés dans une période de grande redistribution des forces politiques. »

« Avant, dans tous les pays d'Europe de l'Est, il y avait d'un côté l'appareil et de l'autre l'opposition démocratique ouverte, intellectuelle ou les deux. »

« Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Beaucoup plus complexe, la ligne de partage, passe entre partisans et adversaires du changement, de l'évolution vers la démocratie, de compromis tels que celui que Solidarité a passé avec l'aile réformatrice du POUF (le Parti polonais) lors de la table ronde. »

« Cette stratégie a des adversaires qui sont naturellement les conservateurs stalinien mais aussi, au sein même de l'opposition démocratique, les courants radicaux pour lesquels le compromis avec les réformateurs des partis au pouvoir est impossible ou non souhaitable. Il s'agit de deux types de positions politiques totalement différentes puisque les godfiers radicaux ne peuvent être mis sur le même plan que les prisonniers radicaux. Le problème posé est que les révoltes de prisonniers sont parfois aveugles et suicidaires. »

« Votre séjour à Moscou vous a-t-il donc permis de faire avancer cette unité des forces démocratiques de l'Est ? »

« Nous verrons, mais je l'espère car les discussions que j'ai eues avec les députés de Moscou m'ont permis de constater que l'institution de contacts réguliers entre députés réformateurs d'Union soviétique et de Pologne constituerait un grand pas vers le changement démocratique. Et j'espère que dans quelques mois des députés réformateurs honnêtes pourront se joindre à nous et d'autres ensuite. »

Déstaliniser les relations internationales

« Concrètement parlant, pour faire quoi ? »

« Nous avons eu à ce sujet des discussions très concrètes. Tous nos problèmes sont communs, du passage vers l'économie de marché à l'institution d'Etats de droit dans nos pays qui sont des Etats de non-droit. Toute cette région est à la veille de grands changements et l'alternative est claire. »

« Ou bien nous trouvons des formes de coopération et d'échanges similaires à celles qui ont permis à l'Europe occidentale d'aller vers une unité librement consentie et profitable à chacun des pays qui la composent, ou bien nous marchons ainsi vers l'émergence d'une Europe unie par la démocratie, ou bien nous allons vers la balkanisation, la haine, le sang et plus encore de mystère. Ce serait tout le monde contre tout le monde et vraisemblablement aussi tout le monde contre les juifs. »

« Nous n'avons pas le choix. Il nous faut définir des relations de type nouveau et sérieusement entamer de véritables conversations sur négociations d'adhésion ne pourront certainement pas débiter avant 1993, c'est-à-dire après la mise en place du marché unique. Une manière de suggérer que ce serait peut-être une erreur de trop se focaliser sur une situation qui, en plus de trois ans, a toutes les chances de bouger. »

Certains Etats membres de la CEE ont estimé que les ministères des affaires étrangères ne pouvaient se contenter d'appliquer les procédures prévues par le traité pour ce genre de situation, sans souligner qu'il y avait là, du fait de la neutralité, un problème particulier. La procédure en question prévoit la transmission du dossier à la Commission européenne afin qu'elle prépare un avis, étant entendu que l'exercice peut durer plusieurs années. M. Marc Eyskens, le nouveau ministre belge des affaires étrangères, n'était pas en mesure de donner, lundi, son feu vert pour transmettre la demande à la commission.

Le comité des représentants permanents des douze délibérera, jeudi de l'opportunité de transmettre le dossier. Tout porte à croire que le blocage belge sera alors levé mais l'incident, que personne du côté communautaire n'a songé à déplorer, aura marqué le coup d'une candidature pas comme les autres.

PHILIPPE LEMAITRE.

la déstalinisation des relations internationales en Europe de l'Est.

« C'est-à-dire ? »

« C'est très simple. Il nous faut sortir de la relation centre-satellites définie par Staline et parvenir à des relations égalitaires entre nations souveraines. Aujourd'hui, la question nationale est, à l'Est, la plus importante de toutes — tant au sein de l'URSS que dans ses relations avec les autres pays de cette région. »

L'abandon de l'ère des dictats

« Êtes-vous partisan de l'indépendance des républiques soviétiques ? »

« C'est leur problème. C'est à chacune d'elles de décider de son destin, mais je considère qu'il y a quelque chose de vide, démagogique et dangereux — dangereux pour les nations en question — à se contenter du slogan d'indépendance nationale. »

« Si je suis ainsi hostile, en Pologne, aux manifestations antisoviétiques, ce n'est pas parce qu'elles font de la peine à Moscou mais parce qu'elles peuvent être nuisibles à mon pays. Pour ce qui est des républiques soviétiques, je crains que les mots d'ordre trop radicaux ne suscitent une réaction nationale russe, ne compromettent l'évolution démocratique des républiques comme de l'ensemble de l'URSS et n'aillent donc à l'encontre de l'aspiration à la souveraineté, aspiration naturelle, légitime et qui doit être satisfaite. »

« C'est très exactement ce que dit M. Gorbatchev. Non ? »

« Le problème n'est pas ce qu'il dit, mais ce qu'il fait. »

« Pour satisfaire les aspirations nationales des peuples de l'Europe de l'Est, il faut que le pouvoir central soviétique engage le dialogue avec les élites de ces pays — avec les Baltes aussi bien que les Arméniens, les Polonais, les Hongrois et naturellement les Tchèques. Les membres du Comité Karabakh, pour ne citer qu'eux, devraient avoir d'autres interlocuteurs à Moscou que les gardiens de la Loubianka (1). Le gouvernement doit dialoguer avec eux et lever ainsi une incohérence dont je voudrais donner trois exemples criants. »

« On ne peut pas en même temps déclarer, comme M. Gorbatchev l'a fait à Paris, que chaque pays européen est libre de son destin et ne pas enfin admettre que l'intervention militaire du pacte de Varsovie contre le printemps de Prague a été une tragique erreur liée à l'immobilisme brejnevien. Il faut condamner cette intervention et, politiquement parlant, revenir dessus. »

« On ne peut, de même, pas condamner l'usage de la force dans les relations internationales et ne pas condamner, clairement et définitivement, le pacte Molotov-Ribbentrop, dont aussi bien les pays baltes que mon pays ont été victimes. On ne peut enfin pas répéter chaque jour que toute la lumière doit être faite sur les crimes du stalinisme et n'avoir pas encore reconnu la réalité du massacre, par le NKVD à Katyn, des officiers polonais faits prisonniers par l'armée rouge en 1939. Il reste beaucoup à faire et tout cela doit être fait sans tarder. »

« Après votre séjour moscovite, ce dialogue direct que vous demandez va-t-il maintenant s'engager, entre M. Lech Walesa, président de Solidarité, et M. Gorbatchev ? »

« J'ai senti à Moscou qu'un nouveau climat était en train de s'instaurer dans les relations soviéto-polonaises. Je l'ai senti dans mes conversations tant avec des membres du parti qu'avec des personnalités indépendantes. Après ces conversations, je pense que le rendez-vous entre le chef de l'Etat soviétique et le président de Solidarité est possible, qu'il sera utile à l'URSS et à la Pologne et qu'il pourrait avoir lieu cette année. »

« Vous voulez dire avant Noël ? »

« Non, c'est cette année. »

« Et quel devrait être, selon vous, le principal point à l'ordre du jour de cette rencontre ? »

« Je vous l'ai déjà dit : la déstalinisation définitive des relations entre nos deux pays, leur perestroïka. »

« L'abandon des dogmes, des exclusives et de l'ère des dictats. »

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

(1) Nom de la tristement célèbre prison de Moscou où étaient incarcérés les détenus politiques.

Avant de restructurer le marché de l'approvisionnement

La CEE va envoyer à Varsovie des surplus de bœuf et de céréales

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'Autriche a formellement présenté, lundi 17 juillet, sa demande d'adhésion à la Communauté. Le caractère laborieux des premières réactions des Douze a révélé, si besoin était, à quel point son statut de neutralité permanente posait problème.

Nul embarras, en revanche, pour répondre avec zèle au message du sommet des sept principaux pays industrialisés et se mobiliser au profit de la Pologne et de la Hongrie. Dès lundi prochain, les ministres de l'Agriculture des Douze devraient décider de prélever sur les stocks communautaires de la viande de bœuf et des céréales pour mieux assurer l'approvisionnement des Polonais.

Comment aider la Pologne et la Hongrie ? La Commission européenne, légitimement flattée de la mission qui lui a été confiée lors du sommet des Sept, est à l'évidence décidée à ne pas laisser traîner les choses. M. Jaruzelski et Walesa, lors de leurs voyages respectifs à Bruxelles, avaient fait état de besoins alimentaires urgents. La Communauté va donc, dans les huit jours, prendre les décisions néces-

saies pour leur livrer de la viande et des céréales, mais il n'y a plus ni beurre ni poudre de lait dans les entrepôts communautaires. Comme l'ont rappelé MM. Delors et Franz Andriessen, respectivement président de la Commission et vice-président chargé des relations extérieures, la tâche entreprise va bien au-delà de ces livraisons d'urgence. Il s'agit de remettre en ordre les circuits d'approvisionnement et de distribution, ce qui veut dire s'occuper de la production et des achats extérieurs mais aussi du transport, du stockage, des méthodes de commercialisation. Il faudra donc s'organiser, mettre en place un plan d'action et voir qui y participera et avec quels moyens.

La candidature de Vienne

La commission prévoit que la réunion de coordination des pays intéressés (les Sept, les pays de la CEE, ceux de l'Association européenne de libre-échange, d'autres pays de l'OCDE) aura lieu à l'automne, ce qui n'exclut pas qu'une première réunion à un niveau technique puisse être convoquée avant les vacances d'été. La volonté d'aller de l'avant est certaine mais on en est encore à la phase de débroussaillage.

Ainsi les experts, lundi, évoquaient volontiers le cas polonais mais se montraient moins discrets à l'égard de la Hongrie, dont les besoins immédiats ou à moyen terme sont apparemment moins bien connus. C'est dans un français parfait que M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères, a présenté devant ses collègues des Douze les dix points de l'acte de candidature de son pays à la Communauté. Il a rappelé que pour l'Autriche, « l'état européen démocratique et pluraliste ayant une économie de libre marché », une telle candidature était un droit. Les six Etats fondateurs signataires du Traité de Rome n'y appelaient-ils pas les autres peuples d'Europe qui partageaient leur idéal à s'associer à leur effort ?

« La neutralité, est-il souligné dans le document, constitue une contribution spécifique que l'Autriche apporte au maintien de la paix et de la sécurité en Europe, contribution qui correspond à la formule du traité de la CEE qui dit d'affirmer les valeurs de la paix et de la liberté ». Autrement dit, Vienne, loin de refuser sa neutralité ou de miser sur son évolution, la présente comme un atout supplémentaire. M. Mock a ajouté que l'évolution en cours des relations entre l'Est et l'Ouest « facilite le climat de cette candidature » puis a reconnu que les

TERRE HUMAINE

Michel Ragon

L'accent de ma mère

Vendée terrorisée ; défigurée par l'histoire de la Révolution.

A droite comme à gauche.

Un grand écrivain exprime la vérité d'un peuple.

Ce livre analyse aussi les rapports complexes d'une veuve et de son fils dans le dénuement et la détresse.

COLLECTION DIRIGÉE PAR JEAN YVES LECHE

PLON

Europe

URSS : les affrontements entre ethnies dans le Caucase et l'agitation sociale

Le comité central ajourne sa réunion sur les nationalités

Le plénum du comité central consacré au problème des nationalités en URSS, qui devait avoir lieu à la fin du mois de juillet ou au début d'août, a été reporté, a annoncé lundi 17 juillet à Moscou le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Gueassimov. M. Gueassimov a par ailleurs déclaré qu'« à l'heure actuelle il n'y a aucun désordre de masse dans la République autonome d'Abkhazie », alors qu'un bilan officiel fait état de quatorze morts dans cette région depuis samedi soir (nos dernières éditions du 18 juillet).

M. Gueassimov a indiqué que le projet de document qui sera soumis aux membres du comité central « doit encore être examiné par le bureau politique ». Après l'avoir étudié la semaine dernière, le bureau politique avait « jugé indispensable de mettre au point ce projet de document et de l'envoyer à tous les comités centraux des républiques fédérées ».

Lundi, les heurts se poursuivaient entre Géorgiens et Abkhazes dans plusieurs villes de la République autonome d'Abkhazie, rattachée à celle de Géorgie. « Des mouvements de grève à l'initiative des Géorgiens se sont déclarés lundi dans toutes les villes d'Abkhazie et dans certaines agglomérations de l'ouest de la Géorgie », selon un représentant de l'agence officielle locale.

« L'activité de l'aéroport de Soukhoumi est totalement interrompue, mais deux avions militaires ont atterri la nuit dernière », a indiqué un dirigeant du Forum populaire abkhaze, M. Sergueï Chamba, en faisant état de l'arrivée d'environ mille cinq cents militaires. A Goudouta, sur la côte est de la mer Noire, « les habitants ont encerclé les villages environnants peuplés de Géorgiens » pour leur imposer un blocus, a déclaré l'épouse d'un dirigeant nationaliste géorgien, selon laquelle les bagarres se poursuivraient également à Ochamchira et Gagra, les principales agglomérations de la côte.

Des postes de police ont été attaqués en Abkhazie et en Géorgie, et la foule s'est emparée de nombreuses armes, a indiqué lundi le ministre soviétique de l'Intérieur, M. Vadim Bakatine, intervenant au Soviet suprême. Des manifestants ont libéré cent quatre-vingt détenus à Zugdidi, la ville géorgienne la plus proche de l'Abkhazie, a précisé le ministre.

Par ailleurs, l'agence Tass a rapporté lundi que des situations « explosives » se développent dans plusieurs localités du Haut-Karabakh, où les troupes du ministère de l'Intérieur patrouillent pour empêcher les affrontements interethniques. — (AFP.)

Messe pour le tsar à Moscou

Pour la première fois depuis 1918, une messe de requiem a eu lieu, lundi 17 juillet, en présence d'une centaine de personnes, au monastère de Donskoi, à Moscou, pour célébrer la soixante et onzième anniversaire de la mort du tsar Nicolas II. Les participants ont refusé d'obtenir un accès à la dispersion lancée par la police, affirmant qu'il s'agissait d'un service religieux et non d'une manifestation illégale.

En avril dernier, l'écrivain soviétique Gueorgi Fladov déclarait avoir retrouvé les ossements des derniers Romanov à l'intérieur d'un puits proche de la ville de Sverdlovsk, dans les monts Oural. Un comité non officiel de quinze membres avait exigé l'analyse des restes, ainsi qu'un enterrement chrétien à la cathédrale Saint-Pierre-et-Paul de Léningrad pour la famille impériale exécutée par les Bolcheviks en 1918. La pétition qu'ils entendaient maintenant soumettre au Soviet suprême aurait déjà recueilli plusieurs milliers de signatures.

Profitant du climat de glasnost, les partisans du tsar ne se cachent plus. Ils seraient même entrés en contact avec le prince Vladimir Kirilovitch, chef de la maison des Romanov, installé en Angleterre. — (AFP, AP.)

La grève s'étend au bassin du Don

MOSCOU de notre correspondant

Un adversaire de la grève, mineur lui-même, venait d'expliquer que le mouvement mettait « toute la métallurgie à genoux » et qu'il fallait « un peu réfléchir à ses conséquences ». S'engouffrant dans la brèche, d'autres voix s'élevaient aussitôt élevées dans le même sens, mais à cette première réunion, dimanche 16 juillet à Prokopiïevsk, du comité régional de grève des puits du Kouzbass, la tendance était claire.

Un moment de flottement passé, et toute la salle était noyée de cris de protestation. « On ne redescendra pas. Si nous arrêtons, nous n'obtiendrons rien. » Question, sans doute, de conscience politique, l'envoyé spécial de la Pravda, Antonin Bogatchov, a alors craché : « Mais qu'est-ce que vous faites ? Vous rendez-vous compte où vous allez ?... » et il lança en s'emparant du micro. Tumble général, le micro lui est arraché et seule parvient à rétablir le silence la lecture du télégramme que M. Gorbatchev et son premier ministre, Mikhaïl Ryzkov, venaient d'adresser aux grévistes.

Tout en demandant la reprise du travail, les deux dirigeants annoncent l'arrivée imminente d'une commission présidée par M. Slyunkov, membre du bureau politique, et chargée d'étudier les problèmes socio-économiques de la région, de prendre des mesures immédiates sur les questions les plus brûlantes et de soumettre des propositions à long terme au Soviet suprême et au gouvernement.

Envoi d'un membre de la direction en plus, c'est la ligne à laquelle le pouvoir se tient depuis le début. Sur le fond, on reconnaît la légitimité des revendications, mais on fait valoir dans le même temps qu'elles ne peuvent être satisfaites d'un coup et qu'il ne faut donc, en attendant, pas aggraver encore la situation économique.

Le point de vue est défendable, martelé sans cesse par la presse. Il n'a cependant pas empêché l'extension exponentielle du mouvement, qui a maintenant touché un autre des grands bassins miniers d'Union soviétique, le Donbass, en Ukraine, où deux mille mineurs des puits de Makeïevka ont cessé le travail lundi.

Eux aussi ont élu leur comité de grève. Ils sont en contact téléphonique avec leurs camarades du Kouzbass, qui, dès la semaine dernière, leur avaient envoyé une délégation, et ils ont élaboré une liste de trente-trois revendications. En tête, comme partout, l'autonomie complète des

Cent dix mille personnes « ne travaillent pas » dans le Kouzbass, en Sibirie occidentale, alors qu'usines et centrales sont sur le point de s'arrêter faute de charbon, a indiqué lundi 17 juillet le premier ministre soviétique, M. Mikhaïl Ryzkov, tandis que la grève gagnait un nouveau bassin, celui du Don, en Ukraine.

mines et l'augmentation du prix de vente du charbon. Conséquence directe de l'introduction des premières réformes économiques, les mineurs estiment, en effet, qu'ils pourraient, avec des revenus plus élevés et dont ils disposeraient pour moderniser leurs puits, les rentabiliser et se doter donc de logements et d'équipements sociaux.

Vient maintenant en scène l'augmentation des salaires des équipes de nuit, l'instauration d'un jour de fermeture hebdomadaire des mines, le dimanche, et l'amélioration des conditions de travail. Ce mouvement n'a pas — pas encore ? — de structures et de dirigeants nationaux, mais il est déjà en et le ministre de l'Industrie charbonnière ne cache pas qu'il s'attend maintenant à une extension prochaine aux puits de Kharkov, au sud-est du Kouzbass, non loin de la frontière mongole.

Tous les puits du pays suivent en fait les événements et rien ne dit que l'effet boule de neige se limitera

éternellement à cette seule branche. L'URSS ne se met pas en vacances en août. Toute l'industrie fonctionnelle. Dans plusieurs des villes du Kouzbass, beaucoup d'entreprises sont tentées de se joindre au mouvement des mineurs, et la grande explosion sociale qu'on pouvait redouter pour l'automne, quand les problèmes de ravitaillement auront encore empiré, est peut-être pour aujourd'hui.

Des actes pas des mots

A la fin de la lecture du télégramme de M. Ryzkov et Gorbatchev, il y a eu, dimanche à Prokopiïevsk, un long silence. Les gens réfléchissaient, divisés, perplexes, mais les plus modérés n'ont pas pu faire adopter leur proposition : continuer jusqu'à l'arrivée de la commission Slyunkov, mais reprendre le travail pour la durée des négociations. L'empoignade a été si violente qu'on a décidé de reporter la décision à plus tard. Le lendemain, au

chef-lieu de la région, Kemerovo, M. Slyunkov avait son premier contact avec le mouvement ouvrier soviétique resuscité. Beaucoup d'assurances ont été données. On a fait le point sur les revendications dont la satisfaction était déjà acquise. Le président des syndicats, M. Chalaev, a annoncé qu'il soutiendrait les « intérêts légitimes » des travailleurs et appelait à « faire preuve de retenue ».

Tout s'est apparemment bien passé, sans plus de tension que précédemment. M. Slyunkov et sa suite sont alors partis pour Prokopiïevsk (en avion, car les distances sont énormes), mais le travail, bien au contraire, n'a toujours pas repris. Lundi, à Kemerovo, les banderoles proclamaient : « grève jusqu'à la victoire », « perestroïka : des actes, pas des mots ». Entre intellectuels moscovites, on commence à discuter ferme. Faut-il se rendre sur place ? Proposer une médiation ? Apporter un soutien ? Sous quelle forme ?

S'il ne s'agit que d'une grève, la main tendue de M. Gorbatchev et la présence de nombreux cadres et membres du parti dans les comités de grève peuvent permettre une reprise du travail après l'ouverture de pourparlers.

Le problème est que ce mouvement a déjà pris, par sa seule ampleur, une tout autre dimension. Il marque l'entrée en scène de la classe ouvrière, et ce prolétariat dont on avait tant décrit l'abaissement, l'alcoolisme et la passivité semble parfaitement bien savoir ce qu'il a à faire. Qu'on trouve bientôt ou non un compromis, la perestroïka vient d'enregistrer un tournant de plus — et pas des moindres.

BERNARD GUETTA.

● L'alerte à bord d'un sous-marin soviétique devant la Norvège. — La Norvège a accepté, lundi 17 juillet, les explications des Soviétiques selon lesquelles aucun incendie ne s'est déclaré à bord du sous-marin à propulsion nucléaire qui naviguait sur la large des côtes norvégiennes et dont s'échappait, dimanche, une épaisse fumée noire (Le Monde du 18 juillet). Les autorités norvégiennes ont déclaré que l'Union soviétique n'a pas fait part de l'avarie du système de propulsion qui a obligé le sous-marin à refaire surface. Le ministre soviétique de la Défense, le général Dimitri Iazov, a précisé que la fumée, qui semblait provenir d'un incendie à bord de ce sous-marin de type Alfa, était provoquée par des échappements dus à la mise en route des moteurs Diesel au moment où le bâtiment est sorti de l'eau. — (AP.)

Proche-Orient

ISRAËL

M. Sharon appelle à l'élimination de M. Arafat

Jérusalem. — Le ministre israélien du Commerce et de l'Industrie, M. Ariel Sharon, a déclaré, lundi 17 juillet, « l'abandon » de M. Yasser Arafat ainsi que des autres dirigeants de l'OLP. Lors d'un entretien à la radio israélienne, le chef de la tendance « dure » du Likoud (droite nationaliste) a annoncé qu'il ne voterait pas les rallonges budgétaires réclamées par le ministre israélien de la Défense, mais qu'il ne voterait pas non plus des lois destinées à éliminer les chefs des organisations terroristes et, en premier lieu, le tueur numéro un, Yasser Arafat.

Le ministre de la Défense demande l'allocation de 408 millions de shekels (environ 200 millions de dollars) supplémentaires pour faire face aux dépenses causées par la répression du soulèvement palestinien. M. Sharon a estimé que les responsables de la défense israélienne avaient échoué dans la lutte contre l'intifada. « Je ne font que jeter de la poudre aux yeux. La situation dans le domaine de la sécurité se dégrade constamment », a-t-il ajouté.

Commentant ces déclarations à la radio israélienne, le député travailliste Mordechai Gur, ancien chef d'état-major, a estimé que le général Sharon « avait eu du culot de faire cette suggestion alors que lui-même n'a pas donné l'ordre d'éliminer Yasser Arafat en septembre 1982 à Beyrouth, lorsque le chef de l'OLP était dans la ligne de mire des soldats israéliens, envoyés par Sharon, alors ministre de la Défense, dans la folle aventure libanaise ». — (AFP.)

Un an après l'erreur du navire « Vincennes »

Compensations américaines pour les familles des victimes des victimes de l'Airbus iranien

NEW YORK de notre envoyé spécial

Les Etats-Unis vont offrir des compensations allant de 100 000 à 250 000 dollars par victime aux familles des deux cent quatre-vingt personnes tuées (dont deux cent cinquante de nationalité iranienne) le 3 juillet 1988, lorsque le navire américain Vincennes avait abattu par erreur un Airbus iranien au-dessus du golfe arabo-persique.

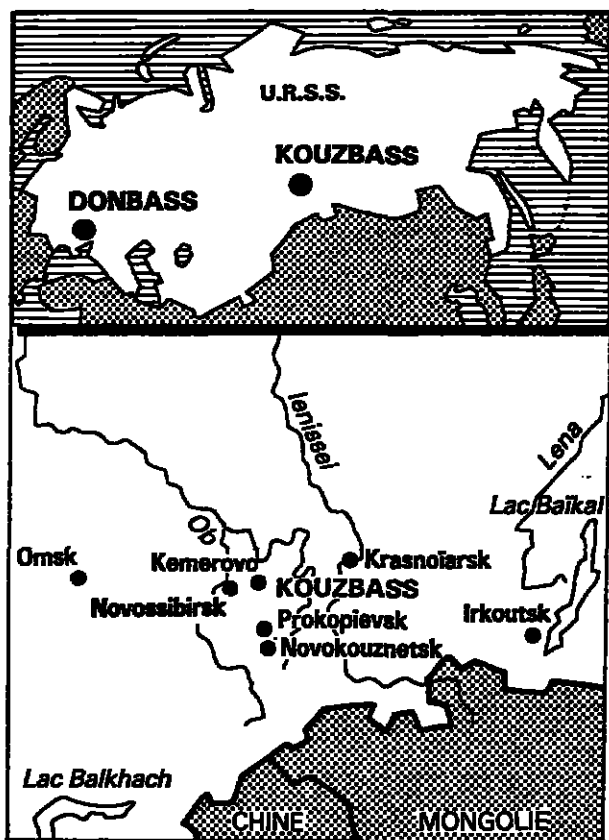
Cette annonce, faite lundi 17 juillet, par le porte-parole adjoint du département d'Etat à Washington, M. Richard Boucher, est l'aboutissement des lentes tractations entre plusieurs agences gouvernementales, entreprises une semaine après la catastrophe. Se fondant sur des rapports du Pentagone montrant une accumulation d'erreurs humaines, le président Reagan avait alors fait connaître sa décision d'offrir des compensations à l'Iran. Selon les estimations du département d'Etat, le montant global de ces « réparations » — 250 000 dollars par victime de famille disparue et 100 000 pour les autres — s'élèverait à environ 30 millions de dollars.

Reste à faire parvenir cet argent. Faute de relations diplomatiques entre les deux pays, les Etats-Unis, qui ont dû négocier par le biais de plusieurs ambassades amies, se refusent, a mis en garde M. Boucher, à verser quoi que ce soit tant que Téhéran n'aura pas désigné un « intermédiaire approprié ». Cet intermédiaire, précisait-on encore à Washington, pourrait être un autre gouvernement, une organisation de secours ou même une compagnie d'assurances.

Enfin, alors que l'on s'apprête à célébrer le premier anniversaire de l'accord de paix entre l'Iran et l'Irak et que l'administration américaine s'efforce de « tester » la bonne volonté des nouveaux dirigeants de Téhéran, le porte-parole du département d'Etat a expliqué une nouvelle fois que « les Etats-Unis n'avaient aucune obligation de faire ce geste ».

Il devait également déplorer que, l'année passée, « l'Iran ait ignoré les efforts répétés des Etats-Unis pour obtenir des informations sur les familles des victimes ». Au contraire, les autorités iraniennes avaient saisi, au printemps, la Cour internationale de La Haye, en accusant les Américains d'avoir violé un traité de 1971 tendant à prévenir les actes de violence contre les avions civils.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.



Diplomatie

En visite officielle aux Pays-Bas

M. Bush : « Un nouveau monde est à notre portée mais nous ne braderons jamais nos principes »

Le président Bush a terminé mardi 18 juillet à La Haye sa tournée européenne, qui l'a conduit en Pologne, en Hongrie puis à Paris, où il a assisté aux fêtes du Bicentenaire et au sommet des Sept. Commentant cette dernière réunion, M. Vladimir Petrovski, vice-ministre soviétique des

affaires étrangères, l'a qualifiée lundi à Moscou de « très importante ». Notant « l'intérêt porté par les Sept au développement de la coopération entre l'Est et l'Ouest », M. Petrovski a ajouté que ce sommet « constitue un nouveau pas dans la

construction d'une macroéconomie mondiale » et « une étape importante pour la sécurité économique internationale ». A La Haye, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a réaffirmé lundi que la présence de l'URSS à un sommet des pays industrialisés était « très prématurée ».

AMSTERDAM de notre correspondant

L'occasion était trop belle et le président Bush, arrivé aux Pays-Bas lundi 17 juillet pour une visite officielle de vingt-quatre heures, ne l'a pas laissée passer. Prenant la parole dans l'église Saint-Pierre de Leiden, celle-là même autour de laquelle une centaine de réfugiés anglais, en dissidence d'anglicanisme, s'étaient installés au début du dix-septième siècle avant d'émigrer, notamment à bord du fameux Mayflower, à Boston, et de devenir ainsi les premiers colons du « Nouveau Monde », le chef de la Maison Blanche a dressé un parallèle entre l'épopée de ces ancêtres et la situation actuelle : « Comme quand les Pilgrims quittèrent cette ville, un nouveau monde est aujourd'hui à notre portée ».

Le propos visait essentiellement les mouvements de réforme en Pologne et en Hongrie, d'où M. Bush est, à l'évidence, revenu impressionné. Ces deux pays sont « au premier plan du changement. Au cours des douze derniers mois, ils sont allés plus loin que ce qu'aucun de nous

tenait pour possible ». Mais le président américain n'a rien dit de plus qu'à Varsovie, Gdansk ou Budapest : tout au plus a-t-il en cette petite phrase quelque peu sibylline : « Nous ne braderons jamais nos principes. Nous nous prononcerons toujours en faveur de la liberté. Mais nous comprenons aussi qu'en cette période de changement, une approche soigneusement adaptée est vitale ».

Une façon de justifier la modeste relative des aides financières à la Pologne et à la Hongrie ? Peut-être, car M. Bush, dans la foulée, rappelle la priorité accordée au dialogue américain-soviétique : « Nous voulons jouer un rôle constructif dans le développement économique de l'Europe de l'Est, dans le développement du pluralisme politique en créant un climat international propice à la réussite des réformes ».

Souhaitant des « relations améliorées » avec l'Union soviétique, le président américain a estimé que « la récente lettre du secrétaire général Gorbatchev au sommet des Sept n'est que le dernier exemple (du fait que) les Soviétiques avan-

cent dans notre direction ». Une réaction prudente qui n'ôte rien à l'optimisme d'ensemble émanant des propos de M. Bush. « L'autre Europe — celle de derrière la mur — est en train de changer », a-t-il affirmé avant d'exprimer l'espoir que puisse « prendre fin la division contre-nature de l'Europe, et que l'Europe de derrière la mur rejoigne ses voisins de l'Ouest, prospères et libres ».

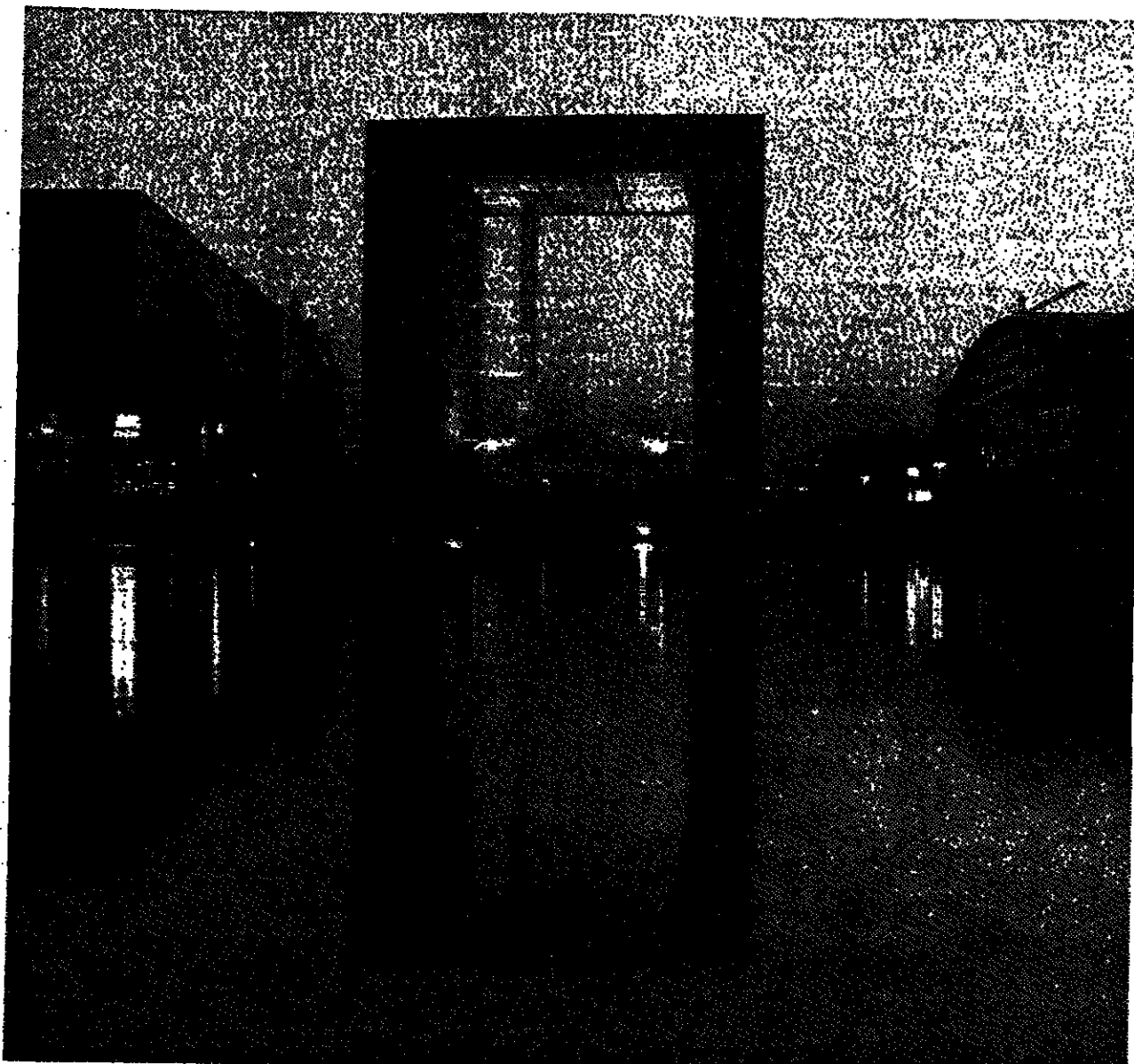
Aucun président américain en fonction n'avait jamais honoré d'une visite officielle les Pays-Bas, qui avaient pourtant été parmi les plus prompts à reconnaître les Etats-Unis. Ce retour aux sources de l'histoire de son pays s'est doublé, pour M. Bush, de la découverte de racines familiales. Des recherches généalogiques menées par l'archiviste municipal firent apparaître qu'une sœur du président est née à Leiden en 1615 dans une famille de Pilgrims qui émigra sur le Mayflower. De plus, cette sœur était une tante, Marie de la Noye, qui se trouve être une descendante de Franklin Delano (transformation de... De la Noye) Roosevelt ! Au cours de ses entretiens bilatéraux avec ses

hôtes néerlandais, M. Bush a notamment abordé la question de l'environnement. Alors que les Etats-Unis n'étaient pas représentés à la conférence de La Haye sur la protection de l'atmosphère, en mars dernier, il semble acquis qu'ils participent à la réunion internationale qui se tiendra, sur le même thème, et toujours à La Haye, au mois de novembre.

Cette participation américaine se situe dans l'esprit de la déclaration finale du sommet de l'Arche. La venue de M. Bush aux Pays-Bas constitue un indéniable succès pour M. Ruud Lubbers, premier ministre démissionnaire et candidat à sa propre succession après les élections législatives du 6 septembre. Mais les enjeux politiques locaux étant ce qu'ils sont, un tête-à-tête de M. Bush et le leader de l'opposition, M. Wim Kok, possible prochain chef du gouvernement, le président américain a pris son petit déjeuner, mardi 18 juillet, avec des représentants de l'ensemble de la classe politique néerlandaise, avant de s'enlever vers Washington.

CHRISTIAN CHARTIER.

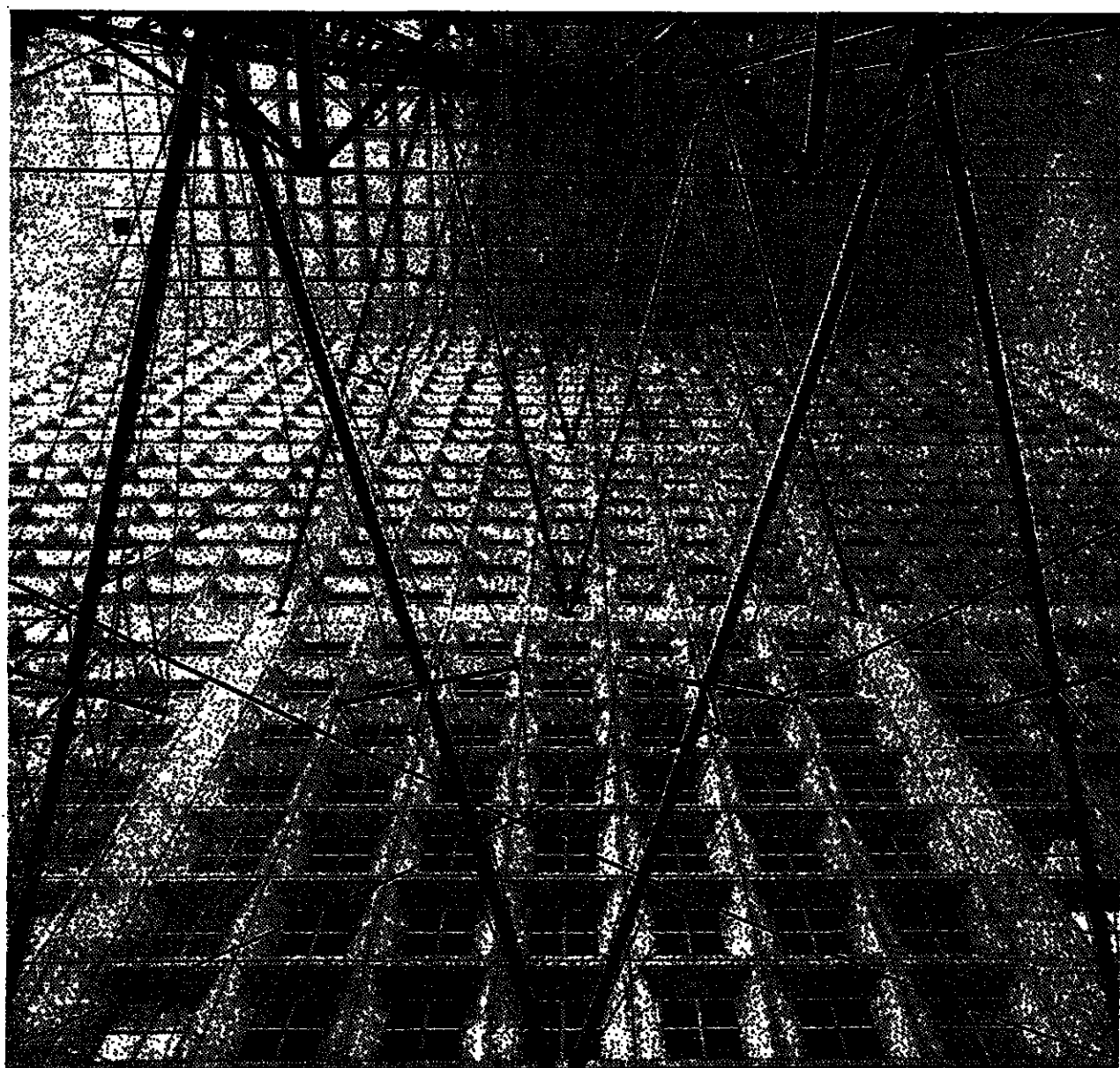
FORME CLASSIQUE



Actionnaire de la Société d'économie mixte nationale Tête Défense, promoteur de la Grande Arche, prestataire de services par le concours de la SCIC et de la SCET, la Caisse des dépôts et consignations rend hommage à Johan Otto von Spreckelsen et remercie les investisseurs - AXA, Groupe Maxwell, Ministère de l'Équipement, EPAD, UAP, GMF, GAN, AGF, MGF, Caisse Centrale de Réassurance, Crédit Foncier de France - qui, pariant sur l'avenir à ses côtés, ont contribué à la création de ce monument du XXI^e siècle.



FORCE TECHNIQUE



Pour répondre au projet de l'architecte lauréat du concours international, la construction de la Grande Arche a été l'occasion de relever de nombreux défis technologiques. La Société d'économie mixte nationale Tête Défense, que préside Robert Lion et que dirige Jean-Louis Subileau, remercie les architectes, bureaux d'étude et entreprises. Ensemble, ils ont contribué à faire de la Grande Arche, par la perfection de ses formes classiques et la force de ses prouesses techniques, l'un des ouvrages les plus prestigieux de ce temps.



LA GRANDE ARCHE

ARCHITECTE: JOHAN OTTO VON SPRECKELSEN
ARCHITECTE ASSOCIÉ: PAUL ANDREU
MAÎTRE D'OUVRAGE: SEM TÊTE DÉFENSE

Proche-Orient

Un an après l'acceptation, par l'Iran, du cessez-le-feu dans le Golfe

Les Irakiens attendent toujours de goûter aux fruits de la paix

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

La paix, la paix enfin ! Il y a un an, le 18 juillet 1988, le peuple irakien, d'abord lucide, apprenant soudain l'acceptation par l'Iran, de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui, par l'instauration d'un cessez-le-feu, mettait fin à huit ans de guerre. Oubliant la prudence gouvernementale, qui exigeait des garanties à cet arrêt des hostilités, les Irakiens, dans leur immense majorité, ne voulaient voir dans ce « oui », contraint et forcé, de l'imam Khomeiny que la fin de huit ans de malheur.

Un an après, certes, Bagdad respire. La peur a disparu, mais la paix véritable se fait toujours attendre. Certaines restrictions imposées au titre de la guerre ont été levées, mais d'autres demeurent notamment l'interdiction, psychologique et très sensible, de quitter le territoire. Le manque, réel, de devises souligne-on à Bagdad, justifie le maintien de cette mesure. Des aménagements ont été envisagés pour les seuls parents d'enfants vivants, légalement à l'étranger et donc en mesure d'assurer les frais de séjour. Mais les formalités administratives sont telles que beaucoup y renoncent.

Libéralisation

Invités à venir s'installer en Irak, les journalistes étrangers demeurent introuvables. Les grands hôtels affirmant vendre les journaux étrangers. Expérience faite, seul le *Kuwait Times* est disponible avec encore quatre ou cinq jours de retard. On trouve aussi quelques revues arabes, bien qu'officiellement la censure sur la presse arabe soit levée.

La Constitution en gestation, qui devrait être prête avant la fin de l'année, permettra, dit-on, l'introduction d'une « presse privée et libre ». Mais la prudence impose d'attendre. Quel qu'il en soit, les promesses de « libéralisation » politique ne mobilisent guère les Irakiens.

En revanche, la timide libéralisation économique et l'encouragement donné au secteur privé ont accentué les difficultés des ménages. Le gouvernement a dû réimposer en avril le contrôle des prix, ceux-ci étant envolés. Les magasins d'Etat, autrefois ouverts à tous, sont réservés depuis le début de l'année aux fonctionnaires, qui peuvent s'y approvisionner à meilleur prix. Exemple : le kilo de viande locale sur le marché coûte 6 dinars, alors que la viande importée est vendue dans les magasins d'Etat 1,5 dinar. Mais on ne peut en acheter plus de 10 kilos par mois et par famille. Un universitaire débute à gagner en moyenne 90 dinars, un directeur général dans l'administration 250 dinars. Avec d'aussi faibles salaires, les Irakiens s'en sortent très mal, même ceux, nombreux, qui occupent des doubles emplois. Depuis le 1^{er} juillet, le gouvernement a gelé pour un an les prix et services des entreprises d'Etat afin de protéger de l'inflation la hausse des salaires de 25 dinars consentis aux fonctionnaires.

Malgré un code des investissements assez généreux, les Arabes ne sont pas accourus en Irak. Les projets de privatisation, notamment des grands hôtels de Bagdad, n'ont guère séduit. Comme l'affirme un économiste : « Qui pourrait être tenté de faire un tel investissement sans être sûr de pouvoir en tirer quelque chose ? ». L'investissement requiert la confiance et celle-ci ne peut venir que d'un futur sûr. Il faudra sans doute encore beaucoup de temps avant que le libéralisme économique qui, selon le premier vice-premier ministre, M. Taha Yassine Ramadan, reste « l'un des principes de la Révolution », porte ses fruits.

Autre très grande déception pour les Irakiens et à propos de laquelle le gouvernement a fait de multiples offres à l'Iran : le non-retour des prisonniers de guerre. Depuis le cessez-le-feu et après de multiples stermements, l'Iran n'a relâché que trois cent quatre-vingt-huit prisonniers malades ou blessés et l'Irak trois cent onze, alors que soixante-dix mille Irakiens, estime-t-on, sont détenus, et trente mille Iranais. Les appels de Bagdad en faveur d'un échange total des prisonniers, sans préjudice de l'état des négociations sur la résolution 598, sont restés sans écho. La dernière offre du président Saddam Hussein, le 24 juin, de relâcher immédiatement les plus anciens détenus, emprisonnés pendant les deux premières années de la guerre, a toutes les chances de connaître le même sort.

En un an, malgré quinze réunions à Genève et New-York, les négociations de paix n'ont pas avancé d'un pouce. Elles butent toujours sur deux exigences contradictoires : le nettoyage du Chât-el-Arab demandé par l'Irak, le retrait total des troupes irakiennes de son territoire réclamé par l'Iran. Une seule chose tient, mais c'est l'essentiel : le cessez-le-feu.

Les violations sont mineures et la plupart des incidents se résolvent au niveau des commandants locaux. « La ligne de cessez-le-feu est à certains endroits si étroite, affirme le porte-parole du groupe des observateurs de l'ONU, que les soldats irakiens et iraniens sont au coude-à-coude et n'hésitent pas à prendre ensemble le thé rituel ».

Après avoir accueilli avec satisfaction la mort de l'imam Khomeiny, la presse irakienne a rapidement mis une sourdine à ses attaques habituelles contre l'Iran ; Bagdad a même ensuite fait plusieurs gestes significatifs à l'égard de Téhéran. Bien qu'officiellement on refuse de faire le lien, c'est quand même au lendemain de la mort de Khomeiny que les Moudjahidines de M. Radjavi ont mis fin à leurs émissions télévisées et radiophoniques et à toutes leurs opérations de propagande à partir de l'Irak.

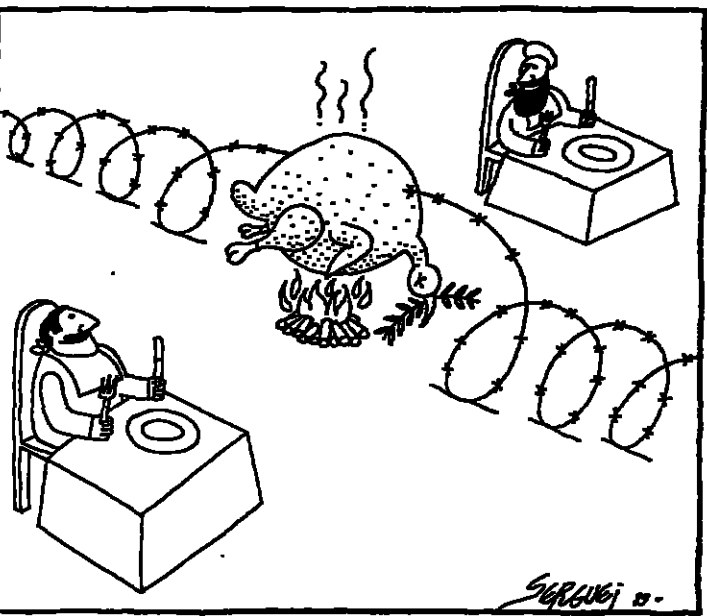
Gestes envers Téhéran

La plupart de leurs 6 000 combattants auraient d'ailleurs été envoyés dans un camp au Kurdistan où ils seraient réduits à l'inactivité. Si

ses capacités de défense et l'industrie irakienne d'armement pourrissent de fructueuses recherches.

L'Irak cherche aussi à acquérir de nouveaux avions de combat. Il a porté son choix sur le Mirage 2000 de Dassault. « La balle est maintenant dans le camp français », dit-on, à ce sujet, à Bagdad. Tout dépendra des conditions financières qu'acceptera de faire la France à qui l'Irak doit déjà plus de 24 milliards de francs. Le « contrat Dassault » prévoyait un transfert de technologie dans des usines de montage sur place, l'Irak entendait bien devenir, au risque de concurrencer son partenaire égyptien du Conseil de coopération arabe, un centre régional pour le montage des avions.

Bagdad cherche, d'autre part, à récupérer sa marine, comprenant 5 000 hommes environ. Outre l'affaire des onze bâtiments de guerre commandés à l'Italie avant la guerre et jamais livrés, à propos de laquelle un accord s'est intervenu à Rome en janvier dernier, Bagdad voudrait se procurer des chasseurs de mines. Mais, compte tenu de la dette, la marine devra sans doute attendre quatre ou cinq ans avant de se voir doter d'une flotte digne de ses ambitions.



Bagdad n'a sans doute pas l'intention de se priver de cette carte tant que les chefs religieux de l'opposition irakienne sont en Iran, il ne peut permettre aux partisans de M. Radjavi d'opérer à partir de son territoire sous peine, de démentir son désir affiché de paix.

Depuis le cessez-le-feu, l'Irak a démobilisé 200 000 hommes. Il a en outre relâché des fronts les miliciens de l'armée populaire.

Six cent mille hommes seraient encore aujourd'hui mobilisés, soit environ 50 % des effectifs au moment du cessez-le-feu le 20 août dernier. Cette démobilisation pose quelques problèmes de réinsertion pour des jeunes qui ont parfois passé dix ans à l'armée et se retrouvent, sans formation particulière, à la recherche d'un emploi. « Les plus méritants, affirme un diplomate, ont reçu une voiture qu'ils utilisent comme taxi. Beaucoup d'autres se sont engagés sur les chantiers de la reconstruction, en attendant mieux ».

La mort de Khomeiny n'a pas permis, aux yeux des dirigeants irakiens, l'émergence d'interlocuteurs durables à Téhéran. « Maintenant, il y a un vide du pouvoir en Iran, affirme un officiel. L'élection présidentielle ne fera qu'ouvrir la bataille du pouvoir. Même M. Rafjavi, s'il est élu, ne sera pas sûr de pouvoir compter sur le soutien de Khomeiny disparu, personne n'est désormais inattaquable ni incontestable du point de vue religieux. Sur cette bataille interne, se greffent des ingérences étrangères, les puissances cherchant notamment à obtenir des gains en Iran ».

Ambitions régionales

Pour l'instant, c'est maoïste qui suscite la colère irakienne après la récente visite en Iran du secrétaire M. Rafsandjani et l'annonce que l'URSS était « prête à coopérer avec l'Iran pour développer sa capacité de défense ». « Renouveler les moyens militaires de l'Iran de quel que manière que ce soit ne peut donner des résultats positifs », déclarait récemment le ministre des Affaires étrangères irakien, M. Tarek Aziz avant de demander à l'URSS de « fournir des explications sur la livraison d'armes à l'Iran ».

Les dirigeants irakiens observent avec une attention d'autant plus inquiète les relations des deux superpuissances avec Téhéran qu'ils savent celles-ci plus intéressées par l'Iran que par l'Irak.

Mais si Bagdad veut incontestablement la paix, à condition de récupérer sa souveraineté totale sur le Chât-el-Arab, partagée par le traité d'Alger en 1975, il n'en continue pas moins à développer avec vigilance

Car, plus que jamais, sans doute, l'Irak a les yeux tournés vers le Golfe, avec « l'obsession de le contrôler », ce qui ne manque pas d'inquiéter les membres du Conseil de coopération du Golfe, qui se sentent plus ou moins pris au piège des ambitions contradictoires de l'Irak et de l'Iran. L'échec des négociations frontaliers a d'autant plus inquiété les Koweïtiens que l'Irak ne manque jamais de souligner que, sans ses soldats, l'émirat aurait été une proie facile pour l'Iran.

Réelles ou supposées, les ambitions irakiennes font naître des craintes dans tout le monde arabe. Cela explique pour une large part que le récent sommet arabe de Casablanca n'ait pas suivi le président Saddam Hussein sur l'affaire libanaise. « Maintenant, dit-on de source officielle à Bagdad, le comité a six mois pour trouver une solution, mais en cas d'échec les Arabes devront reconnaître que notre point de vue sur la nécessité d'obtenir le retrait des troupes syriennes du Liban en faisant des pressions politiques, économiques et financières dans les affaires des autres, et nous attendons de tout le monde qu'il fasse de même. La Syrie est membre de la famille arabe ; ce qui se passe chez elle ne nous concerne pas, seule nous intéresse sa politique vis-à-vis de ses voisins ».

En fait, l'Irak veut aujourd'hui rattraper le temps perdu dans tous les domaines. Si, sur le plan de la reconstruction, beaucoup a déjà été fait, l'énormité de la dette risque de freiner quelque peu un développement que les dirigeants irakiens considèrent grandiose. L'Irak devra donc dans l'immédiat faire des choix, même si, à terme, le pays est jugé solvable. Politiquement, M. Saddam Hussein, qui, selon le projet de nouvelle Constitution, pourrait être élu au suffrage universel, voit aussi très grand. Il entend bien retrouver une place de premier plan sur la scène arabe et internationale, mais il devra d'abord gérer au mieux les aspirations de ses concitoyens, qui voudraient bien souffler un peu et se voir ainsi récompensés d'une « victoire » si chèrement acquise.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Amériques

NICARAGUA : dix ans de révolution sandiniste

La « guerre des contras » et l'incompétence des dirigeants ont ruiné le pays

MANAGUA
de notre correspondant en Amérique centrale

La révolution sandiniste célèbre son dixième anniversaire mercredi 19 juillet. Mais l'immense majorité des Nicaraguayens n'ont pas le cœur à la fête. Après dix ans de guerre et de gabegie, l'économie du pays est en ruine, et les conditions de vie de la population sont à un niveau sans précédent dans l'histoire de cette nation de près de 4 millions d'habitants.

« Nous pensions relever le niveau de vie de la population. Nous avons échoué », reconnaît M. Moisés Hassan, qui fut, jusqu'à l'an dernier, maire de Managua. En partie à cause des agressions militaires, politiques et diplomatiques des Etats-Unis, mais aussi à cause de la politique totalement erronée de notre gouvernement, qui a favorisé l'anarchie, l'irresponsabilité et la négligence dans tous les secteurs ».

M. Moisés Hassan a quitté le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) profondément frustré par l'incompétence de ses anciens compagnons de route. « Les commandants avaient une vision livresque de la vie, ajoute-t-il. Ils ne savaient pas comment fonctionner la société. Leurs conceptions maoïstes ont conduit le pays au chaos et à un conflit avec les Etats-Unis, qu'il aurait été possible d'éviter tout en établissant une relation digne avec ce pays ».

A défaut de pouvoir redresser la situation économique, les autorités ont entrepris de « chauffer » la fibre révolutionnaire et volontariste nationale. La liste de la population. Le long des avenues principales de la capitale, de grands panneaux publicitaires proclament la grandeur de la révolution, symbolisée par un cœur rouge et noir, les couleurs du FSLN. Les habitants de terre en 1972 et non reconstruite depuis, les quelque 900 000 habitants sont uniquement préoccupés par la survie quotidienne. Comment trouver la nourriture du jour pour une famille quand le salaire d'un mois ne suffit même plus à couvrir les dépenses alimentaires d'une semaine ? Comment vivre avec l'équivalent de 10 dollars (60 francs) par mois, comment doivent le faire des dizaines de milliers d'enseignants réduits à la misère ? Les étalages du plus grand marché de la capitale sont pourtant bien garnis : légumes, fruits et herbes rouges, base de l'alimentation nationale, mais la plupart des clients repartent les mains vides, découragés par les prix. Les petits commerçants sont-ils responsables de l'inflation, comme l'affirme le gouvernement ? « Nous sommes les bons éleveurs », répondent en chœur les marchands, qui n'ont pas leur langue dans leur poche et disent pis que pendre de ce « gouvernement incompétent qui ne sait faire que la guerre ».

Le revenant par tête le plus bas d'Amérique

« La logique froide des chiffres semble indiquer que la révolution est au bord de l'échec », reconnaît l'un des dirigeants du Front sandiniste ajoutant que la solution à la crise passait par la fin de la « guerre mercenaire » imposée au Nicaragua depuis 1982 par les Etats-Unis à travers les « contras ». Le cessez-le-feu est en vigueur depuis plus d'un an (mars 1988) ; et, à la suite de la suspension de

l'aide militaire américaine, la plupart des 12 000 « contras » se sont réfugiés dans des camps situés au Honduras, où ils survivent grâce à l'aide « humanitaire » de Washington. La guerre, qui a fait 30 000 morts et 20 000 blessés en huit ans, se limite désormais à quelques escarmouches dans les régions rurales où la Contra a toujours eu une forte influence.

Malgré cette paix relative, le gouvernement consacre encore 50 % de son budget à la défense, et la crise économique s'est aggravée. Les chiffres confirment que les Nicaraguayens ont décliné le revenu annuel par habitant le plus bas du continent : environ 300 dollars moins de 2 000 francs — derrière le Honduras, la Bolivie et même Haiti. Selon une étude financée par la Sabde à la demande de Managua, le revenu annuel des salaires est tombé de 92 % depuis 1981 ; la valeur des exportations a baissé de 75 %, et le produit national brut a diminué de près de 30 %.

La baisse de la production a eu des répercussions brutales sur la monnaie nationale, le cordoba, qui a subi une série de dévaluations obligeant les autorités à surcharger les anciens billets, puis à décrier une réforme monétaire avec l'introduction du nouveau cordoba en février 1988. Cela n'a fait qu'accroître la chute de la devise nationale : en un an et demi, le dollar est passé de 10 nouveaux cordobas à 25 000 !

L'inflation a atteint 36 000 % l'an dernier, selon le gouvernement, qui espère la ramener à un niveau plus raisonnable grâce aux mesures draconiennes prises en janvier, sur les conseils d'une mission du Fonds monétaire international : licenciement de 35 000 fonctionnaires et réduction de 44 % du budget de l'Etat, ce qui se traduit notamment par la suppression des subventions aux produits de base et par une politique de « vérité des prix » des produits de première nécessité.

Ces dernières mesures ont encore aggravé l'impact social de la crise. La population est révoltée. Les gens n'ont plus peur de dire ce qu'ils pensent dans la rue, même s'ils hésitent encore à participer aux manifestations de l'opposition. Le climat de répression entretenu par les syndicats sandinistes contre leurs propres membres ne suffit plus à empêcher les conflits du travail. « S'il n'y a pas d'accord politique dans les prochains mois, il y aura des élections », affirme le président du Conseil national de l'entreprise privée (COSEP), M. Ramiro Gardian. « C'est vrai, le peuple est désespéré, reconnaît un dirigeant sandiniste, le commandant Omar Cabezas. Pourtant, il y a toujours les armes qu'on lui a données pour défendre la révolution, et il ne les retourne pas contre nous ».

La fascination du modèle cubain

« En fait, tous les secteurs de la société ont une part de responsabilité dans le désastre », affirme un sociologue, M. José Gabriel Moyra. Mais le Front sandiniste et l'Eglise occupent les premiers rangs, car l'affrontement entre ces deux forces a aggravé la polarisation idéologique. De plus, le Nicaragua a été victime de la géopolitique : il a été utilisé aussi bien par les Etats-Unis que par l'Union soviétique. La réaction violente des Américains a permis aux sandinistes de justifier toutes leurs erreurs de gestion et d'occultier leur manque de vision ».

Les dirigeants du Parti communiste du Nicaragua (PCN), et du Parti socialiste (PSN), qui ont conclu une alliance électorale avec les formations du centre et de la droite, sont encore plus sévères à l'égard des sandinistes. « Cette révolution n'a jamais été communiste ni marxiste-léniniste », affirme M. Luis Sanchez (PSN). Elle a voulu être

tiers-mondiste au moment où ce modèle était en crise à l'échelle internationale. Les sandinistes ont refusé d'en tenir compte, et leur entêtement a conduit au désastre actuel ».

Selon M. Alfonso Robalo, qui démissionna de la junte de gouvernement dès 1980, le sonci d'instauration de la révolution cubaine allait si loin que l'ambassadeur cubain à Managua assistait au conseil des ministres ! « Ce n'est pas un hasard », ajoute-t-il, si les deux frères Ortega sont l'un président de la République et l'autre ministre de la Défense. Comme les frères Castro, Fidel et Raúl !

Malgré tous les efforts des sandinistes, les milliers d'internationalistes cubains, qui ont pourtant fait un travail efficace dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ont été très vite considérés comme des forces d'occupation, leur rôle dans la formation des services de sécurité n'a rien fait pour améliorer leur réputation. La plupart sont aujourd'hui restés dans leur lit : ils restent encore quelques centaines de médecins et de conseillers militaires.

Fuite des contras

A la différence de Cuba, où l'Etat exerce un contrôle presque total sur l'économie, le secteur privé est encore très important au Nicaragua, mais il a de plus en plus de mal à survivre. La majorité des comités de défense sandinistes (CDS) créés par le modèle cubain des CDR (chargés avant tout d'exercer la surveillance politique au niveau des quartiers) sont devenus des coquilles vides au cours des années. Il a fallu abandonner très vite le projet de parti unique. Après une longue période de somnolence et de répression, les partis d'opposition (une vingtaine — représentant la vigueur en vue des élections de février 1990. Les stations de radio privées et le journal *la Prensa* ont une très grande audience et, la censure ayant été supprimée, sont d'une virulence étonnante dans leurs attaques contre le gouvernement.

Dix ans plus tard la révolution sandiniste qui avait suscité tant d'espérance en Amérique latine et tant de sympathie dans le monde entier en est réduite à appliquer les « recettes » du FMI pour éviter l'écroulement complet de l'appareil productif. Environ 500 000 Nicaraguayens — 15 % de la population — ont quitté leur pays pour aller aux Etats-Unis, au Costa-Rica, au Honduras, etc. Ils envoient environ 300 millions de dollars par an à leur famille — soit plus que le montant total des exportations du pays. La fuite des cerveaux est particulièrement préoccupante : 50 % des diplômés universitaires, y compris des médecins, sont à l'étranger. Les conséquences pour le pays sont dramatiques : la santé et l'éducation — les deux principales réalisations de la révolution au cours des premières années — sont retombées au niveau d'il y a quinze ou vingt ans. Cela se traduit par une remontée spectaculaire de la mortalité infantile et par la réapparition de maladies comme la malaria et la tuberculose, qui avaient presque disparu dans les zones urbaines.

« Le monde entier nous a abandonnés », déplore-t-il, « nous sommes des non-commandants qui dirigeons le pays ; de fait la communauté internationale n'a guère répondu aux appels à l'aide lancés par le Nicaragua à la suite du passage destructeur de l'ouragan Juana en octobre dernier. Même l'Union soviétique se lasse après avoir versé plus de 2 milliards de dollars en aide économique et autant en armement — plus que les Etats-Unis au Salvador ! En pure perte, du moins pour l'immense majorité des Nicaraguayens ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Juillet formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 Mi16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

محكمة العدل

Afrique

ANGOLA : les aléas de la réconciliation nationale

Difficiles retrouvailles entre « frères ennemis »

Des experts militaires du gouvernement de Luanda et des rebelles de l'UNITA se rencontrent, mercredi 19 juillet à Kinshasa, pour discuter des modalités de cessez-le-feu qui, depuis son entrée en vigueur le 24 juin, est mal respectée de part et d'autre. Pour remettre sur rails cette négociation, le médiateur Miobara, président du Zaïre, qui en cette affaire joue les médiateurs, avait reçu, dimanche, dans son village natal de Gbadolite, MM. « Loy » Van Dunem, ministre angolais des affaires étrangères, et Jonas Savimbi, chef de l'UNITA.

GBADOLITE (Zaïre)
de notre envoyé spécial

La paix ne lui fait pas peur du tout. Il la juge possible et même souhaitable. « Il faut maintenant donner un contenu au cessez-le-feu », explique Jonas Savimbi, maître sur pied un mécanisme de contrôle, sinon, nous allons continuer à nous accuser les uns et les autres de violations. » Le chef de l'UNITA propose donc la création de commissions de vérification composées d'Angolais des deux bords et de Zaïrois, qui auront notamment pour mission de surveiller, voire de prévenir les mouvements de troupes.

La méfiance est encore de règle entre « frères ennemis ». Comment pourrait-il en être autrement après quatorze ans de conflit ? La direction militaire de l'UNITA donne des instructions pour continuer le combat, assure M. « Loy » Van Dunem qui dresse une liste d'actes hostiles : pose de mines, coupures du courant électrique, sabotages de la ligne de chemin de fer de Benguela, etc. Au total, à l'en croire, « cinquante-neuf violations du cessez-le-feu et quatre-vingt quinze morts depuis le 24 juin ». Malgré tout, admet-il : « La guerre a diminué d'intensité de manière visible. »

Tout en refusant les accusations de Luanda, le chef de l'UNITA reconnaît que, dans une armée de guérilla « éclatée », en douze fronts militaires, « descendre » les « désignés du haut en bas de l'hérédité n'est pas chose facile. Reste que les messages radio ne suffisent pas pour convaincre des officiers de haut rang, des généraux par exemple, qui ont vuill, se sont enjoints

au combat et qui exigent d'y voir clair sur leur avenir. A ceux-là, il faut dépêcher des émissaires. « On a besoin de temps », insiste Jonas Savimbi.

Dans la foulée du cessez-le-feu, les dirigeants marxistes de Luanda s'inquiètent du sort qui sera réservé au chef de l'UNITA. « Son éloignement du pays est une condition sine qua non du succès des négociations en cours », indique M. « Loy » Van Dunem. Il créera un climat psychologique propice au bon déroulement du processus de paix. Comment le décider à partir ? « On lui donnera un titre, mais pas une fonction, promet le ministre angolais des affaires étrangères. Le président Dos Santos pourra lui confier des missions concrètes. »

D'aucuns, à cet égard, n'ont-ils pas évoqué la nomination de Jonas Savimbi comme « ministre-résident » à Washington, chargé de rompre le dialogue avec les États-Unis ?

Eloignement

« Il est faux de prétendre que j'ai pris l'engagement verbal de quitter temporairement l'Angola », réplique Jonas Savimbi, qui refuse d'être traité en vaincu. Et de s'interroger : « Qui va parler aux soldats, à la population si je m'en vais ? » An mieux, en signe de bonne volonté, a-t-il accepté de se mettre en quelque sorte en réserve de la République, de ne participer ni aux négociations de paix ni à un gouvernement de transition. Cette décision a été entérinée par le bureau politique de l'UNITA.

Cela ne satisfait guère le gouvernement angolais, qui craint comme la peste Jonas Savimbi. La forte personnalité de ce rebelle, son charisme et ses ambitions ne risquent-ils pas, en effet, de déstabiliser un régime déjà affaibli par le retrait en cours des troupes cubaines ? Traiter avec lui, se demandent-ils, n'est-ce pas faire entrer le loup dans la bergerie ? « L'UNITA ne vise qu'un seul but : Luanda. Elle veut tout simplement prendre le pouvoir », affirme M. « Loy » Van Dunem. « Après quatorze ans aux affaires, les gens de Luanda ne sont toujours pas sûrs d'eux-mêmes », constate le chef de l'UNITA.

Les rebelles de l'UNITA appellent la fin à l'organisation d'élec-

tions libres car « ceux de Luanda ne peuvent ramener tout seuls la paix dans le pays ». Le multipartisme, le gouvernement angolais ne veut, à aucun prix, en entendre parler.

« Les conditions ne sont pas réunies pour l'application d'un tel système », insiste M. « Loy » Van Dunem. Voyez ce qui se passe au Sénégal, par exemple. Et Jonas Savimbi de s'appuyer, au contraire, sur les cas de l'Algérie, de la Pologne et de la Hongrie pour plaider la cause de l'ouverture politique.

Quels que soient les obstacles qui se dressent sur le chemin de la réconciliation nationale, les Angolais veulent garder espoir. « Le processus de paix est engagé de manière irréversible », remarque M. « Loy » Van Dunem. « A force

de discuter, les positions vont évoluer », pense le chef de l'UNITA. De toute façon, les grandes puissances qui sont pour beaucoup dans les malheurs de ce pays meurtri poussent, aujourd'hui, à la roue dans le bon sens.

« Nous nous habituons maintenant à vivre sans les Sud-Africains, confie Jonas Savimbi. Ceux de Luanda doivent, de leur côté, s'habituer à vivre sans les Cubains. » Qu'ont désormais à faire tous les Angolais si ce n'est d'apprendre à vivre entre eux ? L'exercice est inédit. Cela ne leur est jamais arrivé depuis l'indépendance.

JACQUES DE BARRIN.

EN BREF

● MAROC : visite de M. Roland Dumas. — Le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, effectuera mardi 18 et mercredi 19 juillet, une visite officielle au Maroc à l'invitation de son collègue marocain, M. Abdelatif Filali. Il devait être reçu par le roi Hassan II et le premier ministre Azeddine Laraki. M. Dumas s'est déjà rendu en Algérie en septembre 1988 et en Tunisie en mai dernier, mais n'avait pas encore eu l'occasion d'effectuer une visite officielle au Maroc depuis sa prise de fonctions en mai 1988. (AFP.)

● Le sort de la famille Oufkir. — Les avocats de la famille du « général filon » Mohamed Oufkir, détenue depuis 17 ans au Maroc, ont demandé récemment des informations sur le sort de leurs clients. Dans un communiqué publié, lundi 17 juillet, M. Georges Kojman et Bernard Dartevelle, indiquent qu'ils avaient adressé, le 12 juillet, un télégramme au ministre marocain de l'Intérieur lui demandant de leur faire savoir si le roi Hassan II, « à l'occasion de son 60^e anniversaire, le 9 juillet, a pris des mesures permettant à la famille Oufkir de retrouver sa liberté et de quitter le Maroc ». Ils s'étonnent « du silence des autorités marocaines », et dénoncent de nouveau la détention des six enfants du général Oufkir, de son épouse et d'une cousine de celui-ci, « dans l'attente la plus totale et au mépris, tant des engagements personnels du roi, que des engagements internationaux de l'Etat marocain ». (AFP.)

TUNISIE

Hommage remarqué à l'ambassadeur de France

Tunis
de notre correspondant

« Le passage de M. Jean Bressot en Tunisie en tant qu'ambassadeur aura été particulièrement utile : telle est l'appréciation portée sur quatre colonnes, en tête de sa première page, par le journal gouvernemental la Presse sur la contribution du diplomate français à la normalisation et au renforcement des relations franco-tunisiennes.

L'hommage ainsi rendu à l'action d'un ambassadeur au moment de son départ — M. Bressot a quitté la Tunisie le lundi 17 juillet — est sans

précédent. Les Tunisiens sont reconnaissants à M. Bressot d'avoir contribué, durant les trois années de sa mission, au règlement des deux derniers grands dossiers du continent, hérité de l'indépendance : le déblocage des comptes bancaires français et leur transfert et le rachat des biens immobiliers français.

L'ambassadeur a su aussi vaincre nombre de résistances à Tunis et d'hésitations à Paris afin qu'un accord intervienne à l'occasion de la récente visite de M. Mitterrand pour la diffusion en Tunisie des programmes d'Antenne 2.

M.D.

Philippe de Villiers

Lettre ouverte aux coupeurs de têtes et aux menteurs du Bicentenaire

Albin Michel

Le scandale d'une célébration truquée.

PRINTEMPS

EXPO LA MARSEILLAISE

18 juillet-16 août

Pour découvrir les dessous de l'Opéra-Ballet du 14 Juillet, le Printemps vous présente en exclusivité les créations de Jean-Paul Goude : les croquis, les maquettes de décor et les costumes qui ont donné naissance à ce spectacle magique.

Printemps Haussmann 2ème étage du Printemps de la Mode.

Asie

CHINE

Pékin proteste contre la présence d'étudiants chinois dans la parade du 14 juillet

Après avoir dénoncé la « grossière ingérence » du communiqué final des Sept condamnant la répression en Chine, Pékin a élevé, lundi 17 juillet, une « vive protestation » contre la présence d'étudiants chinois dans la parade du 14 juillet organisée par Jean-Paul Goude. L'ambassadeur de France à Pékin, M. Malo, a été convoqué, une fois de plus, au ministère des affaires étrangères pour s'entendre dénoncer « l'attaque insidieuse contre l'écrasement de la rébellion contre-révolutionnaire à Pékin par le gouvernement chinois », qui « constitue une ingérence grossière dans les affaires intérieures du pays ».

La participation silencieuse d'étudiants chinois portant un bandeau avec les mots « liberté, égalité, fraternité », à l'ouverture du défilé, et

qui avait été applaudie par la foule massée sur les Champs-Élysées, n'a pas été du goût de Pékin. La Chine a été l'un des seuls pays à ne pas diffuser d'images de l'événement dans lequel elle voit un « geste anti-chinois » qui a « provoqué un très mauvais effet dans le monde entier ». D'autant plus qu'il s'est déroulé devant plus de trente chefs d'Etat et de gouvernement, et a été retransmis par de nombreuses télévisions.

« A plusieurs reprises, la partie française a, depuis quelques temps, entrepris des actions très banales envers la Chine, a ajouté Pékin, et le gouvernement français doit observer strictement les lois internationales et mettre un terme à ses ingérences. » Pékin avait déjà protesté

contre la présence en France de dissidents chinois (Le Monde du 11 juillet), contre l'inauguration d'une réplique de la déesse de la démocratie en présence de M. Jack Lang, et contre une attaque du service d'éducation de son ambassade à Paris le 14 juillet au soir.

Les relations franco-chinoises ne cessent de se détériorer depuis que, au lendemain du massacre de la place Tiananmen le 4 juin, M. Mitterrand avait condamné la répression du mouvement étudiant. Même si le premier ministre chinois, M. Li Peng, a déclaré que la Chine ne pouvait se couper du monde extérieur, car elle faisait partie de la communauté internationale et avait besoin de l'expérience des autres pays, notamment occidentaux, pour se moderniser, dirigeants et médias reprennent presque quotidiennement des philippiques anti-étrangères et nationalistes. Selon le Financial Times, la Chine envisagerait même, en contre-sanction, de réduire ses achats de produits américains, australiens et français.

En politique intérieure, les nouveaux dirigeants reviennent également aux vieilles méthodes maoïstes. Ainsi le nouveau secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, a décidé d'envoyer des escouades d'inspecteurs politiques sur les campus. L'agence Chine nouvelle vient d'annoncer qu'à Pékin « de nombreux ouvriers ont annulé leurs congés et se sont portés candidats pour faire des heures supplémentaires ». Il s'agit d'initiatives « volontaires » comme celle d'une usine de la capitale où le personnel travaille quatre-vingt minutes de plus chaque jour pour compenser les pertes dues à la « rébellion contre-révolutionnaire ».

Selon le Washington Post, les ouvriers seraient également astreints à des emprunts forcés représentant jusqu'à 25 % de leur salaire mensuel en raison du manque d'argent dans les caisses de l'Etat. Ce qui n'est pas fait pour accroître l'enthousiasme révolutionnaire de la population ni pour stimuler la consommation.

PAKISTAN

La visite de M. Gandhi n'a pas mis fin aux profondes divergences entre New-Delhi et Islamabad

La visite à Islamabad, les 16 et 17 juillet, de M. Rajiv Gandhi n'a pas permis d'éliminer les profondes divergences entre l'Inde et le Pakistan, qui se sont combattus trois fois en quarante ans. La conférence de presse conjointe des deux premiers ministres, retardée de près d'une heure lundi, en a fourni la preuve. M. Benazir Bhutto et M. Gandhi se sont opposés sur plusieurs sujets, dont le Cachemire — revendiqué par les deux pays — et le nucléaire. L'Inde et le Pakistan, a déclaré le chef du gouvernement indien, « ne sont pas gouvernés de petites divergences, mais à des problèmes très sérieux et compliqués ».

Le programme nucléaire pakistanais est contrôlé par les militaires et la nôtre est ouvert, a dit M. Gandhi. « Nous avons fait part de nos appréhensions aux Etats-Unis. » Pas du tout, a répliqué M. Bhutto, ce programme n'est pas

sous contrôle militaire, nous le poursuivons à des fins pacifiques. M. Bhutto a par ailleurs profité de ses entretiens pour « exprimer son inquiétude » à M. Gandhi à propos de la situation au Sri-Lanka où plus de quarante mille soldats indiens sont toujours stationnés en dépit de la volonté du président Premadasa de les voir quitter l'île avant le 29 juillet.

De retour à New-Delhi, M. Gandhi a déclaré quelques heures plus tard que le gouvernement de Colombo avait choisi un cap « dangereux ». « Il semble qu'il y ait une tendance sri-lankaise de se défaire de ses engagements contractuels », a ajouté M. Gandhi, qui a estimé « regrettable » le comportement du Sri-Lanka. En même temps, on apprendait que des affrontements entre soldats indiens et rebelles tamouls au nord du Sri-Lanka avaient fait une vingtaine de morts. — (AFP, UPI).

La célébration du Bicentenaire de la Révolution

Après la fête

(Suite de la première page.)

Le show de Jean-Paul Goude, quant à lui, était trop cérébral pour déchaîner l'enthousiasme. Mais il était aussi bien moins farfelu qu'on ne l'avait dit, et suffisamment coloré en tout cas pour que spectateurs — et plus encore télé-spectateurs — aient l'impression de vivre une soirée hors du temps.

Tout cela a coûté cher, certes, et même très cher. Mais la foule n'avait pas l'air d'en vouloir à un pouvoir dont elle avait tout loisir, en même temps, d'apprécier pour la première fois dans son intégralité la contribution à la modernisation de Paris. Peut-être sentait-elle confusément qu'une ville, comme une langue, a besoin de vivre si elle ne veut pas mourir, et que vivre ne saurait se résumer à défendre et à célébrer son passé.

C'est ce qu'avient compris, il y a un siècle, les bâtisseurs, alors fort critiqués, de la tour Eiffel comme, cinquante ans plus tard, ceux du palais de Chaillot. La réussite de ce 14 juillet doit certainement beaucoup à son décor, à la voix triomphante, de la Pyramide à l'Arche, aux feux d'artifice d'hier dans la lumière et les météores de l'an 2000.

On comprend que, moins que jamais, le président de la République, comme l'écrit le *Times*, ne puisse, « malgré son masque d'impénétrabilité », supporter tout à fait « l'aura d'autosatisfaction qui l'enveloppe comme une cape dans les grandes circonstances publi-

ques ». Philippe Tesson, qui ne lui fait jamais de cadeau, reconnaît dans le *Quotidien* qu'en termes d'image, le sommet de l'Arche est un succès pour lui.

Or l'image, aujourd'hui, compte plus que tout. Déjà, il est significatif que ce soit à François Mitterrand que Gorbatchev se soit adressé pour demander que l'URSS soit désormais intégrée à l'économie mondiale. Et c'est le chef de l'Etat qui, avec l'accord de tous, lui répondra. Significatif aussi que la Commission de Bruxelles soit chargée, pendant la présidence française de la CEE, d'organiser l'aide alimentaire à la Pologne.

On dira, et on aura raison, que sur le terrain auquel il s'attache, à juste titre, tant d'importance, de la dette du tiers-monde, le chef de l'Etat a été moins écouté. La conférence Nord-Sud, réclamée par l'Egypte, l'Inde, le Sénégal et le Venezuela, et jugée « nécessaire » par François Mitterrand, est renvoyée à des jours meilleurs. Comme Ruggero Raimondi l'a opportunément rappelé au début du concert inaugural de la Bastille : « Le veau d'or est toujours debout... »

Reste que, par rapport à des réunions antérieures, la longueur même du texte adopté confirme, après la mise au point par les Etats-Unis de projets comme les plans Baker et Brady, une évolution générale qui prend de plus en

plus de distance par rapport au « laissez-faire — laissez-aller » cher à Margaret Thatcher et à Ronald Reagan. Et le fait est que la venue à Paris, au moment du sommet des plus riches, de quantités de représentants des pays pauvres, a fourni à ces derniers des occasions de contacts dont ils n'auraient osé rêver.

Sans risque électoral avant trois ans, avec un prestige considérablement renforcé vis-à-vis du monde extérieur, François Mitterrand se trouve donc dans la meilleure position qu'il pouvait espérer. Beaucoup de ce qui va suivre dépendra de lui, et notamment dans le domaine européen. Le paradoxe veut en effet que la présidence de la Communauté confère à la France une possibilité d'initiative particulière au moment où la commémoration du 14-Juillet montre à quel point sa population demeure attachée, même si c'est sous une forme idéalisée, voire mythique, à son histoire.

Le chef de l'Etat lui-même partage ce culte de l'avenir, de ce qu'il aura fait du legs du passé. Il a, tout récemment, dit l'importance qu'il attachait au « rang » de la France dans les affaires du monde. Comment faire marcher de pair le patriotisme et l'Europe ? De toutes les questions auxquelles il lui faut encore répondre, celle-ci n'est certes pas la plus facile.

ANDRÉ FONTAINE.

M. Pierre Joxe : « La police nationale a donné l'image du meilleur de la fonction publique »

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a tenu, le 17 juillet, une conférence de presse au cours de laquelle il s'est félicité des bonnes conditions dans lesquelles se sont déroulées les fêtes du Bicentenaire, comme les rencontres du sommet de l'Arche, « parce qu'il s'agit d'une réussite de l'enseignement, d'un test rare au cours duquel la police nationale a donné l'image du meilleur de la fonction publique française », a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Les fêtes, dont le succès dépendait en grande partie de ses services, se sont déroulées sans « pépin », ce dont le président de la République, le premier ministre et le ministre de la Culture l'ont félicité en demandant qu'il transmette leur satisfaction à ses troupes.

Ces congratulations faites et diffusées, reste à tirer les leçons d'un événement d'une ampleur rarement atteinte. Le 14 juillet, ainsi que dit M. Joxe, revient chaque année. Le sommet se déroule en France tous les sept ans. Et une fête comparable au Bicentenaire ne survient que tous les cent ans, mais, cette année, nous avons dû faire l'ensemble en même temps. Il faudra plusieurs mois pour en tirer toutes les leçons, mais, d'ores et déjà, le ministre de l'Intérieur aligne quelques éléments.

Premier d'entre eux, la circulation dans les rues de Paris. Selon le ministre de l'Intérieur, les restrictions apportées aux déplacements des automobilistes, loin de conduire à la pagaille, ont eu un rôle régulateur. Certains ont quitté la capitale — les embouteillages monstres constatés dans la nuit du 16 au 17 juillet sur les autoroutes du retour laissent à penser qu'ils étaient nombreux ; d'autres ont

abandonné leur véhicule pour utiliser les transports en commun, voire, comme lui-même qui incognito s'en est servi pour inspecter les services dans les différents secteurs. C'est une nouvelle illustration d'une loi bien connue des spécialistes qui veut qu'à Paris 10 % des véhicules, en plus ou en moins, font la circulation « bouchée » ou « fluide ». Il est sûr que M. Joxe, qui caresse depuis longtemps l'idée d'interdire le centre de la capitale à la circulation automobile, saura s'en souvenir lorsqu'il sera temps de défendre ce dossier controversé.

« Disponibilité et courtoisie »

Le ministre de l'Intérieur se félicite également que « la police nationale ait donné l'image de la disponibilité et de la courtoisie ». N'aurait-elle été en fonction officielle, M. Joxe, pour un peu, aurait qualifié cela d'inhabituel. En tout cas, le test d'une « grande exceptionnelle » donnera à réfléchir dans les écoles de police lorsqu'il faudra définir les conditions à réunir pour que les missions de police s'exercent en situation extrême — et l'ampleur de la foule « spectatrice et agissante » en était bien une — ne débouchent pas, comme cela arrive souvent, sur des situations conflictuelles et dramatiques.

De même, la réelle et inhabituelle politique de transparence menée par le ministère de l'Intérieur et la préfecture de police à l'occasion de ces journées extraordinaires du bicentenaire, M. Joxe l'a reconnu lorsqu'il a admis que les informations nombreuses données par la presse, elle-même ali-

mentée par des services de relations publiques particulièrement renforcés, avaient contribué à dédramatiser une situation incertaine.

Contre toute attente, et notamment celle des services de police judiciaire, qui avaient mis en place un dispositif d'importance le 14 juillet, les deux défilés n'auront pas suscité de significatives augmentations de délinquance : cent vingt-huit interpellations ont été opérées durant la journée et la nuit, principalement pour des bagarres entre bandes (comme à la Bastille au petit jour) et des défilés divers par des excès de boissons alcoolisées. Alors que les policiers les redoutaient particulièrement, seuls quatre pickpockets ont été arrêtés, et peu de plaintes ont été enregistrées. Enfin, les services de police n'ont pas constaté d'augmentation des cambriolages dans les quartiers de Paris excentrés par rapport au lieu de la fête. La forte concentration policière au centre de la capitale a joué, estime-t-on à la police judiciaire, un rôle dissuasif évident. On redoute cependant un retournement de tendances dans les prochaines semaines, lorsque les milliers de policiers qui ont répondu à leurs vacances pour assurer la sécurité des fêtes — 90 % des effectifs étaient présents — partiront à leur tour plus massivement qu'à l'ordinaire.

Rapidement, le ministre de l'Intérieur a évoqué la coopération menée par les services de sécurité étrangers, se félicitant — allusion à l'arrestation de trois membres présumés de l'IRA — qu'elle ait permis de « progresser en matière de terrorisme ». En réalité, des dizaines de renseignements ont convergé ces derniers jours vers les renseignements généraux et la DST. Tous ont été immédiatement analysés et vérifiés, permettant ainsi de tester les capacités d'analyse et de riposte de services habitués à travailler avec plus de quinqué. La visite systématique des appartements dispersés sur les parcours empruntés par les chefs d'Etat aura notamment favorisé un « rafraîchissement » de la documentation des renseignements généraux. Mais, là, les responsables des services concernés préfèrent afficher une satisfaction très discrète.

GEORGES MARION.

Le préfet de police de Paris se félicite de la contribution de la Ville de Paris au Bicentenaire. — M. Pierre Verbrugghe, préfet de police, a adressé ses remerciements au maire de Paris pour la contribution de la municipalité au Bicentenaire et au sommet des pays industrialisés. Il souligne que le concours des services de la Ville a été « tout à fait précieux », et décline une mention spéciale à ceux de la voirie, de la propreté et des parcs et jardins pour leur « grande disponibilité » et leur « efficacité ». Le parade de Jean-Paul Goude a, il est vrai, mobilisé à elle seule des gros moyens : deux cents agents et cent véhicules sont intervenus pour ramasser, le 15 juillet, 100 tonnes de déchets, un véritable record. Au total, trois mille agents, « dont la plupart avaient renoncé à des journées de congé », ont permis de « maintenir à Paris, capitale du monde pour quelques jours, le visage qu'elle mérite », déclare un communiqué de la mairie de Paris.

Après l'initiative du président de la République

Le RPR, partagé, alimente le débat sur l'opportunité d'une révision de la Constitution

L'idée avancée le 14 juillet par M. François Mitterrand d'élargir la saisine du Conseil constitutionnel aux simples citoyens en procès qui s'estimeraient atteints dans leurs « droits fondamentaux » par certaines lois continue de provoquer des réactions mitigées. Le débat est surtout alimenté, en ce moment, par le RPR, moins univoque que ne tendaient à l'indiquer les premières impressions exprimées dans ses rangs.

C'est ainsi que l'ancien ministre de l'Economie et des finances, M. Balladur, se distingue des avis négatifs formulés jusqu'à présent par les autres dirigeants du mouvement chiracien en approuvant la proposition présidentielle mais en y ajoutant une autre suggestion. Se référant au système institutionnel des Etats-Unis, M. Balladur propose de réviser aussi le mode de désignation des neuf membres du Conseil constitutionnel, actuellement nommés, trois par trois, par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat. Sa réflexion sur l'évolution du Conseil constitutionnel, devenu « une institution plus juridictionnelle et moins politique » renvoie à la Cour suprême américaine dont les neuf membres sont nommés à vie par le

président de la Confédération avec l'accord du Sénat.

Abondant en ce sens, M. Devedjian secrétaire national du RPR en charge des droits de l'homme, estime que la meilleure façon de garantir l'indépendance du Conseil constitutionnel est de rompre le « lien très fort » qui « le lie au chef de l'exécutif ». L'avocat du RPR suggère personnellement que le président du Conseil constitutionnel ne soit plus nommé directement par le président de la République mais « par ses pairs ».

Le RPR apparaît très partagé toutefois sur l'opportunité d'une révision constitutionnelle si l'on en juge par une autre réaction, celle de M. Pierre Mazeaud, ancien ministre et ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale qui juge « totalement absurde d'envisager une modification de [cette] institution » et surtout de transformer le Conseil constitutionnel en « juridiction de droit commun, à l'instar des tribunaux de grande instance, ce qui n'était évidemment pas la volonté des constituants de 1958 ».

POINT DE VUE

Le Conseil constitutionnel est-il infallible ?

par Jean-Jacques Dupeyroux

Le président de la République vient d'évoquer l'éventualité d'une réforme retentissante : la possibilité ouverte à chacun de saisir le Conseil constitutionnel, probablement par la voie d'une « exception d'inconstitutionnalité » dans le cadre de contentieux parvenus à la Cour de cassation ou au Conseil d'Etat. Pourquoi pas ? L'affaire mérite certainement d'être creusée, la décision rendue par ledit Conseil le 8 juillet dernier était alors versée au dossier.

Le 20 juillet 1988, le Conseil constitutionnel avait estimé que la démarche amnistiant l'incluant la réintégration des représentants du personnel licencié pour faute lourde n'est pas conforme à la Constitution. Pour tenter d'en terminer avec les péripéties soulevées par le cas des dix militants CGT de Rensu, l'article 3 d'une autre loi d'amnistie, plus récente, avait tenté de forcer le barreau s'y attendait. Comme tout le monde s'y attendait, cette disposition a été, à son tour, déclarée « non conforme » par la décision du 8 juillet dernier.

La solution est donc la même : mais les motifs, eux, ont changé du tout au tout ! Ce que la décision de 1989 reproche à l'article 3, c'est simplement d'avoir méconnu l'autorité de celle rendue en 1988. Jamais, semble-t-il, le Conseil n'avait invoqué l'autorité de ses décisions de façon aussi catégorique à propos d'une loi nouvelle reprenant, peu ou prou, des dispositions déjà déclarées par lui non conformes à la Constitution.

Il est vrai que l'article 62, al. 2 de la Constitution édicte que « les décisions du Conseil constitutionnel [...] s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et judiciaires ». De bons auteurs ont rapproché cette autorité particulière de « l'autorité de la chose jugée » ; et le Conseil, dans sa décision précitée du 20 juillet 1988, a lui-même, accidentellement, usé de cette expression. Illusion d'optique juridique ? Douceur dans son principe même car l'autorité de la chose jugée suppose un contentieux, dont l'existence n'est pas ici évidente, cette référence n'est guère éclairante, car les effets prêtés au Conseil sont fort différents de ceux liés à l'autorité de la chose jugée : l'autorité de la chose jugée attachée à ses verdicts n'a jamais interdit à aucune juridiction de modifier ultérieurement sa religion.

Or, si l'on tient pour principe intangible qu'une décision déclarant telle disposition législative non conforme à la Constitution est douée d'une telle autorité que toute disposition législative future, identique ou

M. Pierre Mazeaud : « Absurde »

Ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a, lundi 17 juillet, « fait part de son inquiétude devant la proposition du président de la République relative à la possibilité pour chaque citoyen de saisir le Conseil constitutionnel ». Selon lui, « il est totalement absurde d'envisager une modification de l'institution. Le Conseil constitutionnel est chargé d'apprécier la conformité (ou non) des lois à la Constitution », ajoute M. Mazeaud, qui estime que « la saisine par chaque citoyen est la porte ouverte aux recours dilatoires ».

ayant « en substance un objet analogue » (C.C. du 8 juillet 1989) doit être automatiquement tenue pour inconstitutionnelle, on ne voit pas très bien comment le Conseil pourrait changer de jurisprudence...

Autorité

« absolue et définitive »

Cette autorité « absolue et définitive » (C.C. du 15 janvier 1978) ne souffre pas trop de questions lorsque ce qui est de la compétence du Parlement et ce qui revient au gouvernement lorsqu'il doit apprécier la conformité d'une loi à de vastes principes de base : ceux édictés par la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et par le préambule de la Constitution de 1946, auxquels il faut joindre les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République... Le législateur peut-il imposer des quotas en matière électorale, limiter la responsabilité civile des gérants, retenir tel mode de calcul de la valeur des actions des sociétés nationales, reconnaître droit à réintégration à des représentants du personnel amnistiés, etc. ?

Quelques personnalités désignées par le pouvoir politique ont, ainsi, la possibilité de faire échec à la volonté du peuple, exprimée par ses représentants, au nom de principes généralement pénaux, dont certains ont été concouverts au dix-huitième siècle par des gens empuerqués, et dont l'interprétation ne peut être qu'infiniment subjective. Cette interprétation et ses conséquences, dans un monde

où tout bouge sans cesse, devraient rester taboues ? Si le Conseil constitutionnel, avec sa composition d'aujourd'hui, avait tenu pour contraire à la Constitution la loi sur l'IVG, les dispositions de cette loi n'auraient jamais pu être ultérieurement repassées par un autre législateur ? Etrange infallibilité.

Si encore cette infallibilité était toujours associée à des analyses extrêmement approfondies ! Mais ! Lorsque des dispositions législatives particulières sont soumises au Conseil constitutionnel, celui-ci est censé vérifier la constitutionnalité de l'ensemble de la loi : toutes celles qui ne sont pas déclarées conformes à la Constitution sont « conformes... ». Cet aval, tacite ou expresse, de tout le reste est-il toujours le fruit d'un examen vigilant ? Que l'on songe à ces invraisemblables brio-à-brac que sont les lois portant « diverses dispositions d'ordre social ». Si l'une ou l'autre de ces dispositions provoque la saisine du Conseil, ce dernier procède-t-il vraiment à un examen à la loupe de toutes les autres ? Il est permis d'en douter ! Et, cependant, le « quitus donné » à des centaines d'articles aurait une telle autorité qu'il interdirait, dans le futur, toute contestation sur la constitutionnalité de dispositions ayant « un objet analogue » ? Ce ne serait pas très sérieux !

Ouvrages de base : B. Genevois, *La jurisprudence du Conseil constitutionnel*, éditions STH, 1988. *Conseil constitutionnel et Conseil d'Etat*, 1988, éditions Montchrestien. Louis Favoreu et Louis Philip, *Les Grandes décisions du Conseil constitutionnel*, éditions Sirey.

M. Balladur suggère une autre réforme

M. Edouard Balladur, ministre de l'Economie et des finances du gouvernement de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988, a réagi à la proposition de M. Mitterrand en disant : « La défense des droits de l'homme est une conquête permanente. Il appartient à chaque génération d'assurer, compte tenu des nécessités de son époque, un progrès dans la définition et la sauvegarde de ces droits. C'est dans cet esprit que j'approuve le projet consistant à permettre à chaque citoyen de saisir le Conseil constitutionnel s'il estime qu'une loi dont il lui a été fait application par le Conseil d'Etat ou par la Cour de cassation jugeant en dernier ressort méconnaît ses droits fondamentaux ».

« Encore faut-il que des précautions soient prises pour éviter les recours abusifs ; la procédure d'imaginer pour ce faire ne doit pas présenter de difficultés insurmontables. Encore faut-il que les modalités de nomination des membres du Conseil constitutionnel permettent à celui-ci de jouer pleinement son rôle. Conçu à l'origine pour arbitrer les conflits entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, le Conseil a depuis une vingtaine d'années progressivement élargi sa mission. En fait, il est devenu une institution plus juridictionnelle et moins politique. Sa composition doit refléter cette évolution ».

« La réforme constitutionnelle nécessaire pour élargir l'action du Conseil constitutionnel rend indispensable la garantie de son indépendance ; cela suppose, dit-il, la rupture du lien très fort qui lie le Conseil au chef de l'exécutif qui nomme solitairement son président. Le président du Conseil constitutionnel doit être élu par ses pairs et non plus nommé », conclut M. Devedjian.

Interrogé sur RTL, mardi matin 18 juillet, M. Balladur s'est explicitement référé au système institutionnel des Etats-Unis : « On pourrait réfléchir à l'exemple américain, a-t-il déclaré, dans lequel les membres de la Cour suprême sont désignés par le président mais doivent voir leur nomination ratifiée par le Sénat. En France on pourrait imaginer que la nomination des membres du Conseil constitutionnel soit ratifiée à la majorité des deux tiers ou des trois cinquièmes par les deux chambres ».

M. Patrick Devedjian : « Oui, mais »

Secrétaire national du RPR aux droits de l'homme, M. Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, a approuvé, lundi 17 juillet, le projet de réforme du Conseil constitutionnel évoqué, le 14 juillet, par M. Mitterrand, car il lui « paraît logique de compléter le dispositif actuel (saisine directe des citoyens en matière électorale) en permettant les recours individuels contre les lois inconstitutionnelles ».

M. Devedjian souhaite, toutefois, que cette nouvelle voie de recours soit assortie de « mesures éliminant l'allongement des procédures ». En outre, il estime que « l'élargissement du caractère juridictionnel du Conseil constitutionnel rend indispensable la garantie de son indépendance ; cela suppose, dit-il, la rupture du lien très fort qui lie le Conseil au chef de l'exécutif qui nomme solitairement son président. Le président du Conseil constitutionnel doit être élu par ses pairs et non plus nommé », conclut M. Devedjian.

L'absence de M. Chirac aux cérémonies

Le PS accuse le maire de Paris de « mépriser la République »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a reproché à M. Jacques Chirac, lundi 17 juillet, au cours de son point de presse hebdomadaire, son absence aux cérémonies du Bicentenaire. Selon M. Queyranne, le maire de Paris a manifesté, ainsi, du « mépris pour la République », et son attitude constitue « presque une injure » pour la capitale.

Se félicitant du « succès » pour le président de la République, de la semaine du Bicentenaire, M. Queyranne a suggéré que, « peut-être, le maire de Paris misait sur l'échec des cérémonies et du sommet des Sept pays industrialisés ». « Eh ! bien c'est manqué », a-t-il dit, en ajoutant que Paris, « ville de la Révolution, ne pouvait admettre que son maire soit aux abonnés absents » au moment de la commémoration de celle-ci. Pour M. Queyranne, « c'est la réaction d'une droite qui n'a jamais vraiment accepté la Révolution ».

« M. Chirac a un petit esprit républicain », a-t-il dit.

Le porte-parole du PS estime que pour M. Mitterrand, « cette semaine s'est achevée sur un succès populaire et un succès diplomatique ».

« Succès populaire, parce que le peuple était présent à toutes les manifestations, et succès diplomatique, parce que Paris a été la capi-

tale du monde pendant quelques jours et parce que les résultats du sommet ont été à la hauteur de l'événement », a dit M. Queyranne.

M. Jacques Toubon, député de Paris, ancien secrétaire général du RPR, a répliqué, lundi, sur TFI, que les Français n'avaient pas vu les cérémonies du Bicentenaire « comme une opération politique ». « Ce n'est pas une question politique, mais simplement une question de plaisir », a déclaré M. Toubon, qui a assisté aux fêtes organisées à Paris. « Ne faisons pas semblant, aujourd'hui, ni dans un sens ni dans l'autre, des récupérer, a-t-il dit. Je suis un homme libre ; je suis allé librement là où j'étais invité ; j'y suis allé en pelkin, en badminton et j'ai vu ce que j'avais envie de voir et entendu ce que j'avais envie d'entendre. Que cela plaise aux uns ou que cela ne plaise pas aux autres, peu m'importe ».

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, a indiqué, de son côté, qu'il était « retenu en province » au moment des fêtes du Bicentenaire. M. Etienne Pinte, député (RPR) des Yvelines, l'un des « rénovateurs » de l'opposition, indique, dans *Libération*, mardi 18 juillet, qu'il a assisté aux cérémonies et que « globalement (...), cette célébration est une réussite ».

Les « Versets sataniques » sont publiés en France

Le roman qui a valu à Salman Rushdie le surnom de « diabolique », d'être « condamné à mort » pour blasphème par l'ayatollah Khomeiny, sera en librairie mercredi 19 juillet (1) dans sa traduction française, aux éditions Christian Bourgois.

Les Français qui ne lisent pas d'autre langue que la leur vont enfin pouvoir se faire une opinion sur les Versets sataniques de Salman Rushdie, sur ses qualités littéraires et sur son caractère blasphématoire dénoncé par la communauté islamique dans le monde entier.

Aux Etats-Unis, où le roman de Rushdie a paru en février, il est resté un bon temps en tête des meilleures ventes jusqu'à ces dernières semaines. En Italie et en Espagne, on trouve le livre depuis plusieurs mois et les librairies ne craignent pas de le présenter dans leurs vitrines. En France, les Versets sataniques menaçaient de ressembler à l'Arlequinade, celle qu'on attend encore. Certes on avait pu en lire des extraits dans la presse et tenter de se procurer la version pirate publiée par Jean-Edmond Hallier dans un numéro spécial de son magazine, l'Idiot International. Pour cette publication, M. Hallier a été poursuivi en justice par M. Bourgois.

Salman Rushdie a écrit pour rappeler qu'il était son seul éditeur français (le Monde du 12 mai).

Sécurité

Les « raisons de sécurité », qui ont toujours été invoquées pour différer la parution de la traduction française (l'importance et la violence des intégrités musulmans en France, les cérémonies du Bicentenaire, etc.), auront prévalu jusqu'au bout. Car retard pour retard, on aurait pu attendre la rentrée littéraire de septembre, ne serait-ce que pour éviter d'avoir l'air de mettre en vente un catinisme un livre controversé.

La traduction, à peine commencée en février, quand la polémique autour de Rushdie est devenue une affaire internationale, a été faite « le plus vite possible », dit-on aux éditions Bourgois, par une seule personne qui a pu comme pseudonyme Alphonse Nasser (celui que Rabelais utilisait quand il était en conflit avec l'Université, et qui est l'agramme de son nom).

Le roman a 586 pages, sous une sobre et belle couverture, comme toutes celles de la maison Bourgois. L'illustration représente « Rastam » dans le désert blanc. Sur la première page de couverture se figure que le sigle des éditions Bourgois.

Sur la quatrième page de couverture on peut lire les explications suivantes : « Le roman les Versets sataniques est publié par Christian Bourgois éditeur, avec le soutien du ministère de la culture et de la communication de la République française » et l'appui officiel des éditions Actes Sud, Balland, Belfond, Calmann-Lévy, Complexe, Librairie José Corti, Régis Desforger, Ramsay, Fayard, Grasset, Grasset, Robert Laffont, Sylvestre Messinger, Minuit, Payot, P.O.L., les Presses de la Cité, les Presses du Languedoc, Rivages, le Seuil, Stock, Terrain vague-Lafite.

Les Versets sataniques, tiré d'embellie à 65 000 exemplaires, sera donc en librairie mercredi. La mise en place, qui habituellement s'effectue sur une quinzaine de jours, n'en aura que deux. Et seuls les libraires ayant fait une commande ferme recevront le livre. Les « retours » à l'éditeur, qui sont un principe de l'édition quand les livres suivent le canal normal des « nouveautés » (envoyées en dépôt aux libraires) seront impossibles, dans le secret, dit-on chez Bourgois, de ne pas imposer ce livre à des libraires qui ne souhaitent pas le vendre.

Pendant ce s'enténait en France le temps des précautions : tout ou presque a été dit sur ce roman par ceux qui l'ont lu, comme par ceux qui ne l'ont pas ouvert. Il

ne reste plus qu'à juger de la traduction française. Dans ces colonnes Ann Thomson, rendant compte des Versets sataniques (le Monde du 10 mars) évoquait « un livre riche et complexe, structuré autour de leit-motifs et de thèmes récurrents (...) qui décrypte en fin de compte les lectures à la recherche d'un pamphlet anti-islamique ». Elle rappelait aussi combien Salman Rushdie était un écrivain méconnu en France, malgré la publication de plusieurs titres, dont le magnifique Les Enfants de minuit (2).

Christian Bourgois, les des polémiques et des procès (dès le mois de juin des associations musulmanes avaient demandé au tribunal de Paris l'expertise et la saisie de l'ouvrage) ne sonnaient pas faire de commentaire, que sur la qualité du texte. « Contrairement à ce qui a été prétendu ici ou là, c'est un grand roman, non un grand écrivain, Rushdie est un grand écrivain, un homme très cultivé. C'est un texte très ambivalent et je souhaite que les gens le lisent et s'en fassent une idée personnelle. »

Jo. S.

(1) Les Versets sataniques, de Salman Rushdie, Christian Bourgois, 586 p., 150 F.

(2) Stock, 1983, disponible dans le livre de poche Folio.

Un entretien avec le recteur de la Mosquée de Paris

(Suite de la première page.)

« Que nous soulaient avoir des écoles coraniques pour canaliser les aspirations religieuses des jeunes, disposer en nombre suffisant de lieux de prières ou de cimetières islamiques — comme il y a des cimetières israélites — me semble une revendication légitime. »

« Vous êtes à la fois théologien et diplomate. Quel est ce qui vous pousse à accepter ce poste de recteur de la Mosquée de Paris, qui fait de vous la principale autorité musulmane en France ? »

« Dès mon enfance, j'ai appris le Coran et, depuis, je n'ai cessé d'approfondir les questions de théologie musulmane. C'est pour cela que je pense être un homme ouvert aux différences. La tolérance, la fraternité, l'amour des autres sont pour moi des valeurs sacrées. Je vous surprendrais peut-être en vous disant qu'aujourd'hui à la Sorbonne, je faisais le pèlerinage de Charles de Gaulle catholique. Plus tard, assistant d'un éminent professeur en Sorbonne, j'ai été à la messe de minuit à Noël dans un temple budhiste, restant jusqu'à l'aube à discuter avec le prêtre. »

« Mes premières visites à Paris l'ont été pour le rabbin Sraï, ancien grand rabbin de France, pour le grand imam, président du Conseil des Eglises chrétiennes de France. L'une de mes raisons d'être ici est de pouvoir ainsi tendre la main, sincèrement et fraternellement, à toutes les familles spirituelles. Pourquoi ? Pour la simple raison que le monde actuel se cherche, s'inquiète quant à son avenir, son environnement, l'équilibre de ses armées nucléaires, et je suis convaincu que, dans ce contexte, l'une des garanties de survie de l'humanité est la coexistence pacifique de toutes les familles d'espérance et de religion. »

Pas de monopole algérien

« Les conditions de votre arrivée à la tête de la Mosquée de Paris ont été discutées. Pour choisir le responsable spirituel d'une communauté religieuse installée en France, fallait-il en passer par le gouvernement algérien ? »

« On a beaucoup engagé cette affaire. Les statuts de l'association des hautes et des lieux saints de l'islam, qui gère la mosquée de Paris, ont été respectés. J'ai été coopté par les administrateurs de cette société qui m'ont ensuite élu recteur. A partir de là, on a créé une personnalité qui n'a aucun raisonnement. Etant donné la densité de la population algérienne en France, spécialement dans la région parisienne, il est tout à fait légitime que mon pays suive avec attention la marche et le devenir de la mosquée de Paris. Mais je ne veux pas aller plus loin dans cette polémique stérile et dépassée. C'est tout ensemble à présent qu'il faut aller de l'avant. »

« Si la communauté algérienne est la plus nombreuse, l'islam en France compte d'importantes minorités françaises et étrangères ? Ces dernières ne soupçonnent-elles pas la Mosquée de

Paris de vouloir monopoliser la représentation de l'islam dans ses relations avec les autorités françaises ? »

« Je ne suis pas du tout d'accord. Dans mon esprit, l'islam est pour tout le monde. Il n'y a pas de distinction entre un musulman français, un musulman algérien ou pakistanaï. Ce serait un péché majeur de faire une telle distinction fondée sur des différences de nationalité et de race. La Mosquée de



El-Zakmani

Paris est pour tout le monde, pour tous les musulmans. Le monopole est un péché contre l'islam. Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas monopoliser la représentation de l'islam en France. »

« En revanche, la question de la représentation des trois millions de musulmans vivant dans ce pays est soulevée. Nous n'avons pas de hiérarchie comme chez les catholiques. Nous n'avons pas de consistorio comme chez les israélites. L'islam est une religion à la fois individuelle et communautaire. Son intégration en France, l'avenir de cet euro-islam dans les conditions européennes, culturelles, religieuses de l'Occident, supposent l'existence d'un cadre de coordination. Dans ce cadre, la Mosquée de Paris doit être naturellement partie prenante. »

« Quel doit être ce cadre ? Un consistorio ? Un conseil représentatif ? Une confédération ? »

« J'y réfléchis et je n'ai pas encore trouvé de solution. Il faut aborder l'organisation sous les aspects, y compris l'aspect théologique du statut hiérarchique en islam. Il n'y a que Dieu qui peut faire la différence entre un musulman et un autre, comparer son mérite à celui d'un autre. Chez nous, la hiérarchie ne peut être que d'origine divine, elle n'est pas humaine. Pendant trois ans, en 1947, 1948 et 1949, j'ai dirigé ici la Mosquée de Paris la prière du ramadan. Au plan affectif, j'ai donc plaisir à revenir en ce lieu. Mais j'ai conscience aussi que depuis, nos contradictions et nos tensions se sont multipliées. Elles s'expliquent par la formidable mutation socioreligieuse qu'a connue depuis vingt ans la communauté musulmane. La meilleure compréhension de ce que l'islam a d'unique et d'indivisible, dans la diversité de son environnement

géographique et politique, permettra de rapprocher nos vues et nos conceptions. Cela exige un effort considérable d'éducation et d'explication et prendra du temps. »

« Mais d'ores et déjà, il faut se mettre au travail. Les portes de la Mosquée de Paris sont largement ouvertes. Je souhaite que tous ensemble — la mosquée, les associations dans leur diversité, le gouvernement français — nous réfléchissions pour savoir comment dépasser ces difficultés et trouver la meilleure formule pour la réunion et la représentation de l'islam en France. »

Des « garde-fous » à la laïcité

« Quelles priorités entendez-vous fixer à votre action ? »

« Premièrement, assurer la gestion de la mosquée. Celle-ci connaît d'importantes difficultés matérielles. Or nous avons tous intérêt à son bon fonctionnement. Le gouvernement désire que soit faite une forme de débordement religieux. Il va de soi que c'est également notre souhait, car pour nous la religion est synonyme de tolérance et de fraternité. Mais pour y parvenir, nous devons y mettre les moyens et donner aux musulmans des conditions décentes d'accueil et de prières. »

« Deuxièmement, rencontrer un maximum de représentants d'associations musulmanes françaises, étrangères et d'autres familles spirituelles. J'ai besoin de ce contact pour m'imprégner des idées les meilleures, m'éclairer, faire progresser l'entente et la cohésion, ce qui est ma véritable ambition. Pour moi, la question des structures de la communauté musulmane est secondaire. »

Troisièmement, favoriser l'éducation de la communauté. Tant que

nous n'aurons pas d'institut de formation en France, nous serons obligés de continuer à recruter nos imams à l'étranger. Un certain nombre de difficultés sociales et de dérèglements moraux sont en partie le résultat d'une éducation laïque prise en France dans un sens trop strict. »

« La laïcité est sans doute une idée excellente et un acquis positif pour un pays comme la France, mais elle ne doit pas s'exprimer dans l'anarchie des valeurs morales. Il faut lui fixer des garde-fous, prévoir davantage les moyens d'une éducation religieuse à la base, faire mieux connaître les fondements des religions monothéistes, judaïsme, christianisme, islam, qui se partagent le sol de France... »

« Ni tabous, ni complexes »

« Croyez-vous, au fond, que l'islam soit compatible avec la laïcité et la modernité des sociétés occidentales ? »

« Je suis chirurgien et je ne vais jamais par quatre chemins. En Algérie, je me suis battu pour la liberté individuelle et collective. Religion de la dignité des droits de l'homme. Je suis le président de l'association du planning familial et vice-président du Comité national de protection de la famille. Donc, voyez-vous, sur toutes ces questions touchant à la laïcité et à la modernité, je n'ai ni tabous, ni complexes. L'islam est pour la liberté individuelle et collective. Religion de la dignité, il est ouvert et capable d'évolution. La meilleure preuve en est qu'il oblige tous ses fidèles à s'instruire de la naissance à la mort. « Du berceau jusqu'au tombeau », comme nous a dit le Prophète ! »

Propos recueillis par HENRI TINCO.

DÉFENSE

Aux Etats-Unis

Premier vol du bombardier « invisible » B-2

Le bombardier américain B-2, surnommé l'avion « furtif » pour son aptitude à être le moins détectable possible, a effectué, lundi 17 juillet, son premier vol en Californie. Partant des usines de Palmdale, il a atterri sur la piste de la base d'Edwards, à une soixantaine de kilomètres au

nord. Le vol d'essai a duré deux heures, train sorti, et il a eu lieu sans le moindre incident majeur. Le B-2 est, avec le chasseur F-117 de Lockheed, l'un des deux programmes secrets du Pentagone pour mettre au point des avions discrets ou « invisibles » de nouvelle génération.

Un projet de 400 milliards de francs

On l'a comparé tour à tour à une chauve-souris, à une crépe volante ou à un boomerang. C'est, en réalité, une aile volante à grand allongement — une envergure de 62,4 mètres pour une longueur de 21 mètres et une hauteur de 5,2 mètres — conçue en principe pour échapper à la détection des radars adverses. Développé sous la maîtrise d'œuvre de Northrop, en collaboration avec Boeing et LTV, le bombardier B-2 est sans conteste l'avion le plus cher jamais construit aux Etats-Unis.

C'est l'accomplissement d'un vieux rêve de Jack Northrop, le fondateur de la société qui porte son nom, mort en 1981, qui avait imaginé, dès la fin des années 40, des projets de bombardiers précurseurs de la formule.

Le B-2 ne présente aucune surface verticale (il n'a notamment pas de dérive), les fuselages-moteurs dépassant à peine la surface supérieure du fuselage. D'un poids de 150 tonnes environ, il est propulsé par quatre réacteurs F-118 de General Electric, qui développent chacun 8,5 tonnes de poussée sans postcom-

bustion (la réchauffe, qui donne une poussée instantanée supplémentaire). Cette aile volante devrait pouvoir parcourir 11 000 kilomètres sans escale et sans ravitaillement en vol, et atteindre 18 000 kilomètres avec un ravitaillement.

Sa configuration extérieure (il ne présente pas d'arête vive et ses toutes d'armement sont internes) et les matériaux dont il est composé (des revêtements absorbant sur une structure épaisse à base de nids d'abeilles) ont spécialement été définis pour que le B-2 réfléchisse le moins possible les ondes radar chargées de le détecter.

En service, le bombardier pourrait transporter jusqu'à 22,5 tonnes d'armements divers, depuis des missiles ou des bombes nucléaires (entre seize et vingt engins) jusqu'à des bombes plus classiques (environ quatre-vingt bombes de 250 kilogrammes). L'équipage prévu comprend deux hommes. Recevant en vol des informations depuis les satellites-espions, le B-2 devrait être capable, à basse altitude, de repérer les rampes mobiles de lancement de missiles.

L'armée de l'air américaine travaille depuis dix ans, avec les constructeurs, à ce programme d'avion. Elle envisage d'en commander cent trente-deux. Le coût du projet est estimé à 65 milliards de dollars (plus de 400 milliards de francs) et, à ce jour, environ 14 milliards de dollars ont déjà été engagés par le Pentagone.

Au Congrès des Etats-Unis, le B-2 est loin de faire l'unanimité. Déjà, le programme a pris du retard sur les premières orientations fixées, entre dix-huit mois et deux ans de report, en raison des difficultés de sa mise au point. Engagé dans un long débat sur des réductions éventuelles des crédits militaires, le Sénat, comme la Chambre des représentants, tente d'abaisser les fonds alloués au programme, en les réduisant de 800 millions de dollars dès 1990. Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, dénonce l'attitude du Congrès qui consiste à « tuer le petit feu » le B-2 en lui rognant les crédits. Pour sa part, le président George Bush a clairement apporté son soutien au maintien du projet, et ce à plusieurs reprises.

ESPACE

Projet de vente du moteur Viking au Brésil

Les Américains accusent Arianespace de transfert illégitime de technologie

Un projet de cession au Brésil de la technologie du moteur Viking de la fusée Ariane provoque l'indignation du gouvernement américain qui craint qu'on favorise ainsi la mise au point de missiles balistiques dans le tiers monde.

Arianespace a confirmé, lundi 17 juillet, que ce transfert de technologie était envisagé dans le cadre d'un accord en négociation pour le lancement de deux satellites brésiliens. M. Dante Fascell (démocrate, Floride), président de la commission des affaires étrangères à la Chambre, a estimé jeudi 13 juillet que cette vente serait contraire à l'accord international sur les échanges de technologie de missiles, signé en avril 1987 par les Etats-Unis, la France, la RFA, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et le Canada. Un responsable du département d'Etat lui a répondu que l'administration américaine n'avait pas d'objection à l'opération.

A Paris, ce projet de transfert technologique fait l'objet de « études techniques préliminaires » de la part des ministères concernés, et le gouvernement français ne s'est pas prononcé pour l'instant. La technologie du moteur Viking n'est pas très récente, et a d'ailleurs déjà été cédée à l'Inde il y a une dizaine

d'années. Cependant, indique-t-on de source proche du Quai d'Orsay, « la France restera fidèle aux dispositions agréées par les sept signataires de l'accord ». Arianespace, on souligne que le moteur Viking, à propergants (carburants) liquides, est utilisé pour des lanceurs civils, et que des moteurs à poudre sont plus indiqués pour les missiles militaires, dans la mesure où, contrairement aux premiers, ils peuvent facilement être stockés, prêts à servir immédiatement, dans des silos. Cependant, n'importe quel type de fusée peut parfaitement être utilisée pour lancer une tête nucléaire ou biologique, et l'accord d'avril 1987 concerne dans une large mesure la technologie spatiale civile.

Reste que la démarche américaine n'est probablement pas exempte d'arrière-pensées commerciales. Arianeespace détient en effet plus de 50 % du marché mondial des lanceurs de satellites civils. Après l'explosion de la navette Challenger en 1986, la NASA a abandonné ce secteur à des sociétés privées américaines comme General Dynamics (qui dispute le contrat brésilien à Arianeespace), McDonnell Douglas, Martin Marietta, qui exploitent des fusées « classiques » comme les Atlas Centaur, Thor Delta, ou Titan. Mais ces concurrents d'Ariane ont beaucoup de mal à s'imposer. C'est ainsi que la société américaine Hughes Communications vient de signer avec Arianeespace un contrat pour le lancement de deux de ses satellites en juin 1990.

J.-P. D.

PRISONS

Breve mutinerie à la centrale de Saint-Maur (Indre)

Sept gardiens pris en otage pendant deux heures

Sept gardiens de la maison centrale de Saint-Maur (Indre) ont été retenus en otage pendant deux heures et quart, lundi 17 juillet, par une soixantaine de détenus, avant d'être libérés sans violence.

La mutinerie a commencé vers 18 heures, lorsque soixante des cent détenus du bâtiment B ont refusé de réintégrer leurs cellules après la promenade. Ils entendaient protester contre une sanction infligée à un prisonnier qui avait insulté un gardien. Le procureur de la République de Châteauroux et un représentant de la préfecture de l'Indre se sont rendus sur place. Vers 20 h 15, les négociations ont abouti à la libération sans contrepartie, selon la préfecture, des otages.

Après les incidents, le Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires (SNAPP) a affirmé qu'une partie des détenus étaient « manipulés de l'extérieur par des groupes extrémistes qui n'ont pour seul objectif que de déstabiliser l'institution en poussant les détenus à casser les prisons et à prendre les personnels en otage ».

FAITS DIVERS

Les auteurs involontaires d'un incendie de forêt inculpés et écroués

Trois jeunes gens ayant, par imprudence, provoqué un incendie de forêt qui a détruit, vendredi 14 juillet, 80 hectares de pinède près de La Seyne-sur-Mer (Var), ont été inculpés d'incendie involontaire ayant causé des blessures à une ou plusieurs personnes et placés sous mandat de dépôt, lundi 17 juillet, par M. Dominique Klotz, juge d'instruction à Toulon.

Les trois jeunes gens, Robert Di Crescenzo, vingt-deux ans, Thierry Pelletier, vingt-quatre ans, et Evolyne Pelletier, vingt-deux ans, avaient, vendredi, emprunté en voiture, un chemin forestier interdit à la circulation pour rejoindre un point culminant d'où ils pourraient admirer les feux d'artifices tirés dans la région pour le Bicentenaire. Durant le trajet, l'un des trois jeunes avait branché par une fenêtre du véhicule une fusée incendiaire qui mit le feu à des buissons.

L'incendie qui s'ensuivit mobilisa cinq cents sapeurs-pompiers qui durent combattre le sinistre pendant toute la nuit avant de le maîtriser, non sans que six sauveteurs aient été blessés.

Après le concert des Pink Floyd place Saint-Marc

Le maire de Venise propose sa démission

Le maire de Venise, M. Antonio Casellati, a proposé sa démission à celle du conseil municipal, lundi 17 juillet, deux jours après le concert des Pink Floyd, qui a transformé la place Saint-Marc en gigantesque poulelle.

M. Casellati (républicain) s'est vu reprocher de ne pas avoir prévu suffisamment d'infrastructures pour les deux cent mille personnes ayant assisté au concert. Ni toilettes ni secours d'urgence n'avaient été installés ; de nombreux spectateurs ont dormi dehors, faute de place dans les hôtels ; des centaines d'habitants se sont plaints de l'état dans lequel se retrouvait le centre-ville à l'issue du concert : 300 tonnes de déchets jonchaient le sol.

Le maire a proposé sa démission « jusqu'à ce que l'on trouve des règles précises pour l'utilisation de la ville ». Il est peu probable que cette démission soit acceptée.

ALEXANDRIAN
Histoire de la littérature érotique
Seghers

Avec Le Monde sur Minitel
Commandez vos disques et vos livres
3615 LM

FESTIVAL D'AVIGNON

Il y a des auteurs, comme Catherine Anne, qui disent la peur des mots, et d'autres, comme Valère Novarina, pour qui ils deviennent signes de vie. Il y a eu à Avignon un porte-parole de la marginalité, qui célèbre aujourd'hui le Bicentenaire au Théâtre municipal. Il y a eu une spécialité avignonnaise, que l'on a appelée « théâtre musical » et qui a disparu. A présent, on l'appelle « opéra autrement ». Question de mots. Il y aura toujours à Avignon comme ailleurs quelque un qui offrira les moyens de porter tous ces mots sur scène. Du moins, il faut l'espérer.



Le geste que chacun gesticule : celui de Bernard Dort, directeur du théâtre au ministère de la culture, dispensateur de subventions, quand il porte la main à sa poche.

Bernard Dort, l'espoir, l'utopie

Directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, Bernard Dort est venu à Avignon, pas uniquement par obligation professionnelle. Il vient depuis 1951. Lui qui est né à Metz et qui à l'époque était en stage ENA à Grenoble découvrait à la fois la Provence, Vilar et Gérard Philipe, dont c'était la première année au Festival.

Bernard Dort a toujours aimé le théâtre. C'est pour le théâtre qu'il a voulu faire ses études à Paris. Dans la capitale, les premiers spectacles dont il se souvient sont *Antoine et Cléopâtre*, par Jean-Louis Barrault à la Comédie-Française, et *Mourir dans la cathédrale*, au Vieux-Colombier, par et avec Jean Vilar.

« On n'a pas assez dit quel acteur il a été. Meilleur acteur et directeur que metteur en scène. Je l'ai connu cette année-là, en déjeunant à l'Auberge de France. J'étais arrivé un 14 juillet, j'habitais l'hôtel Mignon. A ce moment-là, les voyages étaient longs. Je me souviens m'être endormi tout de suite dans ma chambre et avoir été brusquement réveillé par le flot des gens

qui se déversaient pour aller voir le feu d'artifice sur le Rhône.

« Je ne suis pas revenu chaque année. En fait, je n'étais pas réellement « avignonnais ». J'étais lié d'amitié avec Hélène Cixous, qui vivait à la Chartreuse. Je descendais chez elle, comme Jean-Louis Bory, ou Aragon, qui avait une fabuleuse mémoire, et qui était capable, je m'en souviens très bien, de réclamer par cœur le Richard II de Shakespeare, sous les rôles. Nous descendions à Avignon juste pour les représentations.

Le temps d'une utopie

« Dans ma tête, la Cour d'honneur restera à jamais celle du Prince de Hombourg. Ensuite, elle est devenue un beau lieu de spectacles. Beau et contraignant. »

C'était le temps d'une utopie, à laquelle Bernard Dort a participé, à travers la revue *Théâtre Populaire* notamment. Il a suivi l'évolution du TNP, « c'était un théâtre » con-

tre « jusqu'à ce que s'établisse une sorte de rhétorique TNP, que Vilar lui-même a remise en question, pendant la guerre d'Algérie ». Bernard Dort est toujours attaché à cette utopie, mais dit-il, pas de la même façon.

Il a également participé à la fondation du Festival de Nancy avec Jack Lang : « Le Festival était exactement le reflet d'un moment. Il a annoncé et prolongé 68. Quelque chose qu'on ne peut pas retrouver. Que l'on a connus ici à partir de 1965, lorsque Vilar a diversifié Avignon, puis en 1968, quand s'est produit une sorte de fusion contestataire. Actuellement, je trouve que même s'il reste fragile, l'équilibre est bon entre la consécration et la découverte. »

Avant de devenir directeur du théâtre, donc point de mire de tous ceux qui en font, quels qu'ils soient, Bernard Dort était professeur. A la Sorbonne, où il a eu dans ses cours Patrice Chéreau et Jean-Pierre Vincent, il a enseigné aux étudiants le concret de la pratique théâtrale.

Un monde de contradictions

Ensuite, au Conservatoire, il a un contraire enseigné à des élèves comédiens la réflexion sur le théâtre. « J'ai contribué à l'élaboration de ce que l'on appelle la théâtrologie. Une « science » utile, bien que parfois sujette à des excès. On ne peut pas analyser une mise en scène comme on pourrait le faire d'un texte dramatique... Je suis heureux pourtant de constater que beaucoup d'acteurs désormais s'intéressent à l'histoire du théâtre, à la façon de s'en servir.

« Entre les années 60 et aujourd'hui, le centre de gravité des compagnies s'est déplacé. Les metteurs en scène sont des animateurs plus que des potentats. Le ministère doit d'une part leur permettre de s'installer, d'autre part leur donner les moyens et, si possible, le goût de bouger. Le théâtre est un monde de contradictions. Et s'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, c'est quand même plus pratique. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

« L'opéra autrement » : à la chartreuse

Vingt ans après

Le Centre Acanthes recrée l'esprit du théâtre musical avec des « petites formes » à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Avignon aurait pu célébrer, cet été, le vingtième anniversaire du théâtre musical. Avec *Ordes*, de Girolamo Arrigo, mis en scène par Jorge Lavelli, un nouveau type de spectacle lyrique naissait en 1969 dans la Cité des papes, et ce rejeton contemporain de l'opéra allait étonner, festival après festival, le public du théâtre des Célestins.

Absent aujourd'hui de la scène avignonnaise, le théâtre musical repartait à la chartreuse de Villeneuve sous le label « L'opéra autrement ». Le Centre Acanthes, initiateur de cette renaissance, a favorisé la rencontre d'hommes de théâtre et de jeunes compositeurs prometteurs dont les projets étaient mis en chantier dès cet hiver. Les premières réalisations viennent d'être présentées au public, en concert-lecture dans une chapelle de Villeneuve-lès-Avignon ou, pour deux des œuvres, avec une mise en scène aboutie au tinel de la chartreuse.

Conçu comme de « petites formes » brèves (quarante-cinq minutes environ) faciles à diffuser dans des lieux qui ne pourraient pas accueillir de grosses productions lyriques, ces opéras n'ont pas pour propos de raconter une histoire. Ils expriment plutôt une idée, une atmosphère, évoquent un instant crucial d'une aventure.

Repli autistique

Dans le *Miracle secret*, un des deux spectacles du tinel, le compositeur Martin Matalon est parti d'une nouvelle de Borges pour traduire musicalement une expérience initiatrice. Son objectif : rendre sensible l'éclatement mystique, à l'instar de la mort, d'un écrivain condamné par la Gestapo. Le message passe-t-il ? Ce n'est pas certain, en dépit de la science d'un musicien diplômé de la Juilliard School, et le manque de lisibilité de l'œuvre n'est pas compensé par la mise en scène de Christian Gangneron. On voit évoluer sur le plateau, au milieu des structures géométriques éclatées dessinées par Thierry Lepoutre, des hommes et des femmes en habits clairs rappelant la clientèle d'une villégiature chic des années 30. Leurs déplacements, qui suggèrent l'hostilité, le désir ou la quête de l'autre, ne sont pas désagréables à regarder, mais on ne perçoit guère la dimension métaphysique de la nouvelle de Borges, si ce n'est dans une belle image finale.

A l'opposé, la seconde création, *J'ai vu le nord, j'ai vu la nuit polaire*, d'après Sylvia Plath, une œuvre moins intellectuelle que sensible, fait passer tout un monde d'émotions. Contrairement à Martin Matalon, le compositeur Kasper T. Topf est un autodidacte qui se sert à l'aise sur une scène de rock. De là, peut-être, ce sens de la dramatisation qui dynamise son opéra plus efficacement que de subtils régimes de composition.

Le sujet de l'œuvre, un triple portrait de femme évoquant trois moments de la vie de Sylvia Plath, trois vertiges au bord de la mort et de la folie conjurés par l'énergie sen-

suelle de l'héroïne. La mise en scène de Farid Paya et le décor de Jean-Pierre Capeyron sont simples et raffinés. Trois lits occupent un espace ouvert et clos à la fois, délimité par un volume et des projections de fenêtres sur le sol et le mur du tinel. Deux chanteuses, Patricia Martin et Elisabeth Baudry, et la danseuse Véronique Olivier y retracent, avec une grande justesse, le parcours psychologique et spirituel de Sylvia Plath. L'univers poétique de l'écrivain se réalise sous nos yeux : une chambre de repit autistique transformée par l'art en jardin enchanté. Moins désigné comme « contemporain » que le *Miracle secret*, ce second opéra est, au-delà des éti-quettes, une petite œuvre lumineuse.

BERNARDETTE BOST.

* « L'opéra autrement » sera diffusé sur France-Culture dans l'émission « Euphonia » du 24 au 28 juillet à 14 h 30.

« Vous qui habitez le temps » et « L'Atelier volant », de Valère Novarina

Juste avant le silence

Prendre la parole en public est le « b-a-ba » du théâtre, un signe de vie. Valère Novarina malaxe la langue, avec une farouche santé.

En scène, mais jamais plus de trois à la fois, et de préférence seuls, le Veilleur, la Femme aux Chiffres, l'Enfant des Cendres, le Chercheur de Falbala, Jean-François, le Gardien de Caillou, l'Homme aux As, Jean du Temps, et le Danseur... On ne résiste pas à l'émotion des personnages de la dernière pièce de Valère Novarina, *Vous qui habitez le temps*. Leurs noms nous mettent la puce à l'oreille : ces personnages, à coup sûr, ont des comportements théâtraux pas vraiment dans les règles.

Les noms des personnages de *Vous qui habitez le temps* composent déjà à eux seuls un excellent portrait de l'auteur en saltimbanque malicieux, à l'adresse de tous ceux qui n'auraient

pas encore repéré, dans la sphère littéraire, l'apparition au début des années 80 d'un drôle d'OVNI qui tritura la langue, écrivait d'impossibles monologues pour épouser l'acteur et adressait à Louis de Funès l'une des plus belles lettres qui soient.

Avignon a l'œil sur lui, Valère Novarina est un familier des lieux. Cette année, il est présent sur trois fronts : avec *Vous qui habitez le temps* donc, Valère Novarina auteur, par Valère Novarina metteur en scène et peintre ; *L'Atelier volant*, mis en scène par Alain Timar, et *L'Acteur imaginaire*, d'après la *Lettre aux acteurs*, par Jacques Bailly.

Les noms des personnages de *Vous qui habitez le temps* ne trompent pas sur la marchandise. Que font ces humains ? Ils marchent, on demen-

trement immobiles, parfois ils portent un citronnier, un carnet, une plaque de plâtre, un caillou. Au demeurant, ils sont habillés comme vous et moi, en tenue d'été ou de ville, toujours décente. La parole prend en charge l'impudeur, puisqu'ils ne font en somme que cela : parler. Le plus souvent pour dire tout à la fois beaucoup et rien, pour se raconter, pour braver l'air, occuper l'espace, vivre, en un mot. Ils sont capables de jeux de mots drôles et faciles, adorent les énumérations, les liturgies, la géographie de la France profonde, le paradoxe et le retournement. Et puis soudain, ils lancent des phrases graves et belles. Ils y mettent tantôt du rire, tantôt du drame, ou encore de l'indifférence, peu importe au fond, nous voilà au cœur du sujet qui occupe le plateau, forêt peuplée de toutes peintes de Valère Novarina, conférences en couleurs, en coulées de matière abstraites, parfois décomposées comme dans un livre d'images. Ce théâtre-là ne nous parle que de la parole, du corps, et de ses trons, de l'esprit, de la mort, de la vie, du grand cirque de l'existence.

Jeu de massacre

On est parfois agacé par des trucs de fabrication — ils s'exhibent d'ailleurs sans pudeur — mais au bout du compte soufflé, admiratif : voilà un texte déformant et tonique, même s'il tourne un peu en longueur, même s'il n'y a aucune raison pour que tout cela promette fin, mais c'est la règle du jeu : cette parole raconte d'abord l'angoisse de Novarina, son plaisir à témoigner de la vie, juste avant le grand silence. Les acteurs semblent nager à l'aise dans cet univers de mots avancés, usés, les femmes surtout avec des éclats de sensibilité virginité : Anne Wiazemsky, Roslaine Goldstein, Laurence Mayor.

Tout commence par une drôle de musique — histoire peut-être de nous mettre en ornière, tout finit sur un geste, et le visage fixe et silencieux du Danseur, Daniel Larrien : « Si on cesse de parler, la lumière cesse et s'éteint. »

L'Atelier volant est l'une des premières pièces de Valère Novarina, elle date de 1974. Elle a une fable lisible, apparemment plus facile d'accès : elle met en scène un patron et ses employés, en une sorte de farce ubuesque, non exempte de clichés militants. Le spectacle d'Alain Timar, lui, enfonce le clou : dans un espace blanc du sol au plafond, une bande de comédiens vêtus de costumes de clowns revus et corrigés à la mode pseudo-branche trime dur, manipule des cartons blancs, symbole de la productivité. Le patron leur fait miroiter la concurrence internationale, les licenciements, bref, tous les arguments de la langue de bois patro-

« Concert de pierres n° 2 », de Nicolas Frize

Musique minérale

Second « concert de pierres », après celui du Musée d'art moderne, à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon : la musique minérale de Nicolas Frize devient savante.

Ses instruments étaient les cornes de brume, les fraiseuses, le papier froissé ou les balais. Un jour, Nicolas Frize a rencontré les pierres : « Depuis dix ans que j'interrogeais tous les objets sonores, il fallait bien qu'elles me répondent... »

Ce jour-là, il retrouvait sans le savoir une écoute perdue depuis vingt millénaires. La préhistoire avait connu la musique des pierres. L'ère de l'électronique pouvait seule, cependant, engendrer le lithophone.

Avant de mettre au point cet instrument révolutionnaire, Nicolas Frize fait ses classes en minéralogie, « l'interrogant » le granite et l'obsidienne, les leuzes et les gélodes, le silex et l'onyx. Les obscurs produits de « ces roches » l'intéressent autant a priori que les pierres dites précieuses ; les blocs de lave volaient, dans son studio-chantier, avec l'osé-tigre et le beryl. Ce n'est qu'au fil des mois qu'il constitue une hiérarchie des timbres, tandis qu'il expérimente, au burin ou à la tronçonneuse numérique, des tailles qui révèlent « des propriétés acoustiques inconnues », des longueurs de résonance loquaces.

Le premier concert de pierres du Musée d'art moderne, en 1988, procède de la « musique concrète ». Par la suite, les pierres deviennent plus savantes grâce à des perfectionnements contrôlés par oscilloscope et analyseur de fréquences.

Aujourd'hui, l'instrumentariste est assez performant pour rivaliser, dans une même création, avec violon, clarinette, basse et voix de soprano. Parmi les instruments minéraux qu'on va entendre à la Char-

truse, les lithophones sont un peu les stars. Ces claviers se composent de lames horizontales accordées qui peuvent couvrir cinq octaves. Pour les réaliser, le matériau le plus favorable est l'onyx de Turquie.

Nicolas Frize avoue une passion des pierres partagée avec Mario Spada, un industriel distributeur de marbres qui l'a beaucoup aidé. Il lui a donné des matériaux, lui a fait découvrir des carrières inconnues. D'autres, aujourd'hui, se laissent entraîner dans l'aventure : des compositeurs comme Daniel Denpouy, de l'IRCAM, qui va écrire une œuvre de musique minérale ; des instrumentistes comme des percussionnistes qui joueront à la Chartreuse — Willy Coquilhat, Gaston Sylvestre notamment. Ils ne craignent pas d'apprendre une nouvelle gestuelle, de se muscler pour « faire des trépidations avec des pavés lourds » ou d'acquiescer la précision d'un tueur de pétanque en faisant rebondir une bille sur un chemin de marbre.

Pas de « conserve »

Nicolas Frize, lui, a découvert une autre façon de travailler. Ses recherches l'ont conduit à prendre du temps, pour la première fois, au lieu d'enchaîner un « coup » sur l'autre. Il accepte même de réviser l'événement de la Chartreuse, puisque le concert va être donné une quinzaine de fois, en tournée, en France et à l'étranger. Le plus marginal des compositeurs serait-il — à l'heure où le ministère la subventionne généreusement — en voie d'institutionnalisation ?

Pas vraiment. « Mon domaine reste celui de la création aphone. Je n'ai toujours pas l'intention d'enregistrer un disque : je fais et je montre, comme Christo, mais je ne mets pas en conserve. Je tiens à une marginalité. »

R. B.

* « Concert de pierres n° 2 », les 18, 19 et 20 juillet, à 19 heures, à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon (clôture du cinéaste).

Au-delà des conférences internationales, le témoignage d'un cœur à cœur avec les réfugiés du sud-est asiatique.

Jean-Claude Darrigaud
Jean-Claude Didot

LES ENFANTS DU MEKONG

FAYARD

COLLECTION LES ENFANTS DU FLEUVE

252 pages
89F

FAYARD

COLLECTION LES ENFANTS DU FLEUVE

[illegible]

Mardi 18 juillet

20.30 **Cinéma** : *Allesse*, le retour ■■ Film américain de James Cameron (1986). Avec Sigourney Weaver, Carrie Henn, Michael Biehn. 22.40 *Flash d'Informations*. 22.45 **Cinéma** : *Une nuit à l'Assemblée nationale* ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1988). Avec Michel Blanc, Jean-Claude Bouillon, Jacques Lecoq. 0.15 *Le Grand Voyage VI* ■ Film français de Bruno Zanzo (1987). Avec Nathalie Uher, Jean-René Gossart. 1.40 *Série* : *Un jour à Roma*. Les vacances, de Roger Guillot, avec Mathilda May, Michel Blanc.

20.30 XIX-XX. 21.30 Concert (donné le 15 juillet cour Jacques-Cœur de Montpellier) : *Symphonie en mi majeur* WfWV 35, de Wagner; *Portraits pour violon et orchestre* op. 5, de Bartók; *Poème pour violon et orchestre* op. 25, de Chausson; *Stéphérade, suite symphonique* op. 35 de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre de l'Opéra national de Budapest, dir. Emmmanuel Kravine; sol. : Pierre Amoyal (violin). 8.30 Jazz. En direct de Montpellier : le trio de Sylvain Gnerreanu.

Mercredi 19 juillet

13.30 Magazine : Une pleine d'enfer. 13.57 Film d'animation : Spécial Noël. 14.00 Informations : Pluie et neige. 14.50 Magazine : Montagne (rediff.). 15.20 Magazine : Dans la cour des grands. 16.00 Film d'animation : Les 120 coups de Molière. 16.40 Magazine : Dans la cour des grands (suite). 17.00 Informations : Pluie et neige. 17.30 Informations : 16.00 Année 3. 17.05 Petit ours brun. 17.40. Speedy Gonzales. 17.50 Informations. 17.55 Série : Super files. 18.00. 17.59 au jour le jour. 18.02 Magazine : Drevet avec les chiens. 18.10 Informations. 18.15 Informations. 18.20. 18.20 Informations. De 19.10 à 19.30, le journal de la semaine. 19.58 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Les : La nuit du chat. 20.10 Informations. 20.15 Informations. 20.20. 20.20 Informations. 20.25 Informations. 20.30 Informations. 20.35 Informations. 20.40 Informations. 20.45 Informations. 20.50 Informations. 20.55 Informations. 21.00 Informations. 21.05 Informations. 21.10 Informations. 21.15 Informations. 21.20 Informations. 21.25 Informations. 21.30 Informations. 21.35 Informations. 21.40 Informations. 21.45 Informations. 21.50 Informations. 21.55 Informations. 22.00 Informations. 22.05 Informations. 22.10 Informations. 22.15 Informations. 22.20 Informations. 22.25 Informations. 22.30 Informations. 22.35 Informations. 22.40 Informations. 22.45 Informations. 22.50 Informations. 22.55 Informations. 23.00 Informations. 23.05 Informations. 23.10 Informations. 23.15 Informations. 23.20 Informations. 23.25 Informations. 23.30 Informations. 23.35 Informations. 23.40 Informations. 23.45 Informations. 23.50 Informations. 23.55 Informations. 24.00 Informations.

20.30 Tire ta langue. Arriba Aristide ! 21.30 Commencément des radios publiques de langue française. Venise.
22.40 Nuits magnétiques. Histoires d'amour à la télévision.
0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Pierre
Gauthier et Samson.

HORAIRE	POYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34,7	Sans-Barbare 17,4	Actual. région. 5,1	Actual. région. 7,6	Top 50 1,2	Pub 1,7	Pédale molène 1,6
19 h 45	38,7	Roses fortunes 16,9	Journal du Tour 7,2	19-20 Infos 5,4	Top 50 2,4	Happy Days 2,8	Char ostie III 1,7
20 h 16	47,3	Journal 19,6	Journal 12,2	La classe 6,9	AB1/ AB1 1,1	Journal 3,4	M ^{me} est servie 2,9
20 h 55	51,4	Cont. Cherry 10,1	Théâtre 15,7	Loi pénale 13,9	Or professeur 1,5	5 adoptés... 7,8	Anges vengeance 2,8
22 h 8	48,3	Cont. Cherry 11,5	Théâtre 14,8	Loi pénale 14,7	Comédie 1,7	Standé amonée 5,5	MM. les jurés 1,0
22 h 44	53,4	Super easy 8,5	Théâtre 14,2	Couloirques 2,7	Comédie 0,9	2 fics à Miami 1,1	MM. les jurés 1,0

Le vent est de secteur sud sur l'ensemble du pays. Un temps lourd et

● **ITALIE** : limitation de vitesse estivale... Jusqu'au 3 septembre, l'Italie réduira la vitesse maximale sur son réseau autoroutier. La vitesse autorisée, qui est, en temps normal, de 130 km/h, est ramenée à 100 km/h. Sur ronds, elle reste fixée à 90 km/h. C'est la deuxième année consécutive que l'Italie applique des mesures exceptionnelles pendant l'été. Au cours des mois de juillet et août 1988, celles-ci avaient permis de réduire de 9 % le nombre des tués

1020

Les températures chaudes seront encore à l'ordre du jour. Les minimales de 18 à 22 degrés. Les maximales pourront baisser de 2 degrés en cas d'orage.

[illegible]

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 17-7-1980 à 6 heures TU et le 18-7-1980 à 6 heures TU

FRANCE

PARIS	27	19	D	TOMES	28	11	D	LOS ANGELES	26	18	N
LYON	30	17	D	TORONTO	25	15	A	LUXEMBOURG	20	15	N
BRUXELLES	30	17	D	MONTREAL	32	23	A	MADRID	28	18	D
BOULOGNE	34	18	D					MARSEILLE	28	18	D
STRAS	28	12	D	ÉTRANGER							
PARIS	30	17	D	ALGER	32	17	D	MEXICO	25	12	N
LYON	30	17	D	AMSTERDAM	19	11	D	MILAN	30	15	D
BRUXELLES	30	17	D	ATLANTA	30	22	D	MONTREAL	27	14	D
BOULOGNE	34	18	D	BANGKOK	35	27	C	MOSCOW	25	13	D
STRAS	28	12	D	BANGKOK	28	19	C	NEW-YORK	25	13	D
PARIS	25	13	N	BERLIN	21	11	C	OSLO	18	9	N
LYON	25	13	N	BERLIN	21	11	C	PALMA-DE-MAJAL	32	17	D
BRUXELLES	28	16	D	BIRMINGHAM	23	16	N	PRIN	25	20	D
BOULOGNE	34	18	D	LE CAIRE	33	23	D	ROCHAMBEAU	22	16	D
STRAS	28	12	D	CHICAGO	30	18	A	SENEGAL	27	16	C
PARIS	33	20	D	COLOGNE	26	12	A	SHANGHAI	33	27	C
LYON	33	20	D	DUBLIN	26	12	A	STOCKHOLM	16	7	N
BRUXELLES	31	16	D	GENEVE	30	21	D	SYDNEY	16	7	N
STRAS	28	12	D	GUANGZHOU	32	26	A	TOKYO	26	21	C
PARIS	26	19	D	HONGKONG	28	18	D	TURIN	32	19	D
LYON	26	19	D	INDIANAPOLIS	28	18	D	VIENNE	18	11	D
BRUXELLES	26	19	D	LEONING	35	21	D	YAROSLAV	26	15	D
BOULOGNE	28	23	C	LONDON	29	14	D		21	10	N

A

bruno

C

ciel couvert

D

ciel dégagé

N

ciel nuageux

O

orage

P

pluie

T

tempête

*

autres

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les colères du Soleil

Comme tous les onze ans, le Soleil est entré dans une phase d'activité intense. Ce qui peut entraîner certaines perturbations.

DES aurores polaires en Finlande et en Italie, le Québec paralysé plusieurs heures durant par une gigantesque panne de courant, les responsables des programmes spatiaux sur le qui-vive : tout cela par la faute du Soleil, qui, en mars dernier, avait un rendez-vous inopiné avec la Terre. En l'espace de quelques jours, plusieurs éruptions records ont provoqué l'éjection de la surface solaire, à quelque 150 millions de kilomètres de notre planète, d'une fantastique bouffée de particules et de rayons X. De mémoire d'astronome, on n'avait pas vu cela depuis... 1858, au tout début des observations systématiques de l'astre solaire.

Trois mois après, voilà qu'il récidive. Aux premiers jours de l'été, tous les chercheurs rivaux à leur lunette d'observation ont pu constater : le Soleil est actuellement couvert d'une trentaine de « taches », d'une superficie moyenne largement supérieure à celle de la Terre, qui témoignent d'une nouvelle augmentation de son activité. Et ce n'est qu'un début ! La montée en puissance du phénomène devrait en effet se poursuivre jusqu'au début de l'année prochaine au moins. Et l'on prévoit déjà que ce maximum d'activité, que l'on observe périodiquement selon un cycle de onze ans, figurera parmi les plus importants du siècle.

Ces fameuses taches solaires apparaissent en ombre à la surface du Soleil, du fait de leur moindre rayonnement. Elles sont créées dès le quatrième millénaire avant notre ère par les astronomes chinois, elles ont cependant semé pendant longtemps la perplexité — voire alimenté la polémique — dans le milieu scientifique. En l'an 807, une grande tache fut ainsi pendant plusieurs jours visible en Europe, que de nombreux observateurs identifiaient comme la planète Mercure. En 1609, Kepler lui-même les attribuait encore à des corps inconnus, venus s'interposer entre la Terre et le Soleil.

Des boucles magnétiques

Il fallut attendre la décennie suivante pour que Fabricius, puis Galilée affirment pour la première fois que les taches solaires étaient des taches solaires, et non pas des planètes. Et encore cette hypothèse allait-elle à l'encontre de l'opinion de la majeure partie des savants de l'époque, qui préféraient voir dans ces étranges plaques sombres des planètes se déplaçant autour du

Soleil ou encore des images flottant dans l'atmosphère solaire. Si l'observation et le comptage des taches se font quotidiennement depuis le milieu du dix-huitième siècle, il fallut attendre beaucoup plus longtemps encore avant que la physique solaire ne livrait ses premiers secrets. « On sait aujourd'hui que les taches solaires correspondent à des boucles de champ magnétique, qui bloquent par endroits le transfert d'énergie à la surface du Soleil et forment ainsi des régions plus froides » (3900 °C au lieu des 5500 °C de l'atmosphère normale), précise Pierre Lantos, responsable du centre de prévision

Quant à comprendre la raison de ces colères périodiques, c'est une autre affaire. Ordinateurs et satellites aidant, les spécialistes établissent à présent des modèles de circulation des courants d'énergie existant à l'intérieur du Soleil, afin de déceler — entre autres — les mécanismes complexes de formation des taches et des éruptions. Mais tous affichent, pour le moment, une très grande prudence théorique. Au royaume du Soleil, l'ensemble des règles établies sont en effet susceptibles d'être bouleversées à tout moment par de nouvelles observations, tant les phénomènes mis en jeu restent, pour la plupart, encore inaccessibles à notre connaissance.

Il n'est pour s'en convaincre que d'écouter les astronomes évoquer les éruptions solaires, ces accès d'humeur durant lesquels, comme en mars dernier, notre astre du jour expulse dans le cosmos quantité de rayons X,

haute latitude ? Comment prévoir leur importance, en taille comme en durée ? Autant de questions encore sans réponse, que le cycle d'une exceptionnelle intensité qui s'apprête à atteindre son maximum devrait contribuer à éclaircir, en fournissant aux chercheurs un matériel d'étude inégalé depuis plus de trente ans.

Risques d'irradiation

Période privilégiée pour étudier les arcanes de l'astre solaire, les multiples éruptions que l'on attend dans les prochains mois devraient également se révéler riches en informations quant à l'influence qu'elles peuvent avoir sur l'environnement terrestre. Lorsque le vent solaire, qui, en temps normal, souffle continuellement à la surface du Soleil, se transforme en tempête, trois types d'émissions — rayonnement élec-

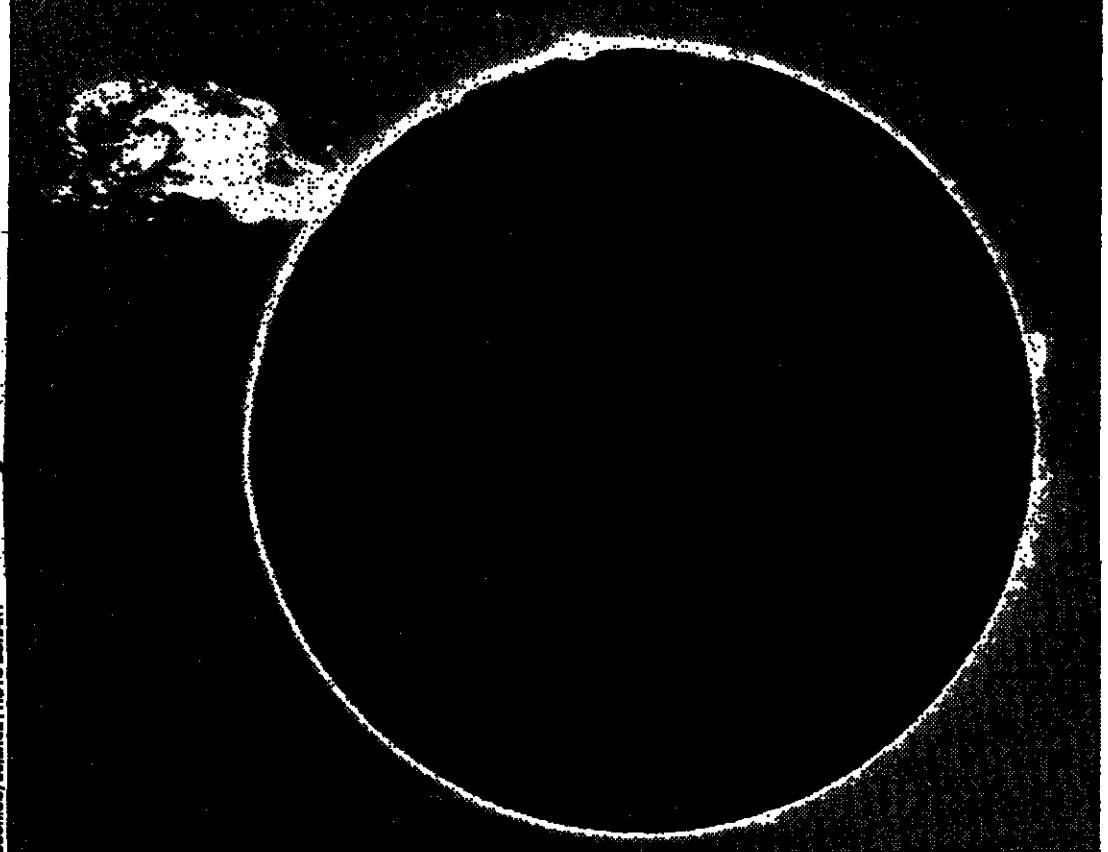
trique, elle apparaît huit minutes après son émission de la surface solaire. Deuxième acte : l'arrivée dans la banlieue terrestre, dans les heures suivant l'éruption, d'un flux de particules accélérées. Composées notamment de protons, ces dernières, si elles ne présentent aucun danger pour ceux qui gardent les pieds sur la Terre, constituent en revanche un risque d'irradiation important pour les engins spatiaux et leurs éventuels occupants (voir ci-dessous).

Enfin, troisième et dernier acte : formées d'un nuage d'ions et d'électrons, les ondes de choc, qui voyagent à la vitesse de 1 000 km/seconde, parviennent à la Terre trois jours après le début de l'éruption. Responsables des orages géomagnétiques, ce sont ces retardataires qui font descendre les aurores polaires jusqu'à des latitudes parfois très basses. Quand elles ne provoquent pas,

par effet de champ induit dans les lignes à haute tension, les gigantesques pannes de courant qu'ont connues par exemple New-York en 1972 et le Québec il y a quelques mois.

Seule certitude rassurante : pour les vacanciers comme pour les autres Terriens, les méfaits du Soleil ne seront ni plus ni moins tragiques cet été que les années précédentes. « Tous les rayonnements émis lors des éruptions solaires sont intégralement absorbés par les hautes couches de l'atmosphère », certifie Pierre Lantos. Aucun risque particulier, donc, de brûlures. A moins de scruter sans protection les taches du Soleil. Si ces dernières sont parfois visibles à l'œil nu, leur observation directe reste en effet formellement déconseillée, à moins, et de façon très brève, de se protéger au préalable par d'épais verres filtrants.

CATHERINE VINCENT.



des éruptions solaires à l'observatoire de Meudon (Hauts-de-Seine). Créées à l'intérieur de l'astre par les mouvements de la matière, ces champs magnétiques « sortent » ainsi de temps à autre à la surface du Soleil, avec une minute en puissance de l'ordre de quatre ans et une diminution d'activité de l'ordre de sept ans. Les taches, qui commencent à apparaître dans les hautes latitudes, migrent à mesure qu'elles se multiplient vers les « zones royales » — autrement dit les zones équatoriales, au niveau desquelles se produisent la majeure partie des éruptions solaires.

ondes électromagnétiques et protons. « Selon la théorie la plus couramment admise aujourd'hui, les éruptions se déclenchent au niveau des taches solaires lorsque les champs magnétiques, ayant atteint une topologie extrêmement complexe, se recombinent entre eux pour se simplifier », résume Pierre Lantos. Une explication aux allures de puzzle qui en dit long sur la complexité des mécanismes en jeu.

Quels sont les facteurs déclenchants de ces éruptions ? Pourquoi certaines d'entre elles, comme ce fut le cas en mars dernier, se produisent-elles à très

trougnétique X et ultraviolet, particules accélérées et ondes de choc — s'échappent en effet de l'héliosphère. En direction, entre autres, de la Terre, sur laquelle ces flux d'énergie exercent des effets plus ou moins néfastes.

« Lors d'une éruption importante, notre environnement subit ainsi trois contrechocs successifs », explique Pierre Lantos. Premier acte : la perturbation des communications hertziennes à longue distance. Due à l'arrivée dans l'ionosphère (la couche supérieure de l'atmosphère terrestre) des rayons X et ultraviolets voyageant à la vitesse de la

SATELLITES SOUS SURVEILLANCE

LE 10 mars dernier, Solar Max fut l'un des tout premiers « observateurs » à sentir qu'il se passait quelque chose. Quelques minutes seulement après la fantastique émission de rayons X produits à la surface solaire, ce satellite américain, lancé en 1980 pour étudier — justement — l'activité du Soleil en coordination avec les télescopes terrestres, voyait brusquement ses instruments de mesure saturés par les radiations, et sa trajectoire chuter en quelques heures de plusieurs dizaines de mètres. Et pour cause : dépourvus de la protection que nous assent les hautes couches de l'atmosphère, les satellites, plus encore que les avions volant à haute altitude, sont particulièrement vulnérables aux colères cycliques du Soleil. A triple titre, puisque les trois principaux types d'émissions issues des éruptions sont susceptibles d'affecter, chacun à sa manière, les engins spatiaux — voire leurs éventuels occupants.

Parce qu'ils orbitent localement l'atmosphère et freinent ainsi la marche des satellites, les flux de rayons X, en premier lieu, sont susceptibles de modifier leur trajectoire. Le plus souvent, il est vrai, de quelques mètres seulement. Mais cette légère déviation peut néanmoins suffire, si l'on n'y prend pas garde, à fausser les calculs d'orbite des centres de contrôle. En bouleversant les champs magnétiques, les ondes de choc, quant à elles, perturbent plus ou moins durablement les systèmes électroniques embarqués. Bon nombre de pannes survenues ces dernières années à bord d'engins spatiaux, pourraient ainsi être imputées aux éruptions solaires. Mais ce

sont surtout les particules accélérées, par les risques d'irradiation qu'elles comportent, qui obligent les responsables des programmes spatiaux à se méfier de notre astre solaire. Surtout lorsqu'il s'agit de vols habités.

Protégés par ce que l'on appelle les ceintures de Van Allen, un important champ magnétique induit par le noyau de la Terre, les satellites naviguant sur des orbites situées à de basses latitudes restent relativement à l'abri de ces flux d'énergie. C'est le cas par exemple des navettes américaines, dont les orbites ne croisent généralement pas les pôles magnétiques. Là réside en effet le défaut de cuirasse des ceintures de Van Allen : deux brèches au niveau des pôles, par lesquelles les particules solaires se fraient un chemin pour parvenir jusqu'aux orbites hautes. Le danger est donc nettement plus important pour les missions soviétiques, dont les orbites passent à proximité des régions polaires, et pour lesquelles une surveillance continue de l'activité solaire est indispensable — a fortiori lorsque la mission comporte des sorties dans l'espace.

Il n'y a pas lieu de s'étonner, dans un tel contexte, si les organismes spatiaux du monde entier, dans le cadre de leurs actions de recherches coordonnées, placent parmi les axes prioritaires les relations Soleil-Terre. Et si le Centre national d'études spatiales (CNES), durant cette saison de tous les dangers, entretient quotidiennement d'étroites relations avec le centre de prévision des éruptions solaires de Meudon... Ca. V.

Les caprices de l'atmosphère

Les variations de l'activité solaire semblent influencer sur les températures et même sur la taille du « trou » d'ozone.

DANS la période d'activité exceptionnelle qu'il connaît actuellement, le Soleil émet en quantités très importantes des particules (protons et électrons, qui ont une charge électrique positive ou négative et une masse) et des ondes électromagnétiques de toutes longueurs, c'est-à-dire des photons, particules « sans charge ni masse se propageant de façon ondulatoire, dont l'énergie est inversement proportionnelle à leur longueur d'onde. En ces temps où l'on redoute des changements climatiques à échéance de quelques dizaines d'années, on peut se demander si l'activité solaire retentit sur le temps.

Parce qu'elles sont chargées, les particules ne peuvent descen-

dre jusqu'à la surface de la Terre que dans les hautes latitudes magnétiques. Les lignes de force du champ magnétique terrestre constituent pour elles, en effet, un bouclier quasi infranchissable. Mais, au voisinage des pôles magnétiques (assez proches des pôles géographiques), ces lignes de force sont perpendiculaires à la surface de la Terre. Elles dessinent donc, autour des pôles magnétiques, une sorte d'entonnoir qui canalise les particules jusqu'aux régions terrestres de hautes latitudes magnétiques. D'où l'importance de ces régions pour l'étude de l'activité solaire, qui se traduit par de splendides déploiements de draperies colorées, les aurores polaires.

En revanche, les photons, qui ne sont pas chargés, ne sont pas arrêtés par les lignes de force du champ magnétique terrestre, mais seulement par des filtres spécifiques, c'est-à-dire par les atomes ou molécules constitutifs de l'atmosphère.

Entre 500 et 1 000 kilomètres d'altitude, les photons rencontrent des atomes d'hydrogène, d'hélium et d'oxygène (majoritaires au-dessus de 500 kilomètres).

Une « constante » qui varie

Les plus énergétiques de ces photons, ceux dont la longueur d'onde est inférieure à 200 nanomètres (milliardièmes de mètre), essentiellement le rayonnement ultraviolet lointain, sont absorbés par ces atomes. Or l'absorption dégage de la chaleur. D'où la température de 1 000 °C à 1 500 °C qui règne dans la thermosphère, c'est-à-dire dans toute la très haute atmosphère depuis l'alti-

tude de 500 kilomètres jusqu'aux régions lointaines (un million de kilomètres) où il n'y a pratiquement plus d'atmosphère, et donc plus assez de collisions atomes-photons productrices de chaleur.

Plus bas, aux alentours de 100-150 kilomètres d'altitude, ce sont des molécules d'azote et d'oxygène qui absorbent tous les photons dont les longueurs d'onde sont inférieures à 250 nanomètres. Encore plus bas, entre 10 et 50 kilomètres, l'ozone (une molécule faite de trois atomes d'oxygène) absorbe les photons de 240 à 310 nanomètres, ceux du proche ultraviolet.

Près du sol, les photons du proche infrarouge sont en grande partie absorbés par le gaz carbonique, la vapeur d'eau, le méthane. Ainsi, l'essentiel du rayonnement solaire qui nous parvient se situe dans le domaine de la lumière visible (350 à 750 nanomètres).

YVONNE REBEYROL (Lire la suite page 16.)

Le Monde DE L'EDUCATION

DOSSIER SPECIAL : LES PREMIERES INSCRIPTIONS EN FAC

- PARIS-PROVINCE : OU ET QUAND S'INSCRIRE. Province : les modes d'inscription. Paris : fac par fac, la liste des places disponibles.
- LES PIÈGES A ÉVITER. Les méthodes de sélection des facs, selon les filières et les disciplines.
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG. Les résultats en droit, sciences éco, AES, LEA, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES.
- ENQUÊTE. Les mirages de la communication.

NUMERO DE JUILLET/AOÛT 132 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Se tuer à la légère

La SEITA s'ingénie à réduire la teneur en goudron et en nicotine de ses cigarettes, mais plusieurs études démontrent que les « légères » sont tout aussi nocives que les autres.

BERGERAC
de notre envoyé spécial

Tous les responsables de la SEITA vous le diront : réduire le rendement en goudron (1) et la teneur en nicotine des cigarettes est un exercice excessivement difficile. Beaucoup plus difficile en tout cas que ne pourrait l'imaginer un novice en la matière. La chose est d'autant plus paradoxale, comme vient de le rappeler ces responsables lors d'une réunion organisée le 12 juillet à l'Institut du tabac de Bergerac, que l'on sait tout ou presque de l'intimité structurelle et fonctionnelle de la plante de tabac, tout comme des manipulations culturales et génétiques auxquelles elle accepte de se prêter.

Les principales données chiffrées du problème sont simples à résumer. Pleinement inscrites dans le phénomène — souvent irrationnel — qui ne cesse de se développer en faveur des produits dits « allégés », la tendance majeure sur le marché du tabac est à la consommation croissante de cigarettes blondes ou brunes légères et ultra-légères (2). En dix ans, la

part du marché des cigarettes légères est ainsi passée en France de 2 % à près de 25 %, la SEITA réalisant dans ce domaine environ 50 % des ventes.

Cause ou conséquence, les fabricants ne cessent de réduire le rendement en goudron de leurs cigarettes. On est ainsi passé de 35 milligrammes en 1953 (pour les Gauloises sans filtre) à des taux qui sont aujourd'hui compris pour la même marque entre 21 et 16,9. De la même manière, la Gauloise filtre est passée de plus de 20 milligrammes (en 1963) à des taux de 13,3 à 12,5. La Gallia ayant pour sa part chuté de près de 15 milligrammes, à 5,50. Seules les Celtiques (23 milligrammes de goudron et 1,55 de nicotine) et les Boyards (45 milligrammes et 2,95), créées en 1993, perpétuent la tradition des cigarettes dont la très haute nocivité sur l'organisme des fumeurs comme de ceux qui vivent à leurs côtés n'est malheureusement plus à démontrer.

« Au sein de chaque marque l'évolution est très progressive, a expliqué à Bergerac M. Pierre Schiltz, directeur du département recherche, développement et qua-

lité de la SEITA. Mais il est certain que la majorité des consommateurs de « full flavour » n'accepteraient plus aujourd'hui les cigarettes qu'ils fumaient il y a vingt ans ». Après l'accord signé le 3 décembre 1987 entre le ministère de la santé et les fabricants de cigarettes (accord qui prévoit de ne plus lancer de marque nouvelle contenant plus de 18 milligrammes de goudron par cigarette), la prochaine étape importante sera celle du 1^{er} janvier 1993, date à laquelle la SEITA est certaine « grâce au savoir-faire de sa recherche » de pouvoir répondre aux normes européennes en faisant en sorte que ses cigarettes sans filtre aient des rendements en goudron toujours inférieurs à 15 milligrammes.

Le volume des bouffées

La difficulté rencontrée par les chercheurs de la SEITA pour réduire les goudrons tient à la multiplicité des fournisseurs de la société (de tabacs mais aussi de papiers et de filtres) ainsi qu'aux caractéristiques propres de la plante. On sait par exemple que les rendements en goudron sont différents selon l'étage foliaire, les feuilles hautes présentant des taux beaucoup plus élevés que les basses. Malheureusement, ces dernières ne peuvent être utilisées seules à cause de l'importance des gaz dégagés par leur combustion. Il faut donc jouer sur les variétés de tabacs, l'éclairage, les condi-

tions de séchage et la combustion « tout en respectant, indique-t-on à la SEITA, le consommateur et en répondant à son attente, qu'il s'agisse du goût et de l'arôme, ou encore du nombre de bouffées nécessaires pour consommer une cigarette. La réduction du rendement en goudron d'une cigarette entraîne toujours une certaine sophistication des solutions qui doivent être choisies, explique M. Schiltz. L'allègement de la fumée met en effet en évidence les qualités et les défauts de la matière première. L'industriel devient ainsi de plus en plus exigeant vis-à-vis de ses fournisseurs, car les marges de manœuvre sont de plus en plus faibles ».

On conteste catégoriquement à la SEITA le fait que, chez un fumeur donné, le passage aux cigarettes légères et ultra-légères implique une augmentation de sa consommation. « D'une manière générale, après cinq semaines, la consommation quotidienne revient à ce qu'elle était précédemment », explique-t-on. Si elle pouvait être pleinement confirmée, cette observation ne signifierait pas pour autant que le comportement d'un tel fumeur ne serait pas modifié. Ainsi, une étude réalisée sur douze volontaires durant trois semaines et analysée à Bergerac par M. Hée (Centre d'essais et de recherches techniques sur le tabac) permet de mettre objectivement en évidence ces modifications (3).

La consommation de cigarettes légères entraîne une augmentation notable du volume des bouf-



fées (81 millilitres en moyenne contre 61 avec les « full flavour »), de la durée (2,8 secondes contre 2,4) et du nombre (11,5 contre 9,8) de ces bouffées. Le volume total de ces bouffées est ainsi de 932 millilitres par cigarette contre 606. Dans ce contexte et sur la base d'une consommation moyenne d'une vingtaine de cigarettes par jour, la mesure des deux marqueurs biologiques du tabagisme (carboxyhémoglobine et cotinine) montre un avantage notable en faveur des légères. « Ces conclusions sont encore plus marquées dès lors que l'on compare les « full flavour » et les ultra-légères, indique M. Schiltz.

La diminution des concentrations des produits les plus toxiques du tabac est, en dehors de ces aspects commerciaux, fondée sur le postulat que la consommation de telles cigarettes relativement « détoxifiées » est sans danger, du moins nettement moins dangereuse pour la santé. Or ce postulat rassurant vient une nouvelle fois d'être très sérieusement contesté par la toute récente publication dans le *New England Journal of Medicine* d'une étude, on ne peut plus dérangeante pour l'industrie du tabac (4). Cette étude a été menée sur 960 femmes âgées de moins de soixante-cinq ans victimes d'un accident cardiaque non mortel.

Faible réduction du risque

Les auteurs ont conclu que le risque d'être atteint d'une affection cardiaque est chez les femmes fumeuses de cigarettes (qu'elles soient légères ou non) significativement beaucoup plus élevé (de quatre à cinq fois) que chez celles ne fumant pas. Le risque d'infarctus n'est en définitive augmenté qu'en fonction du nombre de cigarettes consommées quotidiennement (ce risque est multiplié par trois pour un paquet quotidien et par plus de vingt au-delà de deux paquets) et non en fonction du type de cigarettes consommées. A l'évidence, cette étude signée par un groupe d'épidémiologistes célèbres remet fondamentalement en cause les stratégies publicitaires souvent excessivement coûteuses qui sont déployées par les fabricants de cigarettes américaines et européennes pour démontrer, en particulier auprès des femmes et des jeunes, que les cigarettes légères sont sans conséquence pour la santé. « Les conclusions concernant les risques relatifs des nouvelles cigarettes fortement et faiblement dosées ne peuvent pas

être étendues au cancer broncho-pulmonaire et aux affections pulmonaires chroniques, estime le *New England Journal of Medicine*. Toutefois, les études basées sur les marqueurs biochimiques de la consommation de tabac indiquent qu'il n'y a que peu de différence chez les divers consommateurs dans l'exposition aux toxines de la fumée. La réduction opérée du risque de maladie pour une personne qui fume des cigarettes peu dosées est faible ».

Le fait est d'autant plus important que la tendance en faveur des cigarettes légères atteint une dimension mondiale et que bien souvent ces cigarettes sont la nouvelle porte d'entrée des nouveaux fumeurs (les jeunes et les femmes) dans le monde du tabac. Les légères et les ultra-légères étant présentées par les fabricants comme des produits inoffensifs voire « recommandés » par le corps médical. « Les médecins devraient dire à leurs patients que les cigarettes faiblement dosées ne sont nullement des cigarettes sûres, explique le *New England Journal of Medicine*. La seule manière fiable de réduire les accidents de santé liés au tabac est d'arrêter de fumer ».

« Je suis pleinement en accord avec les conclusions de l'hebdomadaire américain, déclare le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis, Paris). Tout se passe en effet comme si, en réduisant les rendements en goudron, et donc a priori les risques de cancer, on modifiait les comportements du fumeur et on augmentait le risque cardio-vasculaire et respiratoire. L'industrie, quant à elle, fait du surinvestissement, répond à la demande du consommateur en cherchant à démontrer que les cigarettes légères sont à tout coup moins dangereuses que les autres. Le seul message à faire passer auprès du public est d'une tout autre nature : il faut sans arrêt rappeler que le risque ne cesse de croître avec la durée d'exposition au tabac. Plus on commence tôt, plus ce risque est grand. C'est dire la nocivité, à terme, des actions menées par les publicités destinées aux enfants et aux adolescents qui visent à démontrer que fumer léger on fume sans danger ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Plutôt que de « taux de goudron », il convient de parler de « rendement en goudron », compte tenu de l'importance du facteur combustibilité. Par ailleurs, les goudrons ne sont pas spécifiques au tabac mais liés au phénomène de pyrolyse. Des cigarettes sans tabac peuvent correspondre à des niveaux très élevés de rendement en goudron.

(2) La SEITA définit ses cigarettes légères par des rendements en goudron compris entre 8 et 12 milligrammes. Les « extra » ou « superlégères » par des taux de 3,5 à 8 et les « ultra » par des taux inférieurs à 3,5. Aux Etats-Unis on considère qu'une cigarette est faiblement dosée pour des rendements inférieurs à 12 milligrammes.

(3) « Conséquences du passage d'une cigarette « full flavour » à une légère sur les paramètres de l'acte du fumeur ». Etude réalisée par MM. E. Radziszewski, P. Schiltz, J.-P. Delouis et R. Guillem (SEITA).

(4) *New England Journal of Medicine* daté du 15 juillet 1989. Cette étude est signée Julie Palmer, Lynn Rosenberg et Samuel Shapiro.

Les caprices de l'atmosphère

(Suite de la page 15.)

Le rayonnement jaune (550-600 nanomètres), qui correspond au maximum des émissions du Soleil, étant privilégié. Ce qui explique que le Soleil nous apparaisse jaune.

Toutes ces absorptions de photons font que seulement une faible partie des émissions solaires arrivent jusqu'au sol. En conséquence, jusqu'au lancement des satellites, on ne pouvait mesurer le rayonnement solaire au-dessus de l'atmosphère, donc avant que celui-ci soit absorbé en grande partie et en l'absence de matériel adapté, on pensait que le rayonnement solaire était constant. En fait, la « constante solaire » varie de 1 pour 1 000, même au sol, comme l'ont montré depuis six mois les radiomètres embarqués sur satellite capables de recevoir et de mesurer avec précision un très large spectre du rayonnement solaire.

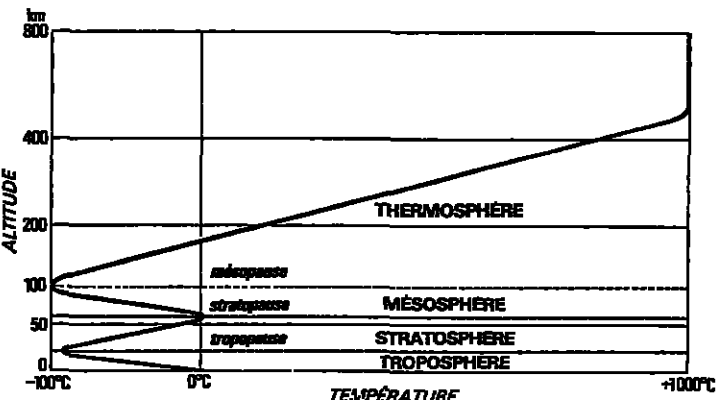
Le nombre de photons émis varie avec l'activité solaire, surtout dans la partie ultraviolette du spectre. Quand l'activité est très intense, plus de photons sont émis, plus de photons sont absorbés dans la très haute atmosphère, il y a donc plus de chaleur dégagée. Effectivement, la température de la thermosphère varie de quelque 700°C en fonction du cycle de onze ans (environ) de l'activité solaire. De même, celle de la mésosphère (de 40 à 80 kilom-

tres d'altitude), mais seulement d'une dizaine de degrés Celsius.

Induisant de telles variations des températures de la haute atmosphère, les changements survenant dans l'activité solaire ont sûrement des répercussions, à diverses altitudes, sur la circulation atmosphérique. Or celle-ci conditionne le temps, dont les paramètres quotidiens permettent de calculer les moyennes climatiques.

Depuis 1987, M^{me} Karin Labitzke (université libre de Berlin) a mis en évidence une certaine corrélation entre le cycle solaire et la température de la basse stratosphère. Le signe de

cette corrélation est le renversement du vent, qui souffle à 25-30 kilomètres au-dessus de la zone intertropicale. Cette circulation obéit à un cycle de vingt-sept-vingt-huit mois — d'où son nom de « Quasi-Biennale Oscillation » (QBO) — au cours desquels elle se renverse : la moitié du temps elle se fait d'ouest en est et l'autre moitié du temps d'est en ouest. Les variations de l'activité solaire semblent induire des événements météorologiques tels que déplacements et changements en altitude des zones de haute et de basse pression, ainsi que des variations des températures, du nombre des orages et même des variations dans la taille du « trou » d'ozone



Les températures indiquées sur ce graphique sont des valeurs moyennes qui ne tiennent compte ni des latitudes ni de l'activité solaire.

Une souris sans brevet

En refusant de breveter la souris transgénique américaine, les Européens mettent un coup d'arrêt à une nouvelle pratique très discutée.

MYC-MOUSE ne sera pas exploitée en Europe. En rejetant la demande déposée par l'université Harvard et en refusant sa protection à la souris transgénique américaine, l'Office européen des brevets vient de mettre un frein à l'escalade qui, aux Etats-Unis, pousse les chercheurs à faire progressivement breveter toutes les espèces animales au génome modifié. En se démarquant ainsi de son homologue américain, l'Office de Munich relance du même coup la controverse éthique, scientifique et économique qui agite les milieux de la recherche et de l'industrie autour des brevets du vivant.

Dès sa création en 1984, Myc-Mouse devait défrayer la chronique. Conçue par deux chercheurs de Harvard, Philip Leder et Timothy Steward, aujourd'hui employé par la firme privée Genentech, cette souris exprime à profusion l'oncogène C-myc qui la prédispose au cancer du sein. Ces manipulations génétiques en font un modèle précieux pour l'étude des substances anti-cancéreuses et des produits chimiques cancérogènes.

Le dépôt d'une demande de brevet, accordé, après quatre ans de réflexion, par l'office américain, avait en son temps suscité une vive polémique au sein de la

communauté scientifique internationale (*Le Monde* des 19 et 20 avril 1987). En devenant, en avril 1988, le premier mammifère génétiquement modifié protégé par un brevet, Myc-Mouse bouleversait les données de la valorisation des biotechnologies. Une lettre, « inventée » par un jeune étudiant américain et brevetée en 1987, avait, il est vrai, déjà ouvert la voie.

D'une manière générale, les instances américaines ne paraissent pas s'embarrasser de considérations éthiques qu'elles estiment anachroniques. Le Cour suprême n'a-t-elle pas décidé dès 1980 que « tout ce qui, sous le soleil, est créé par l'homme, est susceptible d'être breveté », reconnaissant ainsi sans ambages une vocation commerciale à la recherche ? A l'inverse, la législation européenne, sur laquelle l'Office de Munich s'appuie pour repousser la demande américaine, reste, très nettement en retrait. La conven-

tion sur le brevet européen, de même que la loi française du 13 juillet 1978, dispose que « les brevets européens ne sont pas délivrés pour (...) les variétés végétales ou les races animales ». Une condition qui exclut a priori Myc-Mouse, dont les inventeurs ne sont pas, pour l'instant, autorisés à faire valoir leurs droits en Europe.

Droit exclusif d'exploitation

Mais au-delà du cas particulier, l'affaire met en exergue les liens ambigus qui unissent désormais la recherche et la finance, à l'heure de l'explosion des biotechnologies, du génie génétique et, a fortiori, des multiples projets de cartographie du génome humain. Il existe aujourd'hui des dizaines d'animaux transgéniques conçus par manipulation génétique, et quotidiennement utilisés dans les labo-

ratoires de recherche. L'appropriation par l'homme d'une espèce animale soulève incontestablement des questions éthiques. Pourtant, la délivrance d'un brevet n'est pas une reconnaissance de propriété. Il s'agit, en protégeant les travaux des inventeurs, de leur octroyer le droit exclusif d'exploiter leur travail, pendant une durée limitée. Le brevet favorise ainsi l'innovation technique et les investissements financiers qui vont en priorité vers les pays, comme les Etats-Unis, où la propriété industrielle est la mieux protégée.

« Le refus du brevet européen à Myc-Mouse pourrait souligner le professeur Dominique Stahelin (Institut Pasteur de Lille), détourner les chercheurs de la mise au point d'animaux transgéniques indispensables à la recherche. Cette attitude pose avec acuité le problème économique de la recherche française et de sa position à l'égard des Etats-Unis.

Il y a aussi un paradoxe à invoquer l'éthique pour refuser l'exploitation d'un modèle animal destiné à l'étude et au traitement des cancers ».

L'Office européen rappelle pour sa part qu'il a effectivement repoussé la demande de brevet pour l'animal lui-même, mais qu'il est tout disposé à accorder sa protection à la technique de fabrication de la souris. Un brevet qui, s'il est financièrement moins intéressant, permet malgré tout aux chercheurs, qui disposent maintenant de deux mois pour se pourvoir en appel, de faire valoir leurs droits en Europe.

Mais le débat est loin d'être épuisé. On peut imaginer qu'à l'avenir des brevets pour du bétail ou des animaux domestiques au génome génétiquement modifié soient sollicités. Quelle sera alors la réaction de l'Office de Munich si les intérêts économiques européens sont menacés ?

BÉATRICE BANTMAN.

مكتبة الأمل

361

Comment réussir votre carrière ?

JEAN PIERRE TRICAN

INGENIEUR
PHYSICO-CHIM

THOMSON

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

36 15
T M

Maintenant vous ne pouvez plus
manquer l'offre d'emploi
de votre vie.



Le système
télématique
expert
de l'emploi
des cadres.

JEUNES INGENIEURS
COMMERCIAUX H-F

COMMENT
REUSSIR
VOTRE
CARRIERE?

Après une formation
informatique solide
(BAC + 4)

Vous souhaitez rejoindre un
groupe à forte notoriété pour
confirmer vos talents de
négociateur.



JEAN-PIERRE TRICARD CONSEIL
vous remercie d'envoyer CV, photo, lettre manuscrite
en précisant la référence
22, rue du Maréchal-Joffre - 78110 LE VESINET

Nous vous offrons :

- le développement d'une clientèle et la prospection de nouveaux marchés
- de proposer des solutions adaptées avec l'appui de supports techniques
- un salaire motivant (fixe + prime + remboursement de frais).

Si vous avez une première expérience de vente acquise chez un constructeur distributeur ou SSII (la connaissance de CAO, DAO serait un plus), ou un potentiel commercial évident.

Nous sommes filiale d'un des premiers groupes nationaux qui distribuent du matériel informatique.

Possibilité d'évolution rapide dans le groupe.

4 postes à pourvoir :

LYON réf. M/3689/L
PARIS réf. M/3689/P
TOULOUSE réf. M/3689/T
RENNES réf. M/3689/R

Le GROUPE FRAMATOME déploie aujourd'hui un savoir-faire unique en mécanique, électronique, robotique, informatique industrielle, intelligence artificielle... Ces compétences à leur meilleur niveau lui permettent de s'investir encore plus loin dans l'univers de la haute technologie. Nous recherchons :

INGENIEURS ETUDES

Nous rejoindre, c'est participer à des études appliquées sur le fonctionnement et les équipements de nos centrales. C'est aussi être intégré dans une unité où vous vous formerez auprès d'ingénieurs expérimentés, dans un environnement technologique de haut niveau disposant de moyens informatiques puissants.

Vous avez de bonnes connaissances en mécanique des fluides, thermique, automatisme ou physique des réacteurs. Selon vos goûts et aptitudes, nous vous confierons des études de conception thermohydraulique et neutronique ou encore de dimensionnement de nos matériels.

Vous aurez progressivement des responsabilités techniques sur des projets concrets où vous mettrez en pratique vos connaissances.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre + CV) sous réf. VAL 2, à Valentine Trabut, GROUPE FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Filiale d'un important groupe français international, nous sommes spécialisés dans la fabrication, la commercialisation et la mise en oeuvre de systèmes de transmissions, de raccordements et de réseaux locaux. Pour étoffer plus spécialement certains de ces départements, nous avons plusieurs postes à pourvoir :

3 INGENIEURS D'ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Il s'agit de conduire de façon autonome des projets débouchant sur la réalisation de produits nouveaux ou le développement de produits existants (établissement du cahier des charges, recherche d'industrialisation du produit, soutien technique au commercial, animation d'une équipe de techniciens...).

Vous avez une première expérience du développement, environ 3 ans, par exemple dans les domaines Télécom, Aéronautique. Vous avez une formation d'ingénieur en Electromécanique, Mécanique, Micro-mécanique ou Génie Physique. Vous utilisez l'anglais dans votre travail et vous avez le sens pratique de l'homme de terrain. (RÉLM/89119)

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

Le poste consiste à étudier, réaliser et industrialiser des matériels électroniques destinés plus spécifiquement aux Télécom et à l'instrumentation (mesure) au sein d'un labo très performant. Vous faites la preuve d'une expérience de 3 ans de recherche développement. Vous êtes Ingénieur Electronicien et vous connaissez bien le numérique et les radiofréquences. (RÉLM/89120)

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vous serez chargé du développement et du suivi clients, principalement en ce qui concerne les systèmes de transmissions sur fibres optiques (système vidéo, par exemple). Il s'agit d'apporter un support technique permettant de concrétiser des ventes de matériels et de systèmes sophistiqués. Vous avez une première expérience de 3 ans en tant qu'Ingénieur d'Affaires ou Technico-Commercial dans un domaine connexe. Vous avez une formation d'ingénieur type ESME, EEMI, ESIEE ou équivalent. Vous maîtrisez l'anglais convenablement. Vous recherchez une équipe où vous pourrez travailler en toute indépendance et autonomie. (RÉLM/89121).

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous la référence choisie à notre Conseil :

Garnier Demoinet & Associés
17, rue Tronchet 75008 PARIS

Vivez une expérience unique dans
un laboratoire de pointe

Les SCIT, Service Central de Technologie et de Stabilité ont pour mission de conseiller la définition des orientations techniques, la mise au point des opérations de développement. Sur un site exceptionnel, rejoignez nos équipes d'experts, qui, pour mener à bien leur mission, s'appuient sur des laboratoires d'études de physique chimie.

INGENIEURS PHYSICO-CHIMISTES

De formation Grande Ecole (INSA - EPC), débutant ou possédant une première expérience industrielle, vous participez, au sein du Laboratoire d'Analyses Technologiques, à la réalisation d'études sur les matériaux utilisés dans la fabrication des composants et matériels électroniques.

L'essentiel de votre fonction consiste à développer de nouvelles méthodes d'analyses des matériaux, mais vous apprendrez aussi à décider, animer, manager.

Amené à présenter de façon régulière les résultats de vos analyses aux "hommes produits", vous possédez de bonnes facultés de communication et, en fonction de vos ambitions, vous pourrez évoluer dans le monde des hautes technologies.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à : Mme. BOUIC - THOMSON-CSF-SCIT BP 50 - L'Orée de Corbeville - 91401 ORSAY.



THOMSON

Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs. Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

INGENIEURS SYSTEMES DEVEZ-NOUS EXPERTS !

Rencontrons nous ! Mais déjà pour mieux vous connaître, adressez nous votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous réf. 19/7 M à : Sophie POULET - 2, rue Ernest Lefevre - 75020 Paris.

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires, vous souhaitez intégrer des équipes de professionnels et vivre l'aventure d'un grand projet dans un environnement exigeant.

Vous êtes créatifs mais aussi très rigoureux. Alors, venez nous rejoindre pour réaliser des projets sur un des plus grands systèmes d'exploitation mondiaux GCOS 7 et connaître l'ouverture sur les standards du marché.

Après une période de formation, Bull vous permettra d'accéder à un haut niveau d'expertise en :

- Génie Logiciel,
- Base de données, Moniteurs interactifs et transactionnels,
- Réseaux et Télécoms,
- Superviseur, Unix...

Venez faire équipe avec les meilleurs, votre talent n'en sera que plus grand.

Bull



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur Bureau d'Etudes 1^{re} expérience

Le Département Aluminium
Métal du Groupe Pechiney
avec 9,3 MF de CA et plus
de 10 000 collaborateurs
est le 3^e producteur
mondial d'aluminium.

A 27/30 ans, vous avez une formation
Ingénieur Grande Ecole, une
spécialisation en mécanique et quelques
années d'expérience. Aujourd'hui, vous
désirez rejoindre un groupe d'envergure
internationale.

Vos deux points forts, l'autonomie et le
sens des contacts, vous permettront de
bien mener un travail individuel en relation
avec divers services au sein de l'équipe
de recherche appliquée et d'animer une
équipe de dessinateurs.

Concret et rigoureux, vous prendrez en

charge les calculs de construction
mécanique en utilisant les codes de
calculs (ANSYS).

Vous développerez et suivrez les projets
jusqu'à la remise des plans.

En bon linguiste, vous traduirez sans
difficulté les spécifications techniques en
anglais.

Merci d'adresser votre dossier de
candidature (CV + lettre + photo) sous
référence AP25 à PECHINEY - Service
Recrutement - 23 rue Balzac - 75008 PARIS

ALUMINIUM PECHINEY

STAGES, 1^{er} emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU
GROUPE PECHINEY

36 15
I M

Maintenant toutes les annonces
correspondant à votre CV
sont automatiquement
sélectionnées.



Le système
télématique
expert
de l'emploi
des cadres.

RESPONSABLE RESEAU DIRECTION INFORMATIQUE

Niort

Au sein du siège social de la MACIF, premier assureur automobile français, la DSIT (Direction des Systèmes d'Information et Télécommunication) assure le développement informatique national tant au niveau applications spécifiques que support technique, avec un effectif de 120 personnes. Adjoint du responsable support technique, le responsable réseau anime 3 techniciens et assure l'étude et les tests du matériel et des logiciels, définit une stratégie de développement et développe de nouveaux outils. De formation ingénieur option informatique

ou télécom, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en système ou réseaux, environnement 43XX ou 30XX MVS/XA. Vos qualités d'animateur et vos capacités de communication vous assureront la réussite à ce poste et une évolution ouverte. Pour ce poste, basé à Niort, écrire à Annaick de LA ROCHEFORDIERE en précisant la référence A/1544M - PA Consulting Group - 1, rue Duguesclin - B.P. 664 - 44010 NANTES Cedex 01 - Tél. 40.48.48.82. (PA Minitel 36.15 code PA)

MACIF
SIEGE SOCIAL

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

Adjoint informatique du directeur technique

INGENIEUR NOUVEAUX PROJETS

Dans l'univers de la presse, au sein du Groupe Expansion, premier groupe français de presse économique et financière (once publications: quotidiens et magazines, 700 personnes, 1,1 milliard de CA). Rejoindre la Direction Technique du Groupe, c'est prendre en charge tous types d'études, à la fois techniques et financières, sur les problèmes de fabrication et de distribution de nos publications. C'est participer, par exemple, à la mise en place de systèmes informatiques dans les réductions et à

leur connexion aux matériels de photocomposition et de photogravure de nos fournisseurs. C'est être responsable de l'informatique éditoriale, à la tête d'une petite équipe très spécialisée. Ingénieur Grandes Ecoles, vous avez quelques années d'expérience en informatique et vous êtes familiarisé avec le monde de la presse. Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous référence INCE, à la Direction des Ressources Humaines, Groupe Expansion, 25, rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

Evoluez dans un monde de grands projets !

Spécialiste des grands réseaux de télécommunications et systèmes de radiocommunication, la Division Télécommunications du groupe THOMSON agit chaque étape de son avancée technologique par de grands programmes internationaux: RITA, RACE, ESSENT... Ces enjeux exigent les vôtres dans notre centre d'études et de production, situé en Maine et Loire à Cholet (ville des villes Universitaires de Nantes et Angers).

INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Mécanicien

Débutant ou possédant une première expérience, vous êtes responsable, au sein du service technique, de la conception mécanique et de l'industrialisation de matériels de Radiocommunication. Vous êtes en contact permanent avec les ingénieurs électroniciens, la fabrication, les essais et les fournisseurs et vous participez, par ailleurs à l'animation de l'équipe de dessinateurs, maquetistes et techniciens. Réf. IDEV

INGENIEURS DE PRODUCTION

Débutant généraliste (INSA, AM, ENI...), vous assurez au sein du service méthodes, l'organisation de l'atelier de montage/câblage (100 personnes). Pour cela, vous travaillez à l'optimisation de la chaîne de production dans le respect de la qualité et des délais. Vous participez au développement de nouvelles technologies: CMS, FAO, CIM... Réf. IPROD

Nous saurons vous orienter suivant vos compétences, vous offrir des perspectives d'évolution variées et répondant à vos projets professionnels. Candidatures féminines appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions sous référence choisie) à:
Didier PLANCHOT - THOMSON DIVISION TELECOMMUNICATIONS
BP 945 - 49309 CHOLET CEDEX.

THOMSON

efab
GIAT

Au sein du Groupement Industriel des Armements Terrestres (GIAT). Notre établissement de BOURGES (E.F.A.B.) est à l'avant garde des technologies de Systèmes d'Armes. Notre activité s'étend de la recherche appliquée à la production industrielle et à l'assistance technique. Pour cela nous disposons de moyens importants axés plus particulièrement sur les technologies de pointe. (C.A.O. - D.A.O. Robotique, Ateliers flexibles...) et nous recherchons

le Responsable du Secteur "Mesures"

Réf: 89/03.M

Mission: Chargé d'apports techniques en matière d'optoélectronique, d'instrumentation de mesure de phénomènes rapides (propulsion, combustion, détonique). Il contribuera au choix des moyens, à la mise au point des méthodes, et encadrera une équipe d'une dizaine de personnes.

Formation: Ingénieur Génie Physique ou Electronicien.

un Ingénieur Bureau d'Etudes

Réf: 89/04.M

Mission: Faisant partie d'une équipe d'ingénieurs chargés du développement d'un type de munition, cette activité implique de nombreux contacts avec différents spécialistes.

Formation: Ingénieur mécanicien possédant de bonnes connaissances en calcul des structures et en informatique (BASIC, FORTRAN).

Anglais exigé, Allemand souhaité.

un Ingénieur Systèmes Electroniques

Réf: 89/05.M

Mission: Chargé d'études pour la conception-système de l'électronique dans une tour de d'artillerie, cet ingénieur aura en soutien un laboratoire pour la réalisation des maquettes fonctionnelles. Il assurera également l'interface entre les industriels sous-traitants et les utilisateurs.

Formation: Ingénieur électricien ou électronicien possédant de très bonnes connaissances en informatique scientifique.

Un Ingénieur Etudes

Réf: 89/06.M

Mission: Au sein d'une équipe responsable de la maîtrise d'œuvre d'un programme de systèmes d'armes complexes, il sera particulièrement chargé des études théoriques et pratiques ce qui implique de solides connaissances en mécanique des fluides.

Formation: Ingénieur mécanicien spécialisé en mécanique des fluides et possédant de très bonnes connaissances en informatique (BASIC, FORTRAN...).

Anglais courant exigé, Allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, et prétentions en précisant la référence du poste choisi au:
S.I.A.R. Service Facteurs Humains
18, rue du Docteur Zamenhof - 92131 ISSY-les-MOULINEAUX Cedex
MINITEL 3615 code SIAR

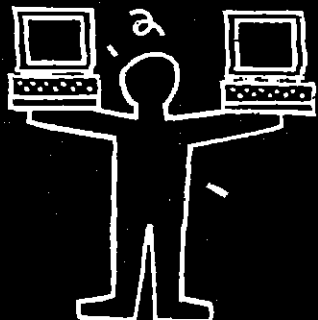
مكرمان الناصر

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

36 15
I M

Maintenant les postes les plus intéressants vous sont personnellement communiqués.



Le système télématique expert de l'emploi des cadres.



de l'aviation aéronautique

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Nous vous proposons de rejoindre le bureau d'études de notre usine de Bordeaux Mérignac.

Notre matière grise nous ouvre les espaces inexplorés de la recherche. Notre intelligence de l'innovation nous projette dans le futur. Notre créativité technique nous installe déjà au cœur des grands paris de demain. Au centre de cette volonté, la passion aéronautique qui fait de nous :

- des industriels maîtrisant tous les aspects de leur profession : conception, développement, industrialisation, vente, support...
 - des pionniers de la recherche des technologies nouvelles : aérodynamique théorique, matériaux nouveaux, calcul de structures, systèmes...
- D'où notre capacité à maîtriser le militaire, le civil et le spatial. Le RAFALE, le FALCON 900, HERMES en sont les témoins. Nos avions intègrent des innovations technologiques qui nous mettent déjà sur l'orbite de l'après 2000.

Un avenir passionnant, une trajectoire ouverte.

Merci d'adresser votre dossier complet à :
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Service du Personnel - Boite Postale 24 -
33701 MERIGNAC Cedex

BEFS TECHNOLOGIES

Société d'ingénierie de 100 personnes qui développe des procédés et réalise des unités en France et dans le monde pour les industries chimiques et carbochimiques recherche :

- un ingénieur process ayant au minimum 5 ans d'expérience en calculs de génie chimique (distillation, transfert thermique, transfert de masse),
- un ingénieur chef de projet industrie ayant au minimum 5 ans d'expérience dans le genre chimique.

Ces postes basés à Mulhouse, au cœur de l'Europe, conviendraient à des candidats ambitieux et à fort potentiel pour une évolution rapide.

La rémunération tiendra compte des capacités et de l'expérience des candidats.

Si ces postes vous intéressent, veuillez transmettre votre C.V. et lettre avec photo et prétentions à :

BEFS TECHNOLOGIES
Service du personnel,
BP 1437, 68071 Mulhouse Cedex.

Ingénieur produits

Le Département Electrometallurgie du Groupe Pechiney, avec 2,7 MF de C.A. et 4 000 collaborateurs est le 3^e producteur mondial de ferro-alliage et le leader sur son marché d'un grand nombre de produits

De formation Ingénieur ou maîtrise de Métallurgie, vous êtes spécialisé dans la métallurgie de l'acier.

Vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la production acier ou dans un service technique, métallurgique ou recherche de la sidérurgie.

Sûr de votre parcours professionnel, vous désirez aujourd'hui rejoindre un groupe de renommée internationale.

En relation étroite avec le Directeur Commercial et Développement, et en liaison permanente avec les services de recherches internes et externes, vous travaillerez de pair avec les chefs de produits.

Votre impact, votre sens des contacts et de la négociation vous permettront de

prendre en charge, auprès de nos clients, la partie technique du produit à créer : définition, promotion, conseils d'utilisation, suivi des études de marketing techniques et de l'évolution du nouveau produit seront les axes forts de votre mission.

Pour remplir ce challenge, vous êtes prêt à voyager en France et à vous envoler en Europe, USA, Asie et Amérique du Sud. Un vaste programme dans lequel votre anglais courant et si possible votre espagnol et/ou allemand trouveront leur juste place.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (Curriculum Vitae, lettre et photo) sous référence ELM 24 à PECHINEY - Service de Recrutement 23, rue Balzac 75008 PARIS.



Stages, 1^{er} emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

Investissez-vous dans le crédit à nos clients.

IBM FRANCE recherche pour ses filiales financières en croissance rapide

DEUX FINANCIERS

Cette offre s'adresse à des cadres diplômé(e)s GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES ou DE COMMERCE (X, HEC, ESSEC ou équivalent) ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience bancaire ou en entreprise dans le domaine du crédit aux sociétés et du financement de ce type d'activités.

- Ces postes situés à PARIS LA DEFENSE concernent les opérations de tarification de nos offres et l'ensemble des aspects de planification opérationnelle et stratégique. Ils permettront une évolution de carrière variée au sein de la Compagnie.

- Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable en raison des implications internationales de ces postes.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous référence E 94 à IBM France Financement, Fonction Finance, M. SCHLEYER, Service 3892, Tour Descartes - La Défense 5 - Cedex 50 - 92066 PARIS La Défense.



DEVELOPPEUR EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Ingénieur GRANDES ECOLES, CHEM, CHEBAP ou équivalent, vous possédez la maîtrise des techniques du foncier et l'aménagement du territoire ne vous est pas étranger. Ayant l'expérience des tours de table et du montage d'opérations, l'organisation des financements et le bouclage des dossiers administratifs ne vous posent pas de problème. Bien entendu, vous êtes l'interlocuteur valable de toutes les fonctions techniques de la construction.

Soutenu par un groupe important vous serez très rapidement le patron d'une équipe chargée de la résolution des problèmes que pose aux industriels toute nouvelle implantation. Cette démarche implique la pratique de relation à haut niveau. Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Henri LAMOR, LAMOR & ASSOCIES, 114 avenue de Suffren, 75015 Paris

Importante société d'aménagement régional du Sud-France

recherche pour son service ingénierie

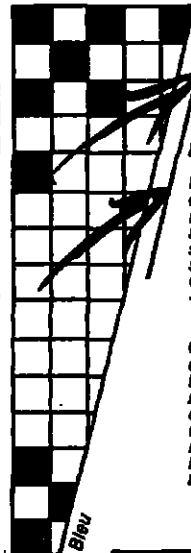
INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

béton armé

- Formation grandes écoles,
- débutant ou quelques années d'expérience,
- anglais exigé. Espagnol apprécié.

Cet ingénieur sera chargé de l'étude et de la réalisation d'ouvrages de Génie civil dans le domaine de l'hydraulique, barrages, adductions, pompes, irrigations. Activité en France ou à l'étranger pour des missions de courte et de longue durée. Nombreux contacts avec la clientèle.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo s/n° 8432 à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



un Ingénieur d'Applications HF

Une PME établie à Montpellier en plein développement, spécialisée dans l'étude et la fabrication de cartes et de systèmes industriels, filiale d'un Groupe Industriel Français (300 personnes), recherche un ingénieur diplômé, responsable du support technique auprès d'une clientèle européenne, pour son antenne commerciale située à PARIS

Ce poste intéresse :

- Un ingénieur électronicien avec une expérience de 3 ans dans l'utilisation des cartes VME, des systèmes temps réel et des langages assembleurs 68xxx et C.
- Cette mission consiste à assurer l'interface entre les équipes commerciale, technique et notre clientèle. Des démonstrations, présentations, mises en place de matériel et essais "IN SITU" étude et réalisation de modification des produits sont à réaliser.

Une très bonne pratique de l'anglais, des qualités rédactionnelles et relationnelles sont indispensables pour ce poste. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Disponibilité rapide souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à M.P. BERGER-LEFEBURE - CELOGIC S.A. 8, rue de la Croix-Verte - 34080 MONTPELLIER CEDEX 2

INFORMATIQUE PÉTROLIÈRE SCIENTIFIQUE

1. **INGÉNIEUR CONSULTANT**
(X, mines, centrale, ENSPM, CES raffinage...) ayant une expérience minimum de dix ans dans le domaine du process control.

2. **INGÉNIEURS CHIMISTES DÉBUTANTS**
ayant une formation grande école (X, mines, centrale, ENSPM, CES raffinage...) ou universitaire (doctorat) pour réaliser des études dans les domaines du process control, de la simulation de procédé... et des développements informatiques dans ces domaines.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions de salaire à

IPS service du personnel
35, rue Richemont, 92800 PUTEAUX.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Applications Spatiales INGENIEUR D'AFFAIRES

Toulouse

CLS (Collecte et Localisation par Satellite) a pour activité l'exploitation mondiale du système ARGOS et de tout autre système similaire. Les applications : Météorologie, Océanologie, Hydrologie, Ecologie, Maritimes. Le système ARGOS est le fruit de la coopération entre CNES, NASA et NOAA.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, cet Ingénieur d'Affaires a pour mission d'assurer l'interface entre les utilisateurs potentiels et CLS, pour l'utilisation des systèmes de localisation et de collecte de données proposés. Il intervient tant au niveau des nouveaux produits à définir, qu'au niveau des nouvelles applications chez les clients : véritable coordinateur de groupe de projets, il fait intervenir aussi bien les équipes techniques de CLS, que les sous-traitants ou les spécialistes des domaines d'applications concernés. Le poste est situé à Toulouse et nécessitera de nombreux déplacements dans le monde entier.

Agé d'environ 30 ans, cet Ingénieur d'Affaires est de formation Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent. Il a acquis une expérience de 3 ans minimum dans la coordination de projets, comme Ingénieur Généraliste de préférence. Anglais courant.

Qualités requises : dynamisme, esprit d'initiative, esprit de synthèse, autonomie, qualités d'organisateur.

Les conditions offertes, l'ambiance de travail, la croissance tout-à-fait exceptionnelle des activités de la Société, le produit, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, ss réf. M 20/1894 L à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Océane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

DIRECTEUR DE LA RECHERCHE BIOLOGIQUE

Ce centre de recherche basé en France dans une grande ville universitaire est l'un des deux centres de recherche d'une firme pharmaceutique internationale. De nouveaux projets conduisent cette société à créer le poste de directeur de la recherche biologique.

Rattaché au directeur de R & D, sa principale mission est de coordonner les activités des trois services de pharmacodynamie, de toxicologie, de pharmacocinétique animale, métabolisme et biochimie. Il gère une équipe de 30 personnes (7 cadres) dont il doit superviser l'activité pour faire aboutir les projets en cours dans les meilleurs délais. Il doit également proposer de nouveaux projets R & D.

Nous souhaitons rencontrer un médecin, biologiste, pharmacien ou vétérinaire âgé de 35/45 ans. Il possède une expérience de quelques années à la tête d'une équipe de pharmacologie ou toxicologie où il a vécu le développement d'un programme de R & D jusqu'à l'Autorisation de Mise sur le Marché.

Il a pratiqué l'évaluation des médicaments aux normes européennes au moins. Il a donc une expérience de R & D à l'international. En plus des compétences techniques, la rigueur, l'efficacité, la capacité à animer une équipe sont nécessaires pour réussir à ce poste.

La connaissance de l'anglais et du français est nécessaire.

Ce poste peut être très évolutif au sein de ce centre de recherche et développement.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 12/1895 F à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Bani - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Ingénieur électronicien

L'Institut de Recherche Fondamentale du CEA recherche pour le Grand Accélérateur National d'Ions Lourds à Caen le responsable du groupe Electronique de son Service Développement.

Ce groupe constitué d'une quinzaine de personnes, ingénieurs et techniciens, gère et développe les systèmes électroniques et micro-informatiques installés auprès des accélérateurs ; d'autre part il assure une mission de coordination générale en électronique auprès des utilisateurs.

Issu d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience professionnelle de 1 à 5 ans si possible auprès d'accélérateurs ou d'installations homologues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre) sous référence L.M. 19.07 à Alain JOUBERT - CEA/GANIL - BP 5027 - 14021 CAEN CEDEX.

cea

La Filière Matière Grise

INGENIEURS D'ETUDES ECP, MINES, PONTS, A&M, ESTP, CHEBAP...

SOLETANCHE

Avec un CA de près de 1,5 milliard de francs et des références de tout premier plan, nous sommes l'un des leaders incontestés des Travaux Publics (fondations spéciales et génie civil). Notre développement nous conduit à rechercher des ingénieurs d'études à qui nous confierons la réalisation d'études techniques de nos projets d'infrastructures et de fondations en réponse aux appels d'offres ou en exécution de travaux.

Ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole, ayant éventuellement une spécialisation complémentaire (Master of Sciences, DEA), vous pourrez valoriser votre expérience professionnelle de 3 à 10 ans et exprimer pleinement vos potentialités au sein d'une équipe d'ingénieurs confirmés d'une trentaine de personnes. Vous utiliserez un outil informatique évolué : CAO, DAO, système expert. Vous parlez au minimum l'anglais. Postes basés au siège de la Société à Nanterre (92).

Vous souhaitez rejoindre une équipe de talent et donner un nouvel élan à votre carrière : merci d'écrire sous réf. 5621/M avec CV détaillé photo et salaire actuel à notre Conseil, PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES, 83, rue Joffroy - 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLON
& ASSOCIES



JEUNE INGENIEUR ETUDE ET DEVELOPPEMENT

Groupe d'envergure européenne - 2,3 Milliards de C.A. - numéro 1 en France dans notre spécialité, nos produits évoluent vers les technologies les plus avancées.

Vous avez une formation d'ingénieur INSA, Arts et Métiers, ICAM..., débutant ou avec une première expérience en Recherche et Développement, orienté produits mécaniques.

Vous serez chargé :

- de l'étude et du développement de nouveaux produits en relation étroite avec le Marketing et les Départements opérationnels
- du pilotage des sous-traitants et de l'assistance technique Usine
- de l'étude des produits des filiales et de répondre à leurs besoins
- de l'amélioration des produits existants dans un souci de qualité et de rentabilité

Pour réussir pleinement, vous devrez nous démontrer à la fois vos qualités d'autonomie, votre capacité de travail en équipe et votre créativité. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

En donnant une dimension stratégique à votre action, vous donnerez une dimension stratégique à votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 31404 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra - 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

FORMATEL, L'INFORMATIQUE EN MOUVEMENT

Intervenir en temps et en heure, c'est tout naturel. Le faire en prenant le temps de prendre de l'avance technologique, c'est rare. Depuis 1984, notre performance en TEMPS repose sur une exclusivité en MOUVEMENTS :

2
3

INGENIEURS

(Supélec, Télécom, ENSEEIHT...)

D'abord le forfait. A l'exclusion de toute autre type de service, il garantit à nos clients le meilleur de notre travail.

Et si vous deveniez notre 3ème mouvement ?

Si vous avez la passion de notre métier, nous aurons la passion de vous préparer à la réalisation de projets ambitieux intégrant les techniques les plus sophistiquées : méthode MERISE, Langage C, Windows, OS/2, Réseaux locaux...

Puis la compétence. Formatel représente aujourd'hui une somme de compétence exclusive. C'est là notre véritable valeur ajoutée.

Envoyer CV et prétentions à **FORMATEL**, service Recrutement, 16 rue Chopin, 92120 MONTRouGE.

Administration

recherche par voie de contrat pour renforcer l'équipe informatique

UN PROGRAMMEUR COBOL

DISPONIBLE DÈS AOUT 1989

Débutant(e) ou familiarisé(e) avec un environnement DPS. Lieu de travail : Paris-13^e.

Merci d'adr. votre candid. avec C.V., photo et présent. à : Kamel El Baccouche, IN2PS 20, rue Barbier-du-Mets, 75013 Paris.

Matériaux et produits spéciaux
Recherche et développement
Chimie

Défense
Espace

SNPE recherche un

Jeune Ingénieur Chimiste Sud-Ouest

Pour votre début de carrière, vous aurez à assurer dans le secteur VERNIS A ONGLES, le transfert de technologie, le développement et le suivi de la sous-traitance.

- vous parlez bien l'anglais,
- vous appréciez le Sud-Ouest,
- Vous aimez travailler dans une petite équipe, avec les perspectives offertes par un grand groupe...

Envoyez rapidement à J. Sendret, SNPE, BP 828, 24108 Bergerac Cedex.

SNPE

LES HOMMES plus DE QUALITE

La Direction des Constructions et Armes Navales de Toulon, le plus important établissement de la Délégation Générale pour l'Armement recherche en vue de mener à bien les projets d'équipements et systèmes d'armes de Navires confiés à ses Centres d'Etudes ainsi que pour son service informatique de gestion

10 A 15 INGENIEURS

diplômés d'Ecoles centrales, ENSI ou titulaires de diplômes équivalents de l'université

Pour la mise au point des bâtiments et des systèmes embarqués, ces ingénieurs débutants ou confirmés, se verront confier des tâches de responsabilité en recherche, conception, expérimentation ou évaluation ; intégrés au sein d'équipes pluridisciplinaires, disposent de moyens conséquents dans des laboratoires situés dans la région toulonnaise, les candidats devront avoir le goût des techniques de la mer et des compétences dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- TRAITEMENT DU SIGNAL, MÉCANIQUE DES FLUIDES ACOUSTIQUE SOUS-MARINE,
- MÉCANIQUE DES SOLIDES, CHIMIE, TÉLÉCOMMUNICATION, ÉLECTRONIQUE,
- VIBRATION, RÉSEAU INFORMATIQUE LOGICIEL.

Adresser très rapidement dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.,...) à :

La Direction des constructions et armes navales de Toulon (S.O.C.), 83800 Toulon Naval.

هكذا من الآخر

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

dei

Le groupe des Formations DEI, présent dans 85 pays : 6000 personnes, 5,5 milliards de CA dont 50 % à l'étranger.

Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de sa puissance, d'une équipe performante et de moyens solides : un centre serveur IBM 4381 et 4341, VM, VSE, CICS, SOL, NIMROD, un réseau d'IBM 36, micro PC/PS...

Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Organisateur

Rattaché à la cellule Organisation de la Direction de l'Organisation et de l'Informatique, vous :

- effectuez des recommandations d'orientation stratégiques informatiques, participez à la réalisation des schémas directeurs, réalisez les pré-études, assurez la coordination informatique des filiales industrielles étrangères (Maroc, Espagne...).

Votre formation supérieure et votre expérience d'au moins 5 ans en systèmes d'information et en gestion vous ont donné un solide bagage informatique et un sens du dialogue à toute épreuve.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre, en précisant la réf. 01/53A, à Agnès Chéreau.

TEMPS dense
INGÉNIEUR DES CARRIÈRES
3, rue de Liège 75009 Paris.

STEIN HEURTEY

LA VOLONTÉ DE L'EXCELLENCE

Sur le marché MONDIAL, STEIN HEURTEY conçoit, étudie, réalise et met en service des équipements thermiques industriels. Aujourd'hui pour des carrières internationales, nous recherchons des ingénieurs diplômés à fort potentiel.

INGÉNIEURS

INSTRUMENTATION/ELECTRICITE

Une expérience réussie de plus de deux ans de la réalisation de l'instrumentation (régulation et automatisme) et de l'électricité des procédés industriels a développé son goût du travail en équipe et sa capacité à gérer la technique et les budgets qui lui sont associés.

La fonction comprend :

- la définition des matériels électriques et de l'instrumentation nécessaires à nos équipements
- le suivi technico-commercial de nos sous-traitants
- la coordination de nos moyens d'étude avec l'ensemble de la réalisation.

Pour ces postes basés à EVRY, une grande disponibilité et la connaissance de l'anglais (une autre langue est un plus) seront des atouts nécessaires. L'évolution est assurée dans le groupe pour des candidats à fort potentiel.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 0913 au Service du Personnel - STEIN HEURTEY - B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX.

L'ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS,
Directement rattaché au Ministère de la Défense, recherche :

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT SYSTÈME ET CAO

Au sein du Centre d'Informatique Scientifique, vous serez chargé :

- de l'organisation et de l'administration des systèmes en place ; de l'élaboration des recommandations au maintien et à l'évolution des logiciels de base, des équipements, des réseaux de transmissions, et des outils de CAO ; de l'animation de la politique de mise en œuvre de la CAO ; des études, du développement et de la mise au point de systèmes dédiés à l'informatique industrielle.

De formation INGÉNIEUR ou DOCTORAT, vous pouvez être débutant, mais une première expérience sera un plus.

Si vous alliez rigueur, méthode et curiosité d'esprit, nous vous remercions de contacter notre Conseil, sous réf. LM 147

MIREILLE PROUST
CONSULTANTS

18, rue Saint-Jean
49100 ANGERS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

CHEF DE PROJETS

Société Industrielle matériels d'équipements mobiles, taille moyenne, réalisant 60% de son CA à l'exportation, cherche, dans le cadre de son développement, à adjoindre à une équipe dynamique un jeune ingénieur grande école à qui elle offre une réelle opportunité d'évolution de carrière.

Homme de communication, il aura d'abord la responsabilité de l'évolution de l'informatique, notamment de la GPAO, en liaison et avec l'appui de l'équipe de Direction.

Sa formation d'ingénieur devra lui permettre ensuite de prendre en charge les autres applications que nécessite le développement de la Société, notamment CAO, électronique et informatique embarquées sur les produits de l'entreprise.

Bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste est basé à proximité d'une grande ville de l'Est.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 29/1899 à CONTEXTE PUBLICITE 23, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Schlumberger Industries

Instrumentation Spatial - Aérospatiale

ENREGISTREMENT MAGNETIQUE DU LINEAIRE AUX TÊTES TOURNANTES

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

METHODES/TEST
Ingénieur analogicien

Jeune ingénieur, vous disposez déjà d'une expérience en développement de matériel électronique. Vous assurez la conception et la réalisation de bancs de tests en coordination multi-service. Réf. MTA

ENREGISTREMENT LINEAIRE
Chef de projet

Numéricien expérimenté (HF, circuits hybrides, magnétisme), vous serez chargé de la mise au point et de l'achèvement de l'électronique d'un scanner. Réf. ELP

TÊTES TOURNANTES
Ingénieur analogicien

Analogicien expérimenté (HF, circuits hybrides, magnétisme), vous serez chargé de la mise au point et de l'achèvement de l'électronique d'un scanner. Réf. TTA

Nous mettons à votre disposition un important laboratoire d'électronique et des outils avancés d'analyse et de simulation analogique. Dans un environnement international, vous développerez vos compétences techniques et humaines. A ce titre, la pratique de l'anglais est souhaitable. Merci, pour un premier échange d'adresser votre CV, lettre et photo à la Direction du Personnel. En outre d'autres postes d'électroniciens sont à pourvoir au sein de la division.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Acquisition de Mesure et Enregistrement Magnétique
1, rue Nieuport 78141 Velizy-Villacoublay

TÊTES TOURNANTES
Ingénieur d'étude Asservissements et Puissance

Vous possédez 5 ans d'expérience en Etudes ou Méthodes. Nous vous confierons le développement jusqu'au dossier de l'étude de fonction asservissement, puissance et alimentation. Réf. IAP

Ingénieur d'étude Egalisation

Vous possédez au minimum 3 ans d'expérience en Etudes ou Méthodes et connaissez l'électronique analogique. Vous assurez le développement jusqu'au dossier de l'étude de l'égaliseur adaptatif. Réf. EGG

Ingénieur d'étude Formattage

Vous connaissez l'électronique numérique, CAO et possédez 3 ans d'expérience minimum en Etudes ou Méthodes. Vous assurez le développement complet de la chaîne de formattage. Réf. FO

SOPHIA ANTIPOLIS

Prendre le large pour mieux détecter sa voie !

INGÉNIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Débutants et expérimentés

- **Dispositifs à ondes acoustiques de surface et/ou de volume**
Responsable d'une ligne de produits, vous concevez et développez des dispositifs répondant aux besoins des clients. De formation Grandes Ecoles (ENST, ESE, ENSAE, INPG, ENSAM, ENSTA...), vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience (2-3 ans) et vous possédez nécessairement des connaissances en hyperfréquence et en traitement du signal. Réf. 07/01/DTAS
- **Composants optiques**
Débutant ou première expérience, vous êtes un ingénieur Grandes Ecoles spécialisé en optique/opto, électronique, physique des matériaux. Réf. 07/02/DTAS
- **Composants à ondes de surface nouveaux et/ou de sondes d'échographie médicale.**
Au sein de notre service Recherche Acoustique, vous prenez en charge la conception et le développement de ces produits. Débutant ou première expérience, vous êtes ingénieur Grandes Ecoles spécialisé en hyperfréquence et traitement du signal. Réf. 07/03/DTAS

RESPONSABLE SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Négocier les contrats pour le département, assurer le contrôle de la sous-traitance à l'échelle mondiale, gérer les demandes d'achats, participer à la maîtrise des coûts, tel est le challenge de ce poste. De formation ENSAM, ESAP, INSA..., vous possédez une expérience de 1 à 3 ans dans la branche de l'électronique, de la physique et des connaissances en Droit commercial. Anglais exigé. Réf. 07/04/DTAS

Situés à Sophia Antipolis, ces postes vous permettent d'exercer votre capacité à innover, à vous impliquer dans des projets d'envergure et d'évoluer au sein de notre groupe, attentif à la gestion des cadres.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, rémunération actuelle) à Philippe REDELSPERGER
THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - 525, route des Dolines - BP 38 - 06561 VALBONNE CEDEX - Tél : 92.94.30.40

THOMSON

SECTEURS
DE POINTEJEUNES INGENIEURS,
VIVEZ L'ESSOR FRAMATOME !

Nous vous invitons à rejoindre un grand groupe industriel qui maîtrise sa diversification : connectique, informatique, aéronautique, espace,...

Immédiatement, vous participerez à l'essor de notre activité Produits et Services Nucleaires, dans un environnement technologique qui vous permettra de valoriser votre formation d'INGENIEURS GENERALISTES OU MECANICIENS.

Les fonctions que nous vous proposons sont évolutives car à la fois techniques, relationnelles et surtout très autonomes :

Ingénieur d'études

Vous constituerez et gèrerez les dossiers d'études mécaniques démontrant la performance des nouveaux produits. Vous ferez donc appel à vos compétences en calcul, résistance des matériaux et vibrations. Vous travaillerez en liaison étroite avec le Département Réalisation (Réf. : SB 03/A).

Ingénieur développement

Vous définirez et concevrez les outillages très sophistiqués qui sont utilisés lors des interventions en centrales. Vous êtes chargé de négocier avec les entreprises qui se chargeront de la fabrication. Vous pourrez développer vos compétences en conception mécanique, en automatismes et votre sens de l'innovation. (Réf. : SB 03/B).

Ingénieur préparation d'interventions

Vous préparez les interventions en centrales nucléaires, vous définissez les prestations des entreprises sous-traitantes, vous assurez le suivi des réalisations. Nous attendons de vous le sens de l'organisation, de la rigueur technique, mais aussi des capacités d'innovation (Réf. : SB 03/C).

Ingénieur méthodes, qualité

Votre mission consiste à élaborer le dossier technique de fabrication du combustible nucléaire, à partir des documents de conception remis par les Etudes. Vous assurez l'entretien et l'évolution de ce dossier en liaison avec les fabricants et les clients (Réf. : SB 03/D).

Responsable d'interventions

Vous conduisez des opérations de maintenance spécialisée et dirigez des équipes de techniciens hautement qualifiés. Vous planifiez, coordonnez les interventions et vous êtes l'interlocuteur du client. Votre profil : ingénieur généraliste, intéressé par une fonction très opérationnelle à l'échelle internationale (Réf. : SB/E).

Les maîtres-mots de notre activité sont QUALITE, SECURITE, FIABILITE.

Si vous souhaitez partager notre défi et participer à nos projets d'envergure internationale, adressez votre lettre manuscrite et CV à GROUPE FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon, sous la référence choisie.

GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

LE DEPARTEMENT ASSEMBLAGE AUTOMATISE
de RENAULT AUTOMATION N°1 FRANÇAIS DE LA PRODUCTIQUE
(1 700 personnes dont 550 Ingénieurs et Cadres)
renforce ses équipes de concepteurs-réalisateurs et recherche
plusieurs ingénieurs de formation mécanique
avec des connaissances en automatismes.

CHEFS DE PROJETS
JUNIOR ET SENIOR

Ingénieur débutant, vous participerez aux études et à la mise au point de nouveaux projets de lignes d'assemblage automatisées.

Ingénieur confirmé en relation avec les clients et les commerciaux, vous conduirez et gèrerez ces projets dans leur intégralité.

Adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 89.50 à la Direction des Ressources Humaines - RENAULT AUTOMATION Centre Parly 2 B.P. 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX. Les postes sont basés au Sud de Paris à Evry (91).

Renault Automation

samovie
SOCIETE DE TRANSITIQUE
LEADER
SUR SON MARCHE
implantée dans l'Ouest
recherche pour dynamiser
le développement du secteur
AGRO-ALIMENTAIRE
ELECTRONIQUE
DISTRIBUTION

INGENIEURS COMMERCIAUX

A 35 ans environ, vous êtes un Commercial confirmé et maîtrisez parfaitement les techniques de vente de produits industriels. Vous connaissez la manutention légère automatisée et ses applications. Vos compétences techniques vous permettront de proposer à nos clients les solutions adaptées à leurs problèmes de maintenance, intégrées aux processus industriels automatisés dans un environnement flexible. Postes basés en France. Votre disponibilité et vos talents vous feront réussir cette mission ! Adressez votre candidature avec CV photo et prétentions à CORUS 25, rue de la Boétie - 75008 PARIS, qui transmettra.

Société de biotechnologie en pleine expansion, filiale d'un groupe industriel, spécialisée dans le diagnostic innovant (anticorps monoclonaux, peptides synthétiques, biologie moléculaire) recrute :

• Pour son centre de recherche, deux

Responsable de services
1 VIROLOGISTE
1 IMMUNOLOGISTE

Titulaires d'une thèse de doctorat en sciences, en médecine, ou en pharmacie, ou équivalent, disposant d'au moins 3 années d'expérience dans ce domaine.

• Pour son centre de production, un

Responsable de service
CONTROLE QUALITE

ayant une expérience d'au moins 3 ans dans un poste équivalent (maîtrise de techniques immunologiques, statistiques, et micro-informatique. La connaissance des procédures FDA serait un plus).

Postes basés à Paris.

Merci d'env. votre dossier de cand. (lettre, C.V., photo) sous réf. 7491 à Agence François Siroz : 53, av. P.-Brossolette, 92120 Montrouge, qui transmettra.

Le Monde
CADRES

District de l'agglomération
de Montpellier
300 000 habitants
Organisme en pleine évolution

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES SERVICES TECHNIQUES

diplômés grandes écoles souhaités.
Poste à pourvoir immédiatement.

Adressez C.V. + lettre de candidature à :
District de l'agglomération de Montpellier
14, rue Marcel-de-Serres, 34000 MONTPELLIER.

Centre de formation
de l'École nationale
de l'air, recherche
pédagogique, un

FORMATEUR EN

MICRO-ÉLECTRONIQUE

Niveau BTS/DUT (H/F), professionnalisme confirmé, 3 à 5 ans d'expérience en entreprise. Saitre motiver + divers avantages sociaux. Poste immédiatement disponible.

Env. C.V. s/réf. 8088 à CFC, BP 300, 78004 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Recrute adjoint direction

MJC de Paris (H/F)

DEFA ou BTS DUT commerce.

Exp. en C.V. à un MJC, 11, av. A.-Sorel, 14000 Caen.

IMPORTANT

STYLISTE ALÈS

Filiale d'un grand groupe

recherche

CHIEF DE PROGRAMMES

IMMOBILIERS

ENTREPRISES

attaché à un directeur de

projet, 3 ans d'exp. en

montage d'opérations immobilières dans leur ensemble.

Ce poste convient à un candidat âgé d'entre 25-35 ans, de formation supérieure E.S.C. ou I.E.P. ou école d'ingénieur, ayant 2 années d'exp. professionnelle antérieures.

Adressez lettre man. C.V., photo et prêt à PERCEVAL, 16, rue d'Alsace, Paris-6, à l'at. de Valérie Harnagel.

URGENT

recherche

INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

UNIVERSITÉS

ENSI

Débutants et 2-3 ans

d'expérience pour postes

5 mois et +. Pratique du

FORTRAN sur gros systèmes

exigée. Merci d'adresser

vos C.V. à T21, 242, bd

Jean-Jaures, 92100 Boulogne

sur le Canal, 47-48-49, 92

France Lausanne.

Pour résidences hôtelières
économiques.

GESTIONNAIRES

organisés, rigoureux, adaptables, soucieux de qualité et capables de communication efficace avec clientèle diverse.

Logement les fonctions

concernées. Appointement

12,5 mois, prime de résultat, avantage en nature.

Adressez lettre manuscrite.

C.V. et photo à :

ADP,

14, r. de Péron, 75004 Paris.

Lycée tropical des Grilles,

ch. professeur d'anglais,

exp. terminales, logement,

écrit, détail, 94-91-85-88, N.Y.

Lycée privé sous contrat,

région Rhône-Alpes, recrute

pour la rentrée prochaine

UN PROFESSEUR

pour enseigner en

CLASSE PRÉPARATOIRE

L'ÉPREUVE N° 6 DU DECF

(EX. IV 11)

Expérience d'enseignement

soignée. Niveau requis

supérieur à 1000 h.

Envoyez votre C.V. à :

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montmoyrie

75007 Paris.

Cherche Professeur

équipements scolaires

culturels.

48-48-28-42.

formation

professionnelle

JEUNES ARCHITECTES

à la recherche d'un emploi

Le ministère de l'Équipement

et de l'habitat recherche

des jeunes architectes

diplômés de l'École

supérieure d'Architecture

de Paris, ou équivalent,

organisant un stage de 10

semaines à compter d'octobre 1989

supplément de 100 000 F

et de nourriture

en casernement.

Thème : l'architecture et le

management urbain.

Résumés, venant par l'Etat.

Adressez note de motivation

et C.V. avant fin août à :

Y. AGUILAR,

7, rue du Châtelet, 93000

BOULOGNE.

33000 BORDEAUX.

ETUDIANT

(licencié) cherche

emploi en juillet,

soit à l'étranger.

Tél. : 42-04-24-02.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements

ventes

6^e arrdt

VAVIN LUXEMBOURG

67 m², 2^e ét., 3^e ét.

2 350 000 F.

48-53-28-42.

8^e arrdt

ÉTOILE 265 m²

Imm. 1000, 11 800 000 F.

VUE ARC TRIOMPHAL.

48-53-28-42.

94

Val-de-Marne

A VENDRE VITRY-MAIRIE

Libre fin août 89

(2 km Pas Chézy) par RN 308

App. 4 p. 91 m² + 4 m² (garage)

au 7^e ét., imm. 1970, 600

ordin. cuisine, au vif-vif.

Grande, salon, séjour, cuisine

11 m² et 14 m², cuis. aménag.

W.C., salle de bain, plac.

W.C., plac. comm. plac.

châssis centr. colles par radiat.

offices, grande cave, parking

en sous-sol. Prix commercial.

Libre tout de suite.

Prox. bus 182, 180, 132, 172.

à 10 km M.L.-Angon ou RER C.

Prix : 880.000 F.

(Agence s'abstenir.)

Tél. de 9 h à 11 h et de 21 h

à 23 h, av. 48-48-47-58.

appartements

achats

Recherche 2 à 4 pièces

PARIS, préférence RIVE GAU-

CHE avec ou sans travaux.

FASE COMPT. des notifs.

48-73-48-07 même la soir.

locations

non meublées

offres

Paris

Studio à louer, 35 m², 9^e ét.,

sec. à Boulogne, 3 000 F CC.

45-24-42-10, le matin.

47-31-42-80, le soir.

villas

Perle (95).

Vend villa (1972),

entièrement rénovée,

230 m² habitables sur

1 500 m² de terrain

aménagé, abrite à 30 min. de

600 000 F HT

30 min. de la Défense par

l'autoroute A 15 et

par le RER ligne C.

Prix : 1 700 000 F.

Tél. : 34-04-88-15.

A SAISIR

VOS CAUSES MUTATION

60 PAYS DIRECT AUT. SUD

MONTAGNIS (45)

Ville de comm., dot. par

5/ans terrain clos paysagé

2 500 m² belle plaine.

Splend. villa, comm., trad.

récept. sq., salon charm.

cuis. 12 équipés, 3 chbres,

bains, W.C., pl. gar. beau

grn. aménagé, ch. comm.

Prix tot. 460 000 F, ex. 100 %

remb. comme un tout comm.

(10) 38-55-22-22, 24 h/24.

propriétés

Oise, Seine, ch. remises, 90

de Paris, prop. 19^e, restaur.

15^e Mntre, 40^e

Paris et banlieue

pylons, terrasses, étangs,

fontaines, etc.

PAIEMENT COMPTANT

chez votre notaire.

PROVENCE-LIBERON

Belle bâtisse int. en pierre,

agréée public, surf. 853 m²

Prix 1 298 m² 2 400 000 F.

Tél. : (16) 80-77-80-01.

Goudan, CEN, 10 km St-

Quen-Port. Maison de mas-

sur, en L. rest. sur 800 m²

bord riv., pierres, poutres

expos., grand four ard.,

120 m² habit. 5 p., bain,

rang. chauff. éléc., dble

sol, gar., terr., dépend.,

100 m² jard. arb., chaux,

plâche, tennis, vola, golf,

SOMMAIRE

- Pour les entreprises françaises, la Chine continue d'être un marché très prometteur. Pas question pour elles d'abandonner les négociations en cours (lire ci-dessous).
- La mission de bons offices confiée à M. Jean Lavergne pour l'affaire des « dix » de Renault ne donne pas satisfaction à la CGT (lire page 25).
- Profitant elles aussi, de la croissance économique, les banques françaises ont repris des parts de marché en 1988 (lire page 24).

Après les événements du printemps

Une réduction de l'aide publique à Pékin générerait beaucoup certains grands contrats

Les entreprises françaises continuent de considérer la Chine comme un marché très prometteur. Après une courte période d'attente et d'observation début juin, siôt après les événements de Pékin, les négociations sont reparties de plus belle.

D'un côté, le gouvernement français a décidé de geler le prêt de 830 millions de francs destinés à la Chine, dont l'annonce avait suscité la protestation de quatre personnalités (Henri Cartier-Bresson, André Glucksmann, Bernard Henri-Lévy et Yves Montand) signataires d'une déclaration commune.

L'autre côté, précise-t-on à Bercy, au ministère de l'économie et des finances, ne relève que de la mise en œuvre technique d'un accord compris dans le traditionnel protocole de printemps, signé fin mai, donc avant les événements. L'accord étant signé, la procédure a suivi son cours, ajoute-t-on.

L'agence Chine nouvelle avait, elle, présenté l'octroi de ces facilités financières comme le résultat d'un accord qui aurait été signé le 11 juillet - c'est-à-dire bien après les événements - entre la Banque de Chine et le Crédit national de France au nom de leurs deux gouvernements.

Le protocole conclu entre la France et la Chine a, selon nos informations, été discuté à la fin du mois d'avril mais n'a été entériné qu'en juillet. Ces précisions ont leur importance dans la mesure où elles donnent relativement raison aux affirmations contradictoires de Paris et de l'agence Chine nouvelle qui semble s'être fait un malin plaisir de mettre la France dans l'embarras, probablement parce que notre pays abrite des dissidents.

Une chose apparaît certaine : il est très difficile et lourd de conséquences d'annuler des promesses de crédits quand le protocole

a déjà été discuté même si celui-ci n'a pas encore été formellement entériné.

Le protocole France-Chine prévoyait deux tranches de crédits : une première de printemps portant sur 1,6 milliard de francs pour des projets d'Alstom, Technip, FCB (Fives Cail Babcock) mais aussi - pour de moindres sommes - EDF, Celler, Valéo. C'est sur la seconde tranche prévue pour l'automne que le gouvernement français peut encore agir en gelant les crédits.

Par ailleurs, la déclaration sur la Chine, adoptée samedi 15 juillet par les sept plus grands pays industrialisés lors du « sommet » de l'Arche, a confirmé la suspension par la Banque mondiale de tout nouveau crédit à destination de Pékin. Le Japon, jusqu'ici réticent, a fait part de sa décision de geler les quelque 810 millions de yens (soit 37 milliards de francs) qu'il projetait de prêter à la Chine entre 1990 et 1997.

La Chine reste un marché

(Suite de la première page.)

L'annonce faite lundi 17 juillet par le ministre de l'économie et des finances du gel d'un prêt public de 830 millions de francs prévu dans le protocole conclu au printemps entre les deux pays risque fort de gêner les entreprises françaises engagées en Chine. Certaines grosses opérations se font heureusement au comptant comme la vente de trois cents locomotives par Alstom, contrats conclus en 1985 pour 1,5 milliard de francs, ou celle d'Airbus en 1986 à la CAAC pour 700 millions de francs. L'énorme commande de 15 milliards de francs sur cinq ans d'une centrale nucléaire en construction à Daya-Bay dans la partie méridionale du pays s'est faite - outre un prêt de la Banque mondiale - sur des crédits commerciaux garantis mais aux taux normalement pratiqués dans les pays industrialisés. La Banque mondiale, quant à elle, a fait savoir qu'elle ne gèlerait pas les crédits pour les opérations en cours, seuls les nouveaux projets étant touchés.

construction de la centrale de Daya-Bay, EDF fournissant des services.

Alstom, de son côté, construit deux grosses centrales thermiques au Sichuan, dans le sud-ouest du pays, près de Chengdu et près de Chongqing, ainsi qu'une autre centrale au sud de Shanghai à Beilungang. En tout, 3,7 milliards de francs sur quatre ou cinq ans pour des contrats signés en 1987 en ce qui concerne les deux premières et en mars dernier pour la troisième.

Le gel des crédits publics

Quelle technologie adoptera la Chine, qui possède d'immenses réserves de charbon mais mal placées, au Nord, par rapport aux lieux de consommation ? Les centrales nucléaires ont peut-être encore des chances ici.

En ce qui concerne les télécommunications, la France, avec CIT-Alcatel, s'est taillé la part du lion, signant en janvier 1985 et en janvier 1988 deux importants contrats de 450 millions de francs chacun. Le premier, qui est maintenant totalement réalisé, portait sur la fourniture de 100 000 lignes (14 centraux électroniques E10) pour Pékin ; le second, en voie d'achèvement, porte sur 200 000 lignes (10 centraux E-10) également à Pékin. Deux autres contrats devaient être signés prochainement pour l'installation de plusieurs centaines de milliers de lignes dans deux provinces.

De plus, la filiale belge d'Alcatel (Alcatel Bell Telephone) avait créé en juillet 1983 un joint-venture (société commune) avec les Chinois (PTIC) pour la mise en activité d'une usine à Shanghai. Celle-ci, qui fonctionne depuis 1985, est dirigée par un Belge et emploie mille personnes : la Shanghai Bell Telephone Equipment Manufacturing Company

(SBTRMC) fabrique des centraux publics du type système 12. Alcatel Bell Telephone possède 30 % du capital du joint-venture, le gouvernement belge 10 % et les Chinois 60 %. Un deuxième joint-venture - Belling - a été constitué entre Alcatel Bell Telephone et la Chine pour la production de chips (puces électroniques) à Shanghai.

Enfin Technip (ingénierie), qui avait fait une percée en 1970 sur le marché chinois et s'était retiré à la fin de la décennie, est revenu l'année dernière, réussissant plusieurs belles opérations : brasseries et unités de production d'engrais, le tout dépassant 1 milliard de francs.

Citroën à Wuhan, L'Air Liquide, Thomson, ont également des projets, tandis que Peugeot, qui a constitué un joint-venture en 1985, assemble à Canton sept mille pick-up 504 par an, mais s'est fixé des objectifs ambitieux : quinze mille véhicules l'an. Degremont (fourniture d'eau potable) poursuit également ses chantiers.

Aucun de ces projets ou accords n'a jusqu'à présent été remis en cause, le seul élément susceptible de perturber la stratégie des entreprises françaises en Chine étant le gel prolongé de crédits publics qui dans beaucoup de ces affaires jouent un rôle très important.

Mille Français expatriés

Des mesures politiques de rétorsion prises par le gouvernement français compliqueraient la tâche des entreprises sur un marché déjà difficile et coûteux à prospecter. Un cadre expatrié coûte 1 million de francs l'an environ, et seules les grandes firmes (Alstom, Alcatel, Framatome, Peugeot...) peuvent financer un bureau permanent. C'est la raison pour laquelle il n'y a au total que 1 000 Français expatriés travaillant en Chine pour les entreprises. Rapatriés pour la plupart lors du drame de Pékin, ils

sont à nouveau presque tous sur place.

Le comité Franco-Chine, créé il y a dix ans, joue heureusement auprès du gouvernement de Pékin un rôle assez efficace de lobby. Financé par cent soixante à deux cents entreprises françaises, épaule par le Centre français pour le commerce extérieur (CFCE), le CNPF et les chambres de commerce et d'industrie, il a créé à Shenyang, Nankin et Wuhan, pour alléger les coûts des entreprises, des antennes (Expanchine) en collaboration avec le China Council for the Promotion of International Trade (CCPIT).

Le problème est maintenant de savoir si la France va maintenir le gel des crédits accordés à la Chine jusqu'à ce que Pékin revienne sur sa politique de répression. Le Japon et la RFA sans trop faire de bruit ont eux aussi entamé une partie de bras de fer avec Pékin. Une partie dont personne actuellement ne sait à l'avantage de qui elle tournera.

ALAIN VERNHOLES.

Recevant vingt-sept PDG M. Rocard prône le dialogue social dans les entreprises publiques

« Vous avez des marges de manœuvre, l'Etat actionnaire vous laisse libre. Il vous jugera sur l'ensemble des résultats économiques, mais aussi sociaux. » Voilà, en substance, le message qu'a adressé M. Michel Rocard recevant, mardi 18 juillet en fin de matinée, vingt-sept PDG d'entreprises du secteur public (1) accompagnés de leur ministre de tutelle : MM. Bérégovoy (Finances), Chevènement (Défense), Faure (Industrie), Delebarre (Équipement), Soisson (Emploi), Quilès (Poste, Télécommunications et Espace) et Charasse (Délégué au budget). C'est la première fois depuis sa nomination que le premier ministre recevait les PDG ensemble.

L'Etat actionnaire veut établir des relations contractuelles avec les entreprises dont il est propriétaire. Ainsi des contrats d'objectifs sur trois ans ont été signés dans le secteur industriel, fixant un cadre dans lequel l'autonomie de gestion des PDG est totale, devait rappeler M. Rocard. Les questions des fonds propres et de la hauteur des dotations en capital des entreprises publiques n'ont pas été abordées.

Autonomes, mais responsables. Le premier ministre a insisté en particulier sur la nécessité du dialogue

social sous toutes ses formes. Formation, qualifications, participation, intéressement, etc., les salariés et leurs représentants doivent avoir « du grain à moudre ». Les PDG seront comptables d'une politique sociale nourrie et élargie. Des plans d'entreprises doivent contribuer à « mobiliser » le personnel et démontrer ainsi - thème cher à M. Rocard - que l'Etat peut et doit montrer l'exemple d'une gestion qui marie les profits et les avancées sociales.

On remarque dans la liste des invités, les directeurs généraux des télécommunications (France Télécom) et de la poste qui ont pourtant des statuts d'administration. Leur présence parmi les entreprises nationales montre que M. Rocard entend désormais les traiter comme telles au moment où un débat s'est ouvert entre M. Quilès et les syndicats sur le statut des PTT.

(1) RATP, SNCF, Air Inter, Air France, CGM, EDF, GDF, Charbonnages, Elf-Aquitaine, Renault, Bull, Thomson, Pechiney, Rhône-Poulenc, Usinor-Sacilor, SNECMA, Aérospatiale, DGT, DGP, BNP, CIC, Crédit lyonnais, AGF, GAN, UAP, Caisse des dépôts et Banque de France.

Le GATT cherche à libéraliser le secteur du tourisme et des voyages

Genève (AFP). - Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a entrepris le 17 juillet dans le contexte de la libéralisation du secteur des services, l'examen du dossier « voyages et tourisme » qui, avec un total de ventes de l'ordre de 1 900 milliards de dollars en 1987, constitue la plus grande industrie du monde en termes d'emplois.

L'enjeu est de taille pour la plupart des pays de la planète, industrialisés ou en développement, si l'on considère la part que représentent les recettes touristiques dans les exportations de services et les gains en devises.

Ces recettes - à l'exclusion de celles provenant des transports internationaux - ont atteint 159 milliards de dollars en 1987, soit le quart du commerce total des services. Selon le FMI, leur part oscille entre 22 % et 27 % pour des pays comme la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Inde et la Corée du Sud, et atteint 35 % pour l'Argentine, 46 % pour le Canada, 52 % pour le Mexique, 54 % pour la Thaïlande, 64 % pour le Portugal et la Tunisie, 67 % pour la Jamaïque, 69 % pour l'Espagne, 72 % pour le Maroc et 82 % pour l'Indonésie.

La libéralisation des services, inscrite pour la première fois dans une négociation commerciale multilatérale, celle dite « Uruguay Round », s'est toujours heurtée à la réticence

des pays en développement qui arguent de la faiblesse de leur position concurrentielle et des conséquences pour leurs économies d'un déferlement des technologies du monde industrialisé.

Les restrictions qu'imposent encore plusieurs pays et qu'il s'agit d'éliminer progressivement, touchent aussi bien l'individu que les entreprises touristiques : visas de sortie ou d'entrée, allocations de devises, délivrance de documents de voyage, réglementations douanaires, participation au capital des sociétés étrangères de tourisme, limitation en matière de transfert de fonds, pratiques relatives à l'emploi de personnel étranger, restrictions à l'importation ou de caractère fiscal, etc.

● Efforts japonais de rééquilibrage. - Le gouvernement japonais va inciter les firmes nippones à importer. Le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) vient en effet d'annoncer qu'il allait développer le programme de prêts à taux préférentiels aux firmes commercialisant des produits étrangers, programme mis en place en 1987 afin de stimuler les importations. La décision qui vient d'être prise est la conséquence directe de l'engagement du premier ministre japonais, M. Uno, lors du sommet des Sept à Paris, d'accroître les importations pour réduire l'excédent commercial du Japon.

Mort de Georges Elgozy

La sagesse de l'humour

Georges Elgozy, économiste, essayiste, écrivain, est mort le 13 juillet. Il était âgé de quatre-vingts ans.

On ne pouvait se priver de prendre au vol comme des papillons les mots d'esprit qui fusillaient, on ne sait comment, au débouché d'une conversation ou de phrases d'un de ses nombreux livres. Pour ses amis, qui l'aimait réunir régulièrement autour d'une bonne table, « Georges » était d'abord cet homme à l'œil pétillant, au sourire d'homme contrôlé, pour que l'« bémol » calembour qu'il lançait n'eût pas l'air du tout préparé. Précaution inutile, car il tenait ce talent du pur réflexe.

N'imaginons pas que Georges Elgozy ne rêvait que d'annuler la galerie. Une fois pour toutes il avait compris que la vie est trop brève, parfois trop compliquée voire trop sale, pour qu'il ne faille puiser des réserves de sagesse dans l'humour, la distance de soi. Mais la distance des autres. Car cet homme était l'un des plus chaleureux et des plus courageux. Sa témérité, il l'avait prouvée pendant la dernière guerre, ce témoignage ayant été rapporté par lui dans un livre il y a quelques années seulement.

Pour ses amis, il était toujours à la recherche de ce qui pourrait leur faire plaisir. Il savait aussi, dans ses nombreux ouvrages ou articles, manier la férocité à l'égard d'institutions trop babillantes, d'hommes trop sûrs d'eux, de politiques brassées par les faux-jetons.

Qui eût cru que cet Oranais, qui avait fait sagement ses classes de pharmacien, se retrouverait un jour inspecteur général de l'économie nationale, membre influent du cabinet d'André Malraux, et écri-

vain ? Qui eût pu percevoir à travers ses livres sa passion pour la peinture et pour la musique ? Il était là-dessus d'une grande discrétion. Sans doute parce qu'il ne voulait pas que les plus belles essences de son « jardin secret » se mélangent à l'ivresse des journaux.

Rien ne lui plaisait tant que de prendre corps à corps des « idées reçues » et, à la manière de Flaubert et de son Dictionnaire, de les fustiger avec allégresse. L'automatisme, l'informaticisme, le virus du pouvoir passèrent ainsi dans sa moulinette. Mais comment en vouloir à celui qui découpait si bien notre environnement ?

Un des derniers « salons » parisiens disparaît avec Georges Elgozy. Il se tenait dans un endroit

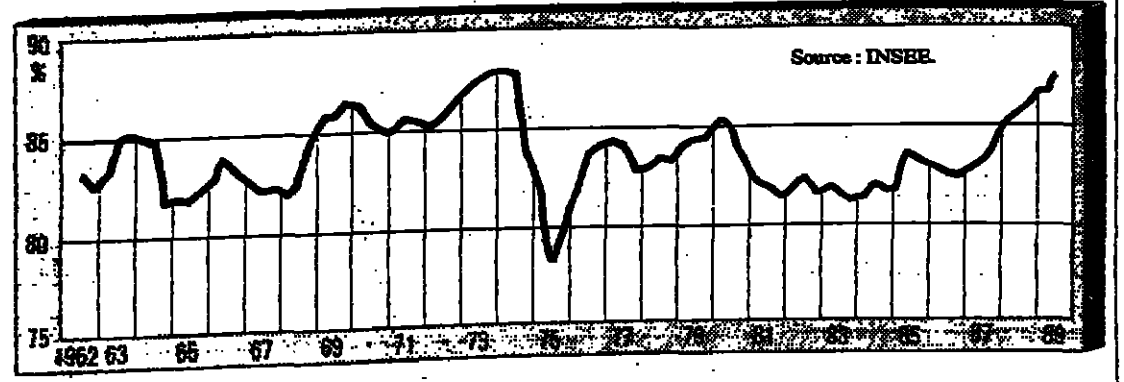
très provincial de Neuilly et chacun de ceux qui y étaient conviés (artistes, écrivains, économistes, politiques proches du pouvoir ou de l'opposition, etc.) avait un petit pincement au cœur quand il recevait l'invitation. Parce qu'il savait qu'au moins cette fois on ne s'ennuierait pas à ce déjeuner-là.

C'est un coup au cœur d'une tout autre nature qui a frappé ses amis à l'annonce de sa disparition. Georges Elgozy, un humaniste qui savait détecter la petite flamme de chacun à laquelle se réchauffent, quand ils ont dépouillé l'homme de la « représentation », tous ceux qui, hier, s'étaient opposés sur les parvis publics.

PIERRE DROUIN.

CONJONCTURE

Les usines tournent à plein



Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie française a été de 87 % au premier semestre 1989. Un tel taux n'avait jamais été atteint depuis 1962.

Cette forte utilisation est particulièrement marquée dans le secteur des biens intermédiaires (90 % en moyenne), notamment dans la chimie minérale, le verre, les métaux non ferreux et surtout la sidérurgie.



UNIGESTION SA

Résultats d'Unigestion SA au 30 juin 1989

Total du bilan : 436 millions de francs suisses.
Bénéfice d'exploitation avant impôts pour les six premiers mois de l'exercice 1989 : 10,6 millions de francs suisses (+ 59 % par rapport au 30 juin 1988).
Fonds propres : 209 millions de francs suisses.

A l'issue des six premiers mois de 1989, la société Unigestion communique les principaux éléments suivants :

L'ensemble des produits ont connu une forte progression due à l'accroissement de l'activité des marchés, particulièrement dans le domaine des changes et en raison de la volatilité des taux d'intérêt.

Unigestion a commencé début 1989 une activité de market-making sur les produits obligataires et warrants en francs suisses. Cette activité s'est développée de façon satisfaisante et a d'ores et déjà contribué favorablement aux résultats de la société.

Le total des produits consolidés se monte à 21,9 millions de francs suisses contre 13,1 millions (+ 67 %). La mise en équivalence des résultats des six premiers mois de la BSI (Banca della Svizzera Italiana) a eu une influence positive sur les résultats d'Unigestion. En effet, tant le total du bilan que les résultats intermédiaires de la banque ont progressé de manière importante.

Les charges se sont élevées à 10,3 millions de francs suisses contre 6,4 millions (60 %) pour la même période en 1988.

Le bénéfice d'exploitation consolidé, après d'importantes provisions, se monte à 10,6 millions de francs suisses contre 6,7 millions et permet à la société d'être raisonnablement optimiste pour l'exercice 1989.

Genève, le 10 juillet 1989.

AFFAIRES

Profitant de la croissance en 1988

Les banques de dépôts ont regagné une partie du terrain perdu sur le marché français

L'expansion retrouvée de l'économie française favorise non seulement les entreprises, mais aussi les banques et les établissements de crédit, qui ont pu tout à la fois limiter le recul de leurs fonctions traditionnelles et s'adapter au nouvel environnement, selon les termes du rapport du Conseil national du crédit pour 1988.

La remontée du taux d'intermédiation - c'est-à-dire la part de ces banques et établissements dans le financement de l'économie - amorcée en 1987 s'est poursuivie en 1988. Elle s'est effectuée dans le cadre d'une progression sensible de l'ensemble des flux de financement,

toutes sources confondues (+ 20 % en 1987 et + 13,2 % en 1988). Cette progression, néanmoins, a été beaucoup plus forte pour les flux en provenance d'établissements bancaires (+ 44,5 % en 1987, + 38,3 % en 1988).

Dans ce contexte général de « réintermédiation », qui fait suite à une « désintermédiation » très sensible en 1985 et en 1986, les banques de dépôts ont réussi à regagner une partie du terrain perdu antérieurement au profit d'établissements spécialisés. Le phénomène est très net pour ce qui concerne les crédits de trésorerie délivrés aux particuliers, les banques ayant leur part de marché de 62,3 % en 1983 à 67,9 % en 1988, au détriment des sociétés financières, revenues, dans le même temps, de 35,9 % à 29,8 %. Mais ce sont les banques mutualistes, Crédit agricole et Crédit mutuel, qui ont le plus profité, leur part de marché bondissant de 11,3 % à 23,9 % dans ce secteur des particuliers, alors que les banques commerciales revenaient de 46,9 % à 39,4 %.

Les entreprises prennent le relais des ménages

La nouveauté de 1988, c'est le ralentissement de la progression des crédits de trésorerie aux ménages, qui revient de 35,6 % à 26 %. Mais ce ralentissement a été compensé pour les banques par une augmentation plus forte des concours octroyés aux entreprises qui leur a permis non seulement de stopper le recul dans ce secteur, mais encore de le réduire. Leur part, dans les prêts de société, qui était encore de 53,4 % en 1983, était tombée à 47,2 % en 1987, mais elle est remontée à 49,7 % l'année dernière.

L'offensive des banques a été menée sur tous les fronts : crédits de trésorerie en faveur des particuliers certes, mais aussi crédits au logement, crédit spécialisé aux entreprises, notamment le crédit-bail, forme souple de financement qui, globalement, a progressé de 65 % en trois ans, mais surtout n'est plus délivré seulement par les sociétés financières, les banques commerciales pénétrant en force ce secteur.

Il faut voir les effets de la levée de l'encadrement du crédit à partir de 1987, qui a permis aux banques de sortir des corridors où elles étaient enclavées pour partir à l'assaut du marché. Elles ont pu le faire en profitant des avantages de leur statut, c'est-à-dire du coût moins élevé de leurs ressources où figurent des dépôts non rémunérés. Les établissements spécialisés, en revanche, sont pénalisés par le niveau relativement élevé des taux du marché des obligations vers lesquelles elles doivent se tourner pour se refinancer.

Vive CONCURRENCE

Cette réintermédiation, s'est toutefois, effectuée dans un climat de concurrence très vive. Dans leurs rapports annuels, les grandes banques commerciales ont, toutes, signalé un accroissement sensible du volume des crédits distribués, mais sans augmentation correspondante à des bénéfices d'exploitation dans cette branche, ce qui implique un lissage des marges.

En outre, selon une enquête de la Banque de France, les prêts non-

veaux sont à 90 % délivrés à taux variable, avec une nette diminution de l'indexation sur le taux de base bancaire au profit de l'indexation sur le taux du marché monétaire, moins élevé que le taux de base. Ce phénomène a également pour conséquence de réduire les marges bénéficiaires de l'établissement, surtout à l'égard des entreprises grandes et moyennes, qui lui tiennent la dragée haute, mais de plus en plus par rapport aux PME, que leur meilleure situation financière met à même de discuter avec leur banquier.

D'une manière générale, l'évolution actuelle consacre le réajustement du marché du crédit au profit des banques, qui avaient, après la guerre, totalement abandonné le terrain aux établissements spécialisés en ce qui concerne les particuliers et battu en retraite au milieu des années 80 pour les entreprises au profit des financements extra-bancaires par émission d'actions. La mise en place du nouveau plan d'épargne-retraite va encore les favoriser, puisque la sortie du plan ne se fera plus obligatoirement sous forme de rentes viagères, que seules peuvent distribuer les compagnies d'assurances, bien équipées pour le faire, tandis que les sorties en capitaux sont aisément gérables par les banques.

FRANÇOIS RENARD.

Les photocopieurs Ricoh menacés de taxation dans la CEE

Après les disques compacts, les photocopieurs de la firme japonaise Ricoh sont à leur tour dans le collimateur de la Commission de Bruxelles, qui a décidé d'autoriser les services douaniers des Douze à leur appliquer immédiatement une taxe de 20 % à leur entrée dans le marché commun.

Objet du litige : l'origine réelle de ces appareils exportés à partir de l'usine californienne de la société japonaise. Pour Ricoh, l'origine américaine de ses photocopieurs ne peut être remise en question, car en plus des derniers sont couverts par des certificats d'origine depuis le début de 1987.

Pour la commission européenne, les opérations d'assemblage, ainsi que la fabrication de pièces (câbles, tambours, panneaux latéraux, rouleaux à billes...) ne suffisent pas à conférer une origine. Ce qui compte, c'est la fabrication de composants complexes ou techniquement élaborés comme les cartes de circuits imprimés, les systèmes de lentilles ou les moteurs.

Les services douaniers des Douze obtiendraient-ils la demande de taxation ? Ce serait une première pour des produits introduits sous label américain. Resterait à Ricoh à s'en remettre aux juridictions nationales puis à faire éventuellement appel à la Cour européenne de justice.

M. Edward Heath confirme son total soutien au rapport Delors d'union monétaire européenne

M. Edward Heath, ancien premier ministre britannique conservateur, confirme dans une interview son soutien au plan Delors d'union monétaire européenne. « Le rapport doit être appliqué tel qu'il est le plus vite possible », déclare M. Heath à La Tribune de l'Expansion.

« Pour ce qui concerne la Grande-Bretagne, les résultats des élections européennes ont montré très clairement qu'une majorité des

électeurs souhaite voir le gouvernement prendre l'initiative dans la construction européenne ». Après avoir déclaré qu'une « harmonisation concertée permet de gagner du temps » par rapport à la seule pression de la concurrence, M. Heath ajoute : « Je pense qu'une banque centrale et une monnaie européenne devraient permettre de mieux maîtriser l'inflation par une politique économique concertée. »

CARIPLO. ALL OVER THE WORLD. BANKING CLASS SINCE 1823.

CARIPLO. DANS LE MONDE ENTIER. EN CLASSE BANCAIRE DEPUIS 1823

BILAN 1988 CHIFFRES EN PROGRESSION

	LIRE en milliards	DOLLARS en millions	AUGMENTATION EN LIRE % par rapport à 1987
Total actif	70.685	54.133	12,2
Total des Fonds collectés	54.617	41.828	12,6
Dépôts de la clientèle	33.748	25.845	15,6
Prêts et Titres	54.754	41.932	10,0
Prêts à la clientèle	28.366	21.724	11,5
Prêts à banques	14.527	11.125	24,4
Fonds propres	4.575	3.504	14,8
Bénéfice net (après amortissements et affectations aux fonds divers pour 1.171 milliards de lire)	240	184	13,2
Total actif consolidé	90.113	69.011	13,1

Chiffres au 31 décembre 1988 (1 U.S. \$ = 1305,77 lire italiennes)



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE

DIRECTION GENERALE: 8, VIA MONTE DI PIETÀ - 20121 MILAN - ITALIE

tél: 88861 - télex 313010 CARIPLO I

Succursales à Londres, New York, Grand Cayman et Hong Kong.
Bureaux de représentation à Beijing, Bruxelles, Francfort, Madrid, Paris et Séoul.
Filiale: Compagnie Internationale de Banque (C.I.B.), Paris.



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu 75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 30 JUIN 1989

	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS					SICAV TRÉSORERIE
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGFIMO	AGF FONCIER	AGF 5000	AGF ECU	AGF Interméd	AGF OBLIG	PRÉFEX Plus	AGF Sécurité	
Orientation	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Immobilier	Money-CEA-PER	en ECU	Values étrangères	Long terme PER	Court terme régulière	Court terme régulière	
Nombre d'actions	1 678 769	1 297 606	5 225 412	503 940	6 163 698	133 323	2 441 906	569 553	1 776 032	35 471	
Actif net/action (F)	1 140,87	121,55	649,48	114,34	613,83	1 048,93	428,28	1 069,26	440 425 623	10 520 13	
Actif net total	1 915 264 716	157 726 947	3 393 786 771	57 621 890	3 783 437 326	139 847 119	1 045 826 327	608 997 966	440 425 623	373 478 643	
Répartition de l'actif en %											
Obligations françaises	15,36	17,52	19,88	17,42	21,28	51,93	48,04	66,87	52,76	84,12	
Obligations étrangères	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	36,83	26,22	2,42	2,42	2,42	
Actions françaises	27,85	41,83	61,90	57,17	65,61	0,49	12,20	7,80	8,05	8,36	
Actions étrangères	40,57	24,37	4,93	10,43	1,09	0,75	0,75	-	-	-	
Autres emplois	16,22	16,28	13,09	14,98	12,02	12,79	12,79	25,33	36,77	7,52	
Dividende unitaire	33,13	2,80	25,98	0,75	16,60	49,87	24,69	88,88	19,90	892,16	
Net/avoir fiscal	4,36	0,40	2,79	0,10	3,46	1,55	0,93	0,51	0,93	0,94	
Date de paiement	29-4-89	18-5-89	29-4-89	18-5-89	29-4-89	29-4-89	29-4-89	18-5-89	18-5-89	18-5-89	
Performance (*) depuis le 1-1-89	+ 10,45	+ 10,81	+ 10,06	+ 5,72	+ 8,17	+ 2,48	+ 5,78	+ 5,17	+ 3,65	+ 4,09	

(*) Classement PARIBAS au 30-06-89 (dividende net réinvesti)

AU 30 JUIN 1989, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 11,91 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque Générale du Pérou, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS. Tél. : 42-80-68-60.
Au guichet des banques et auprès des Sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARI, le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard Woots.Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.Corédacteur en chef :
Claude Sals.

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LMReproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	729 F	763 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 093 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 390 F	1 389 F	1 880 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

محضان الشبل

Économie

SOCIAL

L'affaire des « dix » de Renault

Le médiateur continue ses consultations

M. « Bons Officiers » désigné par le ministre du travail pour trouver une issue à l'affaire des « dix » de Renault-Billancourt, M. Jean Laverne a reçu pour la deuxième fois, le 17 juillet, des représentants du syndicat CGT de la Régie et de la fédération CGT de la métallurgie.

Après avoir rendu compte aux « dix » de cette réunion, les responsables syndicaux ont publié un communiqué en milieu de journée pour signaler que, n'ayant « fait aucune proposition », le médiateur « ne semble pas avoir reçu de pouvoir nouveau et les moyens d'aboutir auprès de la Régie ». La CGT considère que le dossier n'avance pas et

vent y voir une contradiction avec les propos du président de la République, le 14 juillet, soucieux d'une « conciliation ».

Dans l'après-midi du 17 juillet, M. Laverne a également rencontré pour la première fois la direction de Renault, dont la position n'a pas changé. L'hypothèse d'une embauche dans une société sous-traitante du groupe continue de circuler. Nous publions ci-dessous l'essentiel d'une lettre de M. Charles Lederman, sénateur communiste du Val-de-Marne, secrétaire de la commission des lois, et juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Une lettre de M. Charles Lederman (PCF)

Dans son numéro daté du 12 juillet, votre journal a fait état de la désignation, par le ministre du travail, « chargé du dossier par le président de la République », d'un médiateur, dans l'affaire des dix militants CGT de Renault.

Parce qu'une fois de plus, il a été question, entre autres, de « deux cadres roués de coups » et d'un « syndicalisme qui serait au-dessus de la loi », de la Constitution et du rôle du Conseil constitutionnel, de la Régie nationale des usines Renault et de son autonomie de gestion, je veux apporter les précisions et les observations suivantes :

1) Sur les faits qui ont donné lieu — au dire de la Régie — au licenciement des « dix » : il convient, avant tout, de se référer à l'une des pièces essentielles du dossier, savoir le jugement rendu, le 7 décembre 1987, par la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nanterre, à la suite des plaintes déposées par la RNUR et certains de ses cadres.

On constate alors que le tribunal a considéré comme non établis l'existence des « dix » nombre des faits allégués contre eux par la Régie et les trois plaignants ; qu'ainsi, par exemple, à propos d'un épisode souligné par les médias et reproché aux « dix », l'un des protagonistes de l'affaire, M. Schneider, cadre à la RNUR et plaignant, a déclaré, concernant les deux syndicalistes mis en cause, que « M. Lelri et M. Jégouzo, eux, n'étaient ni masqués ni porteurs d'armes » ; que le même a dit qu'« un peu plus tard les clefs et de l'argent qui se trouvaient dans la sacoche lui avaient été restitués par M. Pégoud », un autre parmi les « dix », le tribunal précisait encore que M. Schneider n'avait pu dire qu'il « était entré dans son bureau et avait participé à sa mise à sac » ; qu'il ne s'agissait donc d'aucun des « dix ». On y lit, concernant Quilgars et le reproche qui lui était fait d'avoir détérioré certains documents, que ses agissements n'avaient pas « entraîné pour les documents en cause des détériorations autres que légères » et qu'il convenait donc de « réqualifier en contravention le délit de destruction volontaire reproché ».

On y lit encore, concernant les faits dont se sont plaints les trois cadres en cause, que l'un d'eux a signalé que « le groupe (7) était mené par un homme prénommé Bernard... calme et posé et qui avait indiqué aux deux cadres que, sous sa coupe, il ne se passerait rien ». On y lit toujours que, pour les diverses dégradations constatées dans le bureau de l'un des membres de la direction, il n'était pas possible de savoir « à qui elles étaient imputables ».

En conséquence de quoi le tribunal a prononcé une peine d'amende de 3 000 francs (c'est la plus élevée), trois de 2 000 francs, trois de 1 000 francs, une de 500 francs, une de 300 francs et deux de 200 francs, alors qu'aux termes du réquisitoire écrit du procureur les peines encourues pouvaient aller jusqu'à trente-quatre ans

de prison et 833 000 francs d'amende. Il est vrai que le procureur avait été amené à abandonner de nombreux faits d'abord retenus dans le réquisitoire.

Licenciements et « angloise »

Si le tribunal a statué comme il l'a fait — étant précisé que ni la Régie ni les cadres (dont l'un a été débouté de sa demande) n'ont fait appel — c'est parce qu'il a reconnu que ce qui était reproché aux « dix » avait un caractère de gravité et aussi — et le tribunal l'a écrit en toutes lettres — parce que « l'angloise suscitée par l'annonce de licenciements massifs envisagés, l'ignorance dans laquelle, à la veille des congés, ils se trouvaient quant au sort qui serait réservé à chacun des salariés à la rentrée des vacances et l'absence d'antécédents judiciaires constituent autant de circonstances atténuantes qui justifient une application très modérée de la loi à tous les prévenus ».

Qui peut reprocher aux élus CGT du personnel d'avoir partagé l'angoisse de tous les salariés, de ceux à qui on souhaitait bonnes vacances en même temps qu'on les licenciait ? Qui peut prétendre que ce ne serait pas là le rôle premier d'un syndicaliste conscient de ses responsabilités et fidèle à ses engagements ? Qui peut admettre qu'une amende — qui dépasse à peine celles qui punissent les contraventions pour stationnement interdit — peut, alors qu'elle est pourtant amnistie, priver de travail et de ressources un travailleur qui a donné dix ou vingt ans de sa vie à la Régie ?

2) Sur la portée de l'amnistie : Je n'ai pas la place de me livrer, ici, à une critique de la décision du Conseil constitutionnel. Je l'ai faite lors des débats qui se sont déroulés en juin au Sénat. Et si le garde des sceaux s'est dit « impressionné » par mon argumentation, personne — à ce jour — n'y a répondu : il suffit de se reporter au Journal officiel des débats pour en être convaincu.

Mais la loi d'amnistie, refusée aux élus CGT, est magnanime pour les patrons ; celui d'entre eux qui, en voiture, a foncé sur des ouvriers et en a blessé un ou plusieurs ; celui qui a tiré au fusil sur des travailleurs ; celui qui a payé un commando de mercenaires armés pour tenter de mettre fin à une grève, ces patrons-là, ils sont revenus dans l'entreprise et le Conseil constitutionnel ne considère pas que leur présence impose une « contrainte excessive » aux travailleurs !

Ceux qui proclament que la France est un État de droit où les citoyens sont égaux devant la loi, ceux-là ne fabriquent-ils pas à leur gré une « justice à deux vitesses », pour employer une expression qui n'est différente que dans les termes de celle du fabuliste qui parlait d'une justice pour les « puissants » et d'une autre pour les « misérables » ?

D'ailleurs, le professeur Favreau, de la faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille,

directeur du groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle, n'a-t-il pas récemment écrit dans la Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger : « Le Conseil constitutionnel a incontestablement pris en considération le contexte social et politique très concrètement le fait qu'il était en jeu, pour la CGT et le Parti communiste, la réintégration des dix responsables syndicaux de Renault (licenciés pour faits d'opinion) n'a pu échapper au Conseil constitutionnel (dont on dit trop souvent qu'il statue de manière abstraite) » ?

3) Sur l'autonomie de gestion de la Régie : Il est vrai que la Régie, entreprise nationale, dispose de l'autonomie de gestion. Mais le PDG en est nommé par le gouvernement. Et l'autonomie de gestion n'exclut pas la concertation entre le propriétaire de l'entreprise (l'État, en l'espèce) et son dirigeant. Et quand un problème se pose, de portée nationale — et c'est le cas, puisque le gouvernement et le président de la République sont intervenus, dans l'affaire des « dix », — il est du devoir et du droit de ceux qui parlent au nom de l'État de dire leur mot. Et, s'ils le veulent, de faire comprendre à leur gérant d'entreprise où se situe l'intérêt général et de faire prévaloir celui-ci. Et qu'on me dise pas qu'il serait inconstitutionnel d'agir ainsi. Car si, aujourd'hui, M. Raymond Lévy se refuse à réintégrer les « dix », c'est en se fondant sur les arrêts de la cour d'appel de Versailles. Or — et quelle que puisse être l'appréciation que l'on porte sur la décision du Conseil constitutionnel et ses conséquences — ce qui est indéfendable et indiscutable, c'est que les arrêts de la cour de Versailles ont créé des « rapports de droit privé » entre la Régie et les « dix » et que la Régie peut renoncer au bénéfice (provisoire, d'ailleurs, puisque la Cour de cassation ne s'est pas prononcée) de ces arrêts.

Une loi d'amnistie, c'est l'expression collective d'une volonté d'oubli. Elle va au-delà de l'indulgence et du pardon, parce qu'elle doit, avant tout, viser l'homme. Et puisque l'on fête le Bicentenaire de la Révolution française et — peut-être — les penseurs qui ont été pour beaucoup à sa source, pourquoi ne pas rappeler que, dans son Contrat social, Jean-Jacques Rousseau nous a dit : « Hommes, soyez humains. C'est votre premier devoir. »

Grève des impôts : de nouvelles actions. — Les cinq syndicats de la direction générale des impôts (GDI, CGDI, FO, CFTC) ont appelé, lundi 17 juillet, à la poursuite et à l'extension de la grève, « devant le refus réitéré des ministres d'ouvrir de véritables négociations ». Les revendications demeurent, pour la CGT, une augmentation de 1 500 F par mois, et de 700 F pour les autres organisations. L'intensification a, d'autre part, annoncé pour le vendredi 4 août une « journée nationale d'expression » et décidé de lancer une pétition, avant la manifestation du 12 septembre à Paris.

Europe 93



Étudiants, retraités, rentiers...

Le droit de séjour des inactifs dans la Communauté

Les ministres des affaires européennes des douze pays de la Communauté devaient notamment discuter, mardi 18 juillet, à Bruxelles, de trois directives visant à accorder aux inactifs le droit de séjourner dans l'ensemble de la Communauté.

Vous voulez passer votre retraite en Espagne ou en Grèce ? Votre fils a l'intention d'étudier pendant un an à l'université de Tübingen ou d'Amsterdam ? A l'un comme à l'autre, une autorisation de séjour est nécessaire. Et rien n'empêche qu'elle soit refusée. Si votre fils, par exemple, n'est pas en mesure de justifier de revenus suffisants pour financer ses études, les Pays-Bas ou l'Allemagne ne lui accorderont pas le droit de séjourner sur leur territoire. En France, pour pouvoir étudier, les étrangers doivent faire la preuve de ressources mensuelles s'élevant, au minimum, à 2 240 F (70 % du montant des bourses françaises). Qu'ils soient ou non originaires de la Communauté européenne.

Les États de la CEE ne sont pas contraints d'accorder le droit de séjour à l'ensemble des ressortissants de la Communauté : seuls les titulaires d'un emploi et leur famille, ceux qui ont travaillé sur le territoire et ceux qui y séjourneront pour une formation professionnelle, en bénéficient automatiquement.

Les autres (étudiants, retraités, rentiers...) se plient aux différents droits nationaux : chaque État est libre de leur accorder ou non l'autorisation de s'installer sur son sol. Et cette autorisation doit être sans cesse renouvelée. Il est évident que les faits de genre de contrainte n'ont pas toujours respecté. L'« étranger » se retrouve alors dans l'illégalité.

Si, en pratique, les conséquences ne sont pas dramatiques, sur le plan politique la Commission de Bruxelles considère qu'il est anormal que les inactifs ne relèvent pas du droit communautaire. Depuis dix ans, l'existence de la Communauté est assésée de faire en sorte que les Douze adoptent une directive en faveur des étudiants, des retraités et autres inactifs (rentiers, etc.). Entre les Britanniques, qui craignent un afflux d'étudiants, les Français, qui redoutent de voir la Côte d'Azur envahie par des retraités des pays du Nord (à sa charge), et les Grecs qui refusent que leurs étudiants aient à faire la preuve d'une garantie de ressources... impossible de faire l'unanimité ! D'où l'idée de la Commission de proposer aux Douze trois directives distinctes, concernant chacune une catégorie d'inactifs : deux d'entre elles (celles relatives aux étudiants et aux retraités) pourraient être adoptées à la majorité, et non à l'unanimité.

Le principe retenu est simple : le droit de séjour devrait être accordé à toute personne disposant d'une assurance-maladie et n'étant pas à la charge de l'assistance sociale. Les étudiants et leurs familles disposeraient d'une carte de séjour spécifique, renouvelable chaque année. A moins qu'ils ne soient couverts par l'assurance-maladie de leur pays d'origine, ils devraient s'affilier au régime du pays d'accueil. Il leur suffirait d'être inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur pour bénéficier du droit de séjour.

« Costume sur mesure »

Pour les autres inactifs, la carte de séjour serait valable pour au moins cinq ans. Les étudiants la recevraient en faisant tout simplement la preuve de leurs pensions ou de rentes, et les autres en s'affiliant au régime d'assurance-maladie du pays d'accueil ou en souscrivant une assurance privée : les pays d'accueil pourraient cependant exiger la preuve qu'ils disposent de suffisamment de moyens pour ne pas être à la charge de leur assistance sociale.

On leur a fait un costume sur mesure », affirme un fonctionnaire de Bruxelles en évoquant les préoccupations des États membres. L'idée de la Commission est d'éviter que le costume en question ne coûte quoi qu'il en soit aux États susceptibles d'attirer les non-actifs. Si ceux-ci sont automatiquement couverts, si, rentiers, ils prouvent qu'ils ne seront pas à la charge de l'assistance sociale du pays dans lequel ils auront élu domicile, pourquoi les pays d'accueil seraient-ils inquiets ? se demande-t-on à Bruxelles. Pas d'excès d'optimisme pour autant : les réticences restent grandes dans plusieurs capitales.

A Paris, si la directive sur le droit de séjour des étudiants semble être plutôt bien perçue (présidence française de la Communauté oblige), elle n'en soulève pas moins quelques questions. Plus précisément, on redoute, comme toujours dans les ministères, d'éventuelles interprétations extensives de la part de la Cour de justice de Luxembourg. A terme, les pays d'accueil ne seront-ils pas

contraints d'offrir aux étudiants ressortissants de la Communauté les mêmes aides qu'aux nationaux ? Un pays qui offrirait de telles aides (logement, restaurant universitaire, etc.) pourrait-il se faire rembourser par le pays d'origine de l'étudiant ?

La France, qui accueille quelque 21 000 étudiants de la CEE dans les universités, n'en envoie, chez ses onze partenaires, que moins de six mille. Principale raison de ce déséquilibre : le coût des études est beaucoup moins élevé en France qu'ailleurs. Or le ministère de l'Éducation nationale peut légitimement se demander si la suppression des conditions de ressources (la nécessité de justifier d'au moins 2 240 francs de ressources mensuelles) ne provoquera pas un nouveau flux d'étudiants. Le déséquilibre entre étudiants de la Communauté accueillis en France et étudiants français envoyés dans les universités européennes s'en trouverait évidemment accentué ; un flux d'étudiants de la Communauté risquerait, en outre, de provoquer un phénomène d'éviction des autres étudiants étrangers, le quota de places réservé aux étrangers n'étant pas extensible. Autrement dit, la France devra veiller à ce que le droit de séjourner accordé aux étudiants de la Communauté ne le soit pas au détriment des étudiants des pays du Sud.

Réticences dans les ministères

Les trois directives sur le droit de séjour des non-actifs ne sont certes pas d'une portée immédiate. Plus

politiques et symboliques que pratiques, elles visent essentiellement à combler un vide juridique. « Les retraités européens installés sur la Côte d'Azur ne sont pas vraiment reconnus, explique un fonctionnaire de Bruxelles. Il faut un système transparent, qui évite que les gens ne se retrouvent devant un vide juridique. » Réaction d'un fonctionnaire du ministère de la santé et des affaires sociales : « Ça peut paraître mesquin, très peu social, très peu européen, mais nous avons quelque raison de nous méfier. »

A l'origine de ces réticences, la crainte d'assister à une ruée d'inactifs, qui viendraient se faire soigner en France, le service hospitalier français étant particulièrement attractif. Le même fonctionnaire français voit dans le projet de Bruxelles un projet social pernicieux : faire en sorte que les États européens soient obligés de « soigner les ressortissants communautaires à la recherche du meilleur système de soins ». « Nous disons à Bruxelles qu'il ne faut pas forcer l'histoire », estime ce fonctionnaire.

Ses supérieurs hiérarchiques devraient faire preuve de plus d'allant : la France, qui préside la Communauté pour six mois, ne peut rester sur la réserve. Mais tout porte à croire que les réticences ne sont pas seulement le fait des fonctionnaires français. Même à la Commission de Bruxelles, on serait étonné de voir les trois directives sur le droit de séjour des non-actifs, adoptées en conseil des ministres avant la fin de la présidence française, c'est-à-dire avant décembre.

MARIE-PIERRE SUBTIL.

Selon le dernier Eurobaromètre

L'intérêt des citoyens pour les affaires communautaires s'accroît

A l'automne de 1988, 39 % des citoyens, au niveau de la CEE, se disaient « beaucoup » ou « assez » intéressés par les affaires liées à la Communauté. Au printemps de 1989, le chiffre est passé à 43 %, selon le dernier Eurobaromètre, un sondage effectué tous les six mois dans les Douze pour le compte de la Commission de Bruxelles (1).

Autre enseignement de ce sondage : quatre citoyens sur cinq approuvent les efforts déployés pour unifier l'Europe occidentale. Trois Britanniques sur quatre sont « plus pour » ou « très pour » l'unification européenne, ce qui représente une augmentation de 9 points par rapport au dernier sondage. Au Portugal, en Belgique, au Danemark et

en Espagne, les chiffres sont également à la hausse, ce qui n'est le cas ni en RFA (− 3 %) ni au Luxembourg (− 5 %).

Pour ce qui est de l'Europe sociale, trois personnes sur quatre déclarent que l'adoption d'une charte sociale serait « une bonne chose », une sur dix « une mauvaise chose ». Par ailleurs, trois Européens sur quatre ont entendu parler de la possibilité que leur est offerte de travailler dans n'importe quel pays membre.

(1) Enquête effectuée auprès de 11 678 personnes, du 13 mars au 19 avril, par des instituts nationaux spécialisés des douze pays de la Communauté.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
CNT : OBLIGATIONS 10,50 % - 1975
Les intérêts courus du 1^{er} août 1988 au 31 juillet 1989 seront payables à partir du 1^{er} août 1989 à raison de 94,50 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 14) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,50 F.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 17,34 F, soit un net de 76,66 F.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
CNT : OBLIGATIONS TMO 1986 - Emprunts A et B
Les intérêts courus du 28 juillet 1988 au 27 juillet 1989 seront payables à partir du 28 juillet 1989 à raison de 357,92 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 39,77 F.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 67,56 F, soit un net de 290,36 F.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
CNT : OBLIGATIONS 14 % - 1980
Les intérêts courus du 3 août 1988 au 2 août 1989 seront payables à partir du 3 août 1989 à raison de 252 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 28 F.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 47,58 F, soit un net de 204,42 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 85 441 à 143 765 et 175 001 à 178 675 sortis au tirage au sort du 3 juin 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 10 au 3 août 1990 attaché.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.
Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 143 766 à 170 765, 293 074 à 325 073, 458 524 à 483 523, 21 726 à 30 000, 54 001 à 60 475, 372 111 à 600 000, 12 001 à 73 860, 385 676 à 414 981, 514 981 à 550 000, 552 816 à 567 830, 442 676 à 458 523, 483 524 à 514 980, 567 831 à 572 110 et 73 861 à 85 440 sont respectivement remboursables depuis le 3 août 1981, le 3 août 1982, le 3 août 1983, le 3 août 1984, le 3 août 1985, le 3 août 1986, le 3 août 1987 et le 3 août 1988.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
CNT : OBLIGATIONS 14,50 %
Les intérêts courus du 17 août 1988 au 16 août 1989 seront payables à partir du 16 août 1989 à raison de 652,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 6 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 F.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 123,20 F, soit un net de 529,30 F.
A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 439 458 à 460 000 et 1 à 25 457 sortis au tirage au sort du 15 juin 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 7 au 16 août 1990 attaché.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.
Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 223 273 à 269 272, 87 053 à 133 052, 297 077 à 343 076, 393 458 à 439 457 et 343 077 à 389 076 sont respectivement remboursables depuis le 16 août 1984, le 16 août 1985, le 16 août 1986, le 16 août 1987 et le 16 août 1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Monécio

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1989
Actif net au 31.03.1989 : F 1 406 251 301
Performance du 31.03.1988 au 31.03.1989 : + 8,20 %
Performance au 27.06.1989 : + 3,51 %
Performance au 27.06.1989 : + 7,20 %
Dividende : F 427,44 + F 8,84 de crédit d'impôt mis en paiement le 6 juillet 1989.

Le Président Pierre Latrobe a déclaré :
Monécio, Sicav court terme régulière, a rempli efficacement, au cours de son exercice, son rôle défensif dans un contexte de taux d'intérêt volatils. Au cours des prochains mois, Monécio veillera à remplir son objectif de progression régulière pour les placements de trésorerie à moyen terme des particuliers et des entreprises, tout en s'adaptant aux nouveaux textes de loi concernant les OPCVM dans le contexte de l'ouverture européenne.
(AGO du 29 juin 1989)



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et PCP sur Monécio 36 15 code ASSOCIÉ

Marchés financiers

Le Crédit agricole et les Mutuelles agricoles ne coopéreront pas

Les discussions entre le Crédit agricole et le groupe des Mutuelles agricoles (Grouppama) pour une coopération dans la banque et l'assurance n'ont pas abouti. Un communiqué commun publié le 17 juillet consacre cet échec en déclarant que les deux institutions « sont venues de poursuivre à l'égard des agriculteurs leur vocation originelle. Ils maintiendront donc dans ce secteur agricole leurs actions spécialisées dans les domaines de l'assurance-dommages et de la banque. Sur les marchés autres qu'agricoles, les deux groupes ont décidé que chacun pouvait offrir ses services à la clientèle de son choix sans stratégie de développement et ses moyens propres ». Autrement dit, dans le secteur agricole, le Crédit agricole se lancera, comme il l'avait annoncé, dans l'assurance-dommages (automobile, multirisques habitation), alors que Grouppama commercialisera des produits financiers et a déjà passé des

accords avec le groupe de la Compagnie bancaire.

Le Crédit agricole, qui a réalisé déjà de belles performances dans l'assurance-vie avec sa filiale Pro-dica (17 milliards de francs de primes en 1988), comptait se lancer dans l'assurance-dommages en s'appuyant sur la compétence technique de Grouppama, auquel il avait proposé la création d'une filiale commune, avec une répartition initiale à 75 % pour la banque et 25 % pour les mutuelles, puis une répartition ultérieure à 60-40. En contrepartie, une filiale bancaire avec des pourcentages inversés aurait été créée. Grouppama réclamait un partage à 50-50 dans les deux filiales. Le constat d'échec s'accompagne cependant d'un pacte de non-agression qui devrait satisfaire le monde agricole perturbé par les dissensions entre deux de ses principales institutions, qui ont notamment décidé de mettre en place une instance de concertation permanente.

Paribas et Pargesa vont aider M. Goldsmith dans son OPA sur BAT

Le groupe financier Paribas a, lundi 17 juillet, confirmé les rumeurs qui couraient à la veille du week-end, en déclarant qu'il négocierait avec M. Jimmy Goldsmith pour l'assister dans l'offre publique d'achat de 13 milliards de livres (135 milliards de francs) ; qu'il a lancé, avec ses partenaires Jacob Rothschild et l'australien Kerry Packer, sur le conglomérat britannique BAT.

Paribas pourrait participer à une augmentation de capital (50 millions de livres, dit-on) de la holding Hovake, qui a lancé l'OPA pour le compte de M. Jimmy Goldsmith avec un paiement en obligations gagées, en fait, sur les actifs de BAT, si l'opération réussit, et sans versement d'espèces. Le groupe suisse Pargesa, présidé par M. Gérard Ekenazzi, va également assister M. Goldsmith, de même que le groupe français Rothschild et associés de M. David Rothschild.

Les attaquants voudraient porter le capital de Hovake de 62 millions de livres à plus de 850 millions de livres (9 milliards de francs), pour pouvoir améliorer les termes de l'OPA avec une partie en espèces cette fois-ci. La bataille pour BAT ne fait que commencer.

F. R.

Une caisse d'épargne belge va racheter la Banque française de l'agriculture et du crédit mutuel

La Caisse générale d'épargne et de retraite (CGER), principale caisse d'épargne belge, va prendre le contrôle de la Banque française de l'agriculture et du crédit mutuel (BFACM). Dans l'immédiat, la CGER qui, selon ses responsables, est la deuxième caisse d'épargne du monde en importance, rachète 33,4 % du capital de la BFACM, pourcentage porté à 62 % dans les deux ans à venir. La BFACM a été créée en 1946 à l'initiative du Crédit agricole mutuel, agricole et rural (CMAR). Banque classique, avec un bilan d'un peu plus de 9 milliards de francs et des bénéfices voisins de 5 millions de francs, son capital est détenu à 56 % par des caisses de Crédit mutuel et agricole rural et à 42 % par des caisses de Crédit mutuel.

La Mondiale rachète la filiale française de Standard Chartered

La Mondiale, société d'assurance à forme mutuelle, a annoncé qu'elle rachète à la banque britannique Standard Chartered sa filiale française. Cette filiale, qui emploie quatre-vingt personnes et qui est présidée par M. André de Latre, avait été créée en octobre 1986 pour effectuer, en France, des opérations de capitaux et d'ingénierie financière et devenir un « teneur de marché » en euro-obligations, activité à laquelle elle a mis fin en janvier 1988. En acquérant cette banque, rebaptisée Banque française de crédit et de service, la Mondiale entend en faire, « après redéploiement, un des pivots de son développement dans le domaine bancaire et financier ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHANGE		
COURS INDICATIF DU 17-7-89		
	ACHAT	VENTE
\$ USA	6,40	6,58
£ GB	10,23	10,53
DM	3,33	3,43
FF	3,87	3,97
LFRS	4,58	4,78
PESETAS	5,28	5,48
PRIX NETS		
Différence immédiate		
MERSON CHANGE-76002 PARIS		
33, rue Vivienne, 42-33-81-67		
99, rue de Richelieu, 42-60-55-87		
Messin ouvert		
du lundi au samedi de 9 h à 19 h		

GRAND CONCOURS

Voyages en Littérature

HACHETTE Classiques Le Monde

A partir du jeudi 20 daté vendredi 21 juillet 1989 jusqu'au mercredi 26 daté jeudi 27, LE MONDE publiera les réponses du concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE ».

NEW-YORK, 17 juillet ↓

Irrégulier

Après neuf séances consécutives de hausse, des ventes bénéficiaires se sont produites, lundi, à Wall Street. Mais elles ont été généralement bien absorbées, imprimant au marché seulement une plus grande irrégularité. A la clôture, l'indice des bourses américaines a baissé de 1,33 point, à 2.553,49. Le bilan de la journée est, toutefois, resté positif. Sur 1.974 valeurs traitées, 755 ont monté, 718 ont baissé et 501 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les professionnels se disaient généralement très satisfaits du comportement de la Bourse. Techniquement, celle-ci était mise pour rendre la main. Si des ventes se sont effectivement produites, elles n'ont pas pesé sur la cote, ce qui a permis le réajustement de l'activité (131,96 millions de titres échangés, contre 183,5 millions vendredi). En fait, avant de décider la cote à baisser, les investisseurs ont préféré attendre la publication, ce mardi, des résultats du commerce extérieur pour voir, également, le discours que M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, doit prononcer devant le Congrès avant la fin de la semaine.

VALEURS	Cours du 17 juillet	Cours du 16 juillet
Alcoa	68 1/8	68
AT&T	36 3/8	36 1/4
Bell	38 1/2	38 1/2
Chemical Bank	38 3/4	38 1/2
De Post de Houston	112 1/4	112 1/2
General Electric	46 5/8	46 5/8
IBM	46 5/8	46 5/8
Ford	46 3/4	46 3/8
General Motors	43 1/2	43 1/8
Goodyear	34 1/2	34 1/8
ITT	50 1/2	50 3/8
Johnson & Johnson	51 1/2	51 3/8
McDonald	41 3/4	42 1/2
Merck	53	53 3/8
Union Carbide	37 3/4	37 1/2
U.S. Steel	24 3/8	24 1/2
Westinghouse	36 3/8	36 1/2
Yale Corp.	36 3/8	36 1/2

LONDRES, 17 juillet =

Progression effacée

Les cours des valeurs ont abandonné la progression de lundi après-midi au Stock Exchange, après une ouverture nerveuse de Wall Street à la veille de la publication de la balance commerciale américaine.

L'indice Footsie, qui avait progressé de 19,1 points vers 109,17 points, ramenait ses gains à 1,2 point en fin de journée.

Le volume d'activité était plus réduit avec 513,5 millions de titres échangés. Le nombre d'ordres négociés avait atteint les 771,8 millions la semaine précédente. En début de séance, le marché a poursuivi sur son cours de lundi, après un début de séance calme. Le marché a poursuivi sur son cours de lundi, après un début de séance calme. Le marché a poursuivi sur son cours de lundi, après un début de séance calme.

Les firmes exportatrices se sont raffermies avec la progression du dollar (ICI et Glaxo). Les valeurs immobilières ont été stimulées par l'OPA de 314 millions de livres (3,2 milliards de francs) lancée sur l'Imperial Chemicals, l'offre d'une offre de rachat de ICI et Glaxo, et l'annonce de la vente de la filiale américaine de ICI.

Le Crédit agricole et les Mutuelles agricoles ne coopéreront pas. Le Crédit agricole, qui a réalisé déjà de belles performances dans l'assurance-vie avec sa filiale Pro-dica (17 milliards de francs de primes en 1988), comptait se lancer dans l'assurance-dommages en s'appuyant sur la compétence technique de Grouppama, auquel il avait proposé la création d'une filiale commune, avec une répartition initiale à 75 % pour la banque et 25 % pour les mutuelles, puis une répartition ultérieure à 60-40. En contrepartie, une filiale bancaire avec des pourcentages inversés aurait été créée. Grouppama réclamait un partage à 50-50 dans les deux filiales. Le constat d'échec s'accompagne cependant d'un pacte de non-agression qui devrait satisfaire le monde agricole perturbé par les dissensions entre deux de ses principales institutions, qui ont notamment décidé de mettre en place une instance de concertation permanente.

Le Crédit agricole et les Mutuelles agricoles ne coopéreront pas. Le Crédit agricole, qui a réalisé déjà de belles performances dans l'assurance-vie avec sa filiale Pro-dica (17 milliards de francs de primes en 1988), comptait se lancer dans l'assurance-dommages en s'appuyant sur la compétence technique de Grouppama, auquel il avait proposé la création d'une filiale commune, avec une répartition initiale à 75 % pour la banque et 25 % pour les mutuelles, puis une répartition ultérieure à 60-40. En contrepartie, une filiale bancaire avec des pourcentages inversés aurait été créée. Grouppama réclamait un partage à 50-50 dans les deux filiales. Le constat d'échec s'accompagne cependant d'un pacte de non-agression qui devrait satisfaire le monde agricole perturbé par les dissensions entre deux de ses principales institutions, qui ont notamment décidé de mettre en place une instance de concertation permanente.

Le Crédit agricole et les Mutuelles agricoles ne coopéreront pas. Le Crédit agricole, qui a réalisé déjà de belles performances dans l'assurance-vie avec sa filiale Pro-dica (17 milliards de francs de primes en 1988), comptait se lancer dans l'assurance-dommages en s'appuyant sur la compétence technique de Grouppama, auquel il avait proposé la création d'une filiale commune, avec une répartition initiale à 75 % pour la banque et 25 % pour les mutuelles, puis une répartition ultérieure à 60-40. En contrepartie, une filiale bancaire avec des pourcentages inversés aurait été créée. Grouppama réclamait un partage à 50-50 dans les deux filiales. Le constat d'échec s'accompagne cependant d'un pacte de non-agression qui devrait satisfaire le monde agricole perturbé par les dissensions entre deux de ses principales institutions, qui ont notamment décidé de mettre en place une instance de concertation permanente.

PARIS, 18 juillet ↓

Prudent

Après cinq séances consécutives de hausse durant lesquelles les valeurs ont progressé de plus de 2 % et le CAC a atteint son niveau record de 450,1, atteint le 26 juin dernier, l'heure était à la prudence. Ainsi mardi dès les premières échanges, le marché tentait de consolider ses positions. L'indicateur instantané se maintenait à - 0,26 % durant une grande partie de la séance et le niveau des transactions était peu élevé. A l'abandon des titres aux nombreux départs en vacances s'ajoutait l'attente de la publication vers 14 h 30 des résultats du commerce extérieur américain de mai.

Rien d'étonnant donc, dans ces conditions, à ce que le niveau des transactions reste particulièrement faible, comme sur les autres places internationales. Lundi, sur le marché à règlement immédiat, il se situait aux alentours de 1,6 milliard de francs. Sur le marché mardi, 46 valeurs françaises s'élevaient à 0,92 %, tandis que 126 perdaient 0,85 % et que 26 demeuraient inchangées. Dans le compartiment des titres étrangers, 28 gagnaient 0,92 %, 36 se dépréciaient de 1,03 % et 7 étaient stables.

Parmi les quinze plus fortes progressions de la séance on notait Silex, SAT, Raffinage Distribution, Havas, OPI Promodis et Eco. Cette firme de travail temporaire se hissait à son plus haut niveau de l'année. En baisse figuraient Pechiney CIP, Total, Valloire, UCB, Socos, Crouzet et DMC. Certaines valeurs, comme Radiotek, Eclair, Bon Marché ou Saint-Gobain Participations, touchaient, quant à eux, leur plus bas niveau de l'année. Le CCF a annoncé avoir reçu 109 336 actions Philips Eclairage présentées en réponse à l'offre de rachat émise par la société sur ces propres actions en vue d'une réduction de son capital.

TOKYO, 18 juillet ↓

Nouveau recul

Pour la deuxième journée de suite, les cours ont fléchi, mardi, au Kabuto-cho. Mais le mouvement n'a, toutefois, pas été plus marqué que la veille. En fin de journée, l'indice Nikkei accusait une baisse de 109,17 points. A la clôture, il s'établissait à 3.343,73, soit à 112,49 points (- 0,34 %) en dessous de son niveau record de 3.456,22, atteint le 17 juillet. La perspective des élections, qui doivent avoir lieu le 23 juillet prochain, a, une fois encore, conduit les investisseurs à user de prudence. En fait, d'après les professionnels, ce sont essentiellement les programmes de ventes réalisés par les courtiers étrangers qui ont pesé sur les cours. L'activité a aussi globalement été faible avec 300 millions de titres échangés, contre 260 millions la veille. Baisse des constructions, des maisons de négoce et de quelques établissements financiers. Hausse des sécheresses, des instruments de précision et des semences.

VALEURS	Cours du 17 juillet	Cours du 18 juillet
Alcatel	783	740
Bréguet	1.820	1.810
Canal	1.810	1.780
Fuji Bank	3.480	3.480
Fujitsu	1.840	1.840
Hitachi	2.840	2.840
Hitachi Heavy	1.280	1.250
Sony Corp.	7.800	7.780
Toshiba	2.840	2.840

FAITS ET RÉSULTATS

● Saint-Gobain rachète un producteur américain de tubes. — Le groupe français Saint-Gobain vient de racheter, par le biais de sa filiale américaine Certaintec, le producteur de tubes en terre cuite Lodo-veci Celadon, basé à New-Lexington (Ohio). Cette acquisition permettra au groupe de renforcer sa position sur le marché des matériaux de construction. Sa filiale Certaintec est l'un des principaux fabricants américains de produits en fibres de verre, matériaux de construction et système de conduites.

● Le Crenset coté à Londres le 20 juillet. — Le groupe français Le Crenset, célèbre pour ses articles de cuisine en fonte émaillée, sera introduit sur la Bourse de Londres le 20 juillet. Le Crenset, qui n'est pas coté en France mais est détenu depuis février 1988 par le Britannique Paul Van Zuydam, ex-président du groupe anglais Frostige, proposera 1 610 000 actions à une valeur nominale de 0,35 £ au prix d'émission de 1,35 £ (soit 14 £). Cette offre, représentant une somme totale de 2,175 millions de livres sterling (22 millions de francs), équivaut à 9 % du capital du groupe.

● Bouygues : renforcement de la présence des actionnaires français. — La famille Bouygues a renforcé, au cours des derniers jours, sa présence dans le capital du groupe, a-t-on appris, le 17 juillet, auprès de la direction de l'entreprise de bâtiment et travaux publics. On confirme que la Colipex, holding

PARIS :

Second marché (selection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Assicur. & Assur.	407		La 1 ^{re} liv. de 1988	278	382
Assur.	255	c	Laux Investissements	278	176 80
B.A.C.	341		Leucanic	148	248
B. de l'Ind. & de l'Ext.	600		Messing, Meislin	260	260
B.L.C.	640		Milcomarc	178	178
Bouff. Technologies	428		Milcomarc (Paris)	21 30	
Bouff. Tech.	984		Molier	200	
Bouff. Tech.	288		Moulin	1700	1700
Bouff. Tech.	2111		Oliver-Legation	184	
Bouff. Tech.	861		Orsi, G&F, L.	436	
Caiff	770		Parait	678	
CAL-Id-R. (E&L)	675		P&F, S.A.	612	612
C&E	140 80		Parabank (C. in R. Pol)	86	
C.D.M.E.	1748		Parabank (C. in R. Pol)	621	
C. Equip. Elect.	386		Parabank, Filinvest	680	
C.E.E.I.L.	890		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	272		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	411		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	608		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	587		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	250		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	590		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	980		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	470		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	180		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	1475		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	1212		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	640		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	230		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	117	d	Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	16		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	446		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	944		Parabank, Filinvest	680	
C.E.P.	287 20		Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	680	
			Parabank, Filinvest	6	

Marchés financiers

BOURSE DU 18 JUILLET

VALEURS		Comp. ratio	Premier cours	Dernier cours	% + -	Réglement mensuel										Comp. ratio	VALEURS	Premier cours	Dernier cours	% + -
Cours	Précédent					Comp. ratio	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comp. ratio	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -			
1088	C.M.E. 36 3/4	3770	3765	3760	- 0.27															
1110	B.M.P. 2 1/2	1120	1120	1120																
1120	1120	1120	1120	1120																
1127	1127	1127	1127	1127																
1128	1128	1128	1128	1128																
1129	1129	1129	1129	1129																
1130	1130	1130	1130	1130																
1131	1131	1131	1131	1131																
1132	1132	1132	1132	1132																
1133	1133	1133	1133	1133																
1134	1134	1134	1134	1134																
1135	1135	1135	1135	1135																
1136	1136	1136	1136	1136																
1137	1137	1137	1137	1137																
1138	1138	1138	1138	1138																
1139	1139	1139	1139	1139																
1140	1140	1140	1140	1140																
1141	1141	1141	1141	1141																
1142	1142	1142	1142	1142																
1143	1143	1143	1143	1143																
1144	1144	1144	1144	1144																
1145	1145	1145	1145	1145																
1146	1146	1146	1146	1146																
1147	1147	1147	1147	1147																
1148	1148	1148	1148	1148																
1149	1149	1149	1149	1149																
1150	1150	1150	1150	1150																
1151	1151	1151	1151	1151																
1152	1152	1152	1152	1152																
1153	1153	1153	1153	1153																
1154	1154	1154	1154	1154																
1155	1155	1155	1155	1155																
1156	1156	1156	1156	1156																
1157	1157	1157	1157	1157																
1158	1158	1158	1158	1158																
1159	1159	1159	1159	1159																
1160	1160	1160	1160	1160																
1161	1161	1161	1161	1161																
1162	1162	1162	1162	1162																
1163	1163	1163	1163	1163																
1164	1164	1164	1164	1164																
1165	1165	1165	1165	1165																
1166	1166	1166	1166	1166																
1167	1167	1167	1167	1167																
1168	1168	1168	1168	1168																
1169	1169	1169	1169	1169																
1170	1170	1170	1170	1170																
1171	1171	1171	1171	1171																
1172	1172	1172	1172	1172																
1173	1173	1173	1173	1173																
1174	1174	1174	1174	1174																
1175	1175	1175	1175	1175																
1176	1176	1176	1176	1176																
1177	1177	1177	1177	1177																
1178	1178	1178	1178	1178																
1179	1179	1179	1179	1179																
1180	1180	1180	1180	1180																
1181	1181	1181	1181	1181																
1182	1182	1182	1182	1182																
1183	1183	1183	1183	1183																
1184	1184	1184	1184	1184																
1185	1185	1185	1185	1185																
1186	1186	1186	1186	1186																
1187	1187	1187	1187	1187																
1188	1188	1188	1188	1188																
1189	1189	1189	1189	1189																
1190	1190	1190	1190	1190																
1191	1191	1191	1191	1191																
1192	1192	1192	1192	1192																
1193	1193	1193	1193	1193																
1194	1194	1194	1194	1194																
1195	1195	1195	1195	1195																
1196	1196	1196	1196	1196																
1197	1197	1197	1197	1197																
1198	1198	1198	1198	1198																
1199	1199	1199	1199	1199																
1200	1200	1200	1200	1200																
1201	1201	1201	1201	1201																
1202	1202	1202	1202	1202																
1203	1203	1203	1203	1203																
1204	1204	1204	1204	1204																
1205	1205	1205	1205	1205																
1206	1206	1206	1206	1206																
1207	1207	1207	1207	1207																
1208	1208	1208	1208	1208																
1209	1209	1209	1209	1209																
1210	1210	1210	1210	1210																
1211	1211	1211	1211	1211																
1212	1212	1212	1212	1212																
1213	1213	1213	1213	1213																
1214	1214	1214	1214	1214																
1215	1215	1215	1215	1215																
1216	1216	1216	1216	1216																
1217	1217	1217	1217	1217																
1218	1218	1218	1218	1218																
1219	1219	1219	1219	1219																
1220	1220	1220	1220	1220																
1221	1221	1221	1221	1221																
1222	1222	1222	1222	1222																
1223	1223	1223	1223	1223																
1224	1224	1224	1224	1224																
1225	1225	1225	1225	1225																
1226	1226	1226	1226	1226																
1227	1227	1227	1227	1227																
1228	1228	1228	1228	1228																
1229	1229	1229	1229	1229																
1230	1230	1230	1230	1230																
1231	1231	1231	1231	1231																
1232	1232	1232	1232	1232																
1233	1233	1233	1233	1233																
1234	1234	1234	1234	1234																
1235	1235	1235	1235	1235																
1236	1236	1236	1236	1236																
1237	1237	1237	1237	1237																
1238	1238	1238	1238	1238																
1239	1239	1239	1239	1239																
1240	1240	1240	1240	1240																
1241	1241	1241	1241	1241																
1242	1242	1242	1242	1242																
1243	1243	1243	1243	1243																
1244	1244																			

Comptant (selection)

SICAV (reflection)

17/7

VALEURS		% de coupon	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net
Obligations																					
C.I. Maritime		1 350	640	Macdonald Bell	...	83 50	Viprin	...	1500	A.A.A.	1018 25	893 42	France-Indus-Stew	109	105 81	Pastorale Reunion	175 20	171 76			
C.I. Maritime (B)		2200	2200	Magnolia Unifac	...	128 50 c	Wm. Vm.	...	137	A.A.A.	236 19	428 75	France-Indus-Stew	443	435	Pastorale	579 04	589 04			
C.I. Maritime (B)		124 40	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		102 40	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océaniques	454 57	457 57	Plasma Placemore	250 28	218 18			
C.I. Maritime (B)		104 80	1 350	Magnolia Unifac	...	84	Wm. Vm.	...	137	Actions France	857 86	537 70	France-Océ								

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

15-55-91-82, posts 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Un entretien avec M. Adam Michnik.	8 Après la fête du Bicentenaire, M. Joxe félicite la police nationale.	9 « Les versets sataniques » sont publiés en France.	11-12 Le Festival d'Avignon : Vous qui habitez le temps, de Valère Novarina ; Concert de Pierre et de Nicolas Friza ; Ecstasy, de Catherine Anne.	23 La stratégie des entreprises françaises en Chine.	Abonnements 24 Annonces classées 17 à 22 Carnet 10 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	● Admissions aux grandes écoles RES 3615 tapers LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 tapers LM
4 110 000 mineurs ne travaillent pas en Sibérie.	— Le projet de révision de la Constitution partage le RPR ; Point de vue : « Le Conseil constitutionnel est-il infailible ? », par Jean-Jacques Dupeyron.	10 Mort de Jacques Marsal, l'un des « inventeurs » de Lascaux.	12 Le Festival d'Opéra de Versailles.	24 En 1988, les banques de dépôt ont gagné une partie du terrain perdu.		
6 Iran/Irak : un an après le cessez-le-feu dans le Golfe.		— Le Tour de France cycliste féminin.	— Communication.	25 L'affaire des « dix » de Renault.		
7 Angola : les aînés de la réconciliation nationale.				26-27 Marchés financiers.		

En Nouvelle-Calédonie

Nouveaux incidents à Ouvéa

NOUMEA
de notre correspondant

Le 14 juillet marquait en Nouvelle-Calédonie, selon la loi référendaire, la fin de la période d'un an d'administration directe du territoire par l'Etat et l'entrée en vigueur des nouvelles institutions. Le délégué du gouvernement, M. Bernard Grasset, a installé officiellement, lundi 17 juillet, dans le nord et les îles (mercredi 19 pour la province sud) les nouvelles assemblées provinciales. Il a présidé, lundi soir, à Nouméa, la passation de pouvoir entre l'ancien et le nouveau comité consultatif qui est chargé de donner des avis sur tous les projets de textes concernant le territoire. Mardi, le congrès du territoire s'est, lui aussi, réuni pour une première séance de travail consacrée à l'établissement de son règlement intérieur et à la désignation des différentes commissions de travail.

Dans ses différentes interventions devant ces assemblées, M. Grasset est revenu sur la période d'administration directe dont les objectifs ont pour lui été atteints : rétablir la paix civile, préparer de nouvelles institutions et jeter les bases d'un réajustement économique et social du territoire. Il a réaffirmé que maintenant le rôle de l'Etat serait celui d'un « partenaire impartial mais attentif », avant d'insister sur les nouvelles responsabilités des élus et de lancer une mise en garde : pour lui, le pays est sur la bonne voie, mais il est encore convalescent.

A plusieurs reprises, le haut-commissaire a insisté sur cette fragilité de l'équilibre et de la paix civile alors qu'à Ouvéa, dans les îles Loyauté, où ont eu lieu la prise d'otages de 1988 et l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yoivéné Yoivéné, des incidents étaient signalés. Un dentiste a été agressé et des menaces de mort ont été proférées contre plusieurs enseignants européens en poste dans l'île. Confronté à ces incidents, le haut-commissaire a surtout mis en cause la consommation d'alcool et l'usage de drogue pour expliquer cette agression, limitée, semble-t-il, à un groupe restreint de jeunes Mélanésiens.

Dans une intervention très ferme, M. Grasset a affirmé que l'ordre public serait respecté et qu'il était prêt à retirer le personnel médical de l'île ainsi qu'à suspendre les allocations de plusieurs jeunes volontaires du développement qui seraient impliqués dans cette affaire. A Ouvéa, le premier adjoint au maire, vice-président de la province, dément ces incidents. Pour lui, tout est calme dans l'île et c'est la presse qui a exagéré des faits mineurs.

Faits divers ou contestation politique, ces incidents sont suffisamment révélateurs pour que Richard Kalot, le président du FNLSK de la province des îles, annonce une réunion de l'assemblée lundi prochain avec les élus d'Ouvéa pour examiner les problèmes de l'île. — (Interim).

Les droits de l'homme témoignent pour Jéhovah

Couple sans enfant, mariés depuis treize ans, Jacques et Dominique Fissetti décident, en septembre 1987, de recourir à l'adoption. Ils déposent un dossier à la direction de l'action sociale du Doubs qui, après l'enquête administrative d'usage, rend un verdict négatif.

Motif : les candidats à l'adoption appartiennent aux Témoins de Jéhovah, dont on connaît en particulier le refus de toute transfusion sanguine. « Je respecte vos convictions religieuses, explique la directrice de la DASS du département, mais certaines prises de position de votre confession sur des questions de santé peuvent entraîner certains risques pour l'enfant. »

Le couple Témoin de Jéhovah se porte alors devant le tribunal administratif du Doubs qui, en l'absence de toute jurisprudence, lui a donné raison, lundi 17 juillet. La décision de la DASS du Doubs a été cassée. Ce verdict est une première : « En ne retenant aucune autre appréciation que celle liée à l'appartenance de M. et Mme Fissetti aux Témoins de Jéhovah », l'administration a été jugée coupable d'ignorer l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme, pour qui nul ne doit être « inquiété pour ses opinions, même religieuses ». Le couple Fissetti va déposer une nouvelle demande d'agrément.

Les détenus sont dans un « état critique »

La chancellerie cherche un moyen de mettre un terme à la grève de la faim des quatre « chefs » d'Action directe

Après 95 jours de grève de la faim, l'état de santé des « chefs historiques » d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, devient critique. Prêt à assouplir leur régime de détention sans leur accorder le statut de détenus politiques qui n'existe plus depuis la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, le ministre de la Justice se heurte à l'intranséance du juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, qui refuse de lever les mesures d'isolement qu'il a ordonnées.

Il y a quelques semaines, un magistrat parisien croisant Jean-Marc Rouillan, escorté par des gendarmes, dans un couloir du Palais de justice. Vieilles connaissances, les deux hommes s'étaient salués. « Dans ses yeux, j'ai cru lire qu'il ne disait au revoir », commente aujourd'hui le juge.

En grève de la faim depuis le 20 avril - c'est-à-dire depuis 95 jours - les quatre chefs historiques d'Action directe ont été hospitalisés à Fresnes. Leur état de santé qui se dégrade vite inquiète non seulement leurs avocats, mais aussi le ministère de la justice, où l'on est conscient que la situation est critique et qu'on est arrivé à un stade où tout est imprévisible.

« C'est une question d'heures », affirme, de son côté, M. Isabelle Couratier, Me Christian Etelin, du barreau de Toulouse, a pu rencontrer ses clients en fin de journée le lundi 17 juillet. « Les deux garçons ne marchent pas. Ils ont le teint gris, sont décharnés. Joëlle Aubron pèse moins de 40 kg pour 1,72 m. Les hommes sont sur des fautes de route. Ils ont du mal à tenir leur tête droite. Les filles marchent très difficilement. Elles étaient recroquevillées sur une table, prostrées, lorsque je les ai vues. Leurs muscles leur font trop mal. Ils ont tous des absences, des problèmes de concentration. »

La difficile décision de placer les détenus sous perfusion contre leur gré pourrait être prise mardi 18 juillet. Cette deuxième grève de la faim (la première avait duré près de quatre mois, de décembre 1987 à mars 1988) pourrait - personne ne le cache - être fatale ou laisser des séquelles définitives.

Tous condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de dix-huit ans, les membres d'Action directe réclament le statut de détenus politiques (1). Le regroupement et la possibilité de communiquer entre eux. Sans aller jusqu'à concéder ce que la loi exclut, le ministère de la justice s'est pas hostile à un assouplissement de leurs conditions de détention : pour débloquer la situation, on

pourrait leur accorder la possibilité de se rencontrer, d'effectuer des promenades ensemble ou avec d'autres détenus.

L'intranséance du juge

Mais cette bonne volonté - qui ne veut pas apparaître comme de la complaisance (le tumulte provoqué il y a un an par la décision, ensuite rapportée, de lever de l'isolement des détenus politiques incite à la prudence) - se heurte jusqu'ici à l'intranséance d'un juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière. Celui-ci, comme la loi l'y autorise, a donné des instructions strictes aux chefs de maisons d'arrêt où étaient détenus les quatre grévistes de la faim (Fresnes, Fleury-Mérogis et Bois-d'Arcy), interdisant toute communication entre eux. Lors de son départ en vacances, à la fin de la semaine dernière, il n'a pas manqué de rappeler à son collègue Gilles Rivière, qui assure l'intérim de son cabinet.

Le 13 juillet, le parquet de Paris transmettait des réquisitions signées de M^{re} Laurence Le Vert, substitut de la 14^e section, dite « antiterroriste », demandant aux juges d'instruction la main levée des mesures d'isolement, en expliquant que ces mesures n'étaient plus nécessaires à la manifestation de la vérité, que les inculpés vivaient ensemble au moment de leur arrestation, qu'ils ont eu tout loisir de communiquer au cours des procès récents où ils ont comparu.

Si M. Jean-Claude Vuillemin, qui pourtant instruit les plus gros dossiers d'Action directe en dehors du dossier Besse, déjà jugé (assassinat de l'ingénieur général des armées René Audran, attentats marquants contre le contrôleur général des armées Henri Blandin et le vice-président du CNPF Guy Brana) n'a fait aucune difficulté à confirmer le 17 juillet à l'administration pénitentiaire qu'il ne demandait aucune mesure d'isolement particulière, M. Bruguière et M. Rivière sont restés muets. Ils ne sont pas tombés dans le piège juridique consistant à prendre une ordonnance répondant par la négative aux réquisitions du parquet, qui aurait alors pu faire appel.

On a en beau chercher au ministère de la justice et au parquet un moyen de contourner l'obstination du juge, la solution pour le moment n'a pas été trouvée. Saisi d'une information pour association de malfaiteurs depuis l'arrestation des membres d'Action directe à Vitry-aux-Loges en février 1987 et de divers vols pour intraitable. Ses détracteurs disent - alors qu'il n'est aujourd'hui saisi que des dossiers mineurs d'Action directe - qu'il a fait de la lutte contre le mouvement dissous une affaire personnelle. Le climat ambiant et ses divergences avec l'actuel ministère de la justice ne devraient pas le conduire à modifier sa position.

Le magistrat s'était déjà opposé au regroupement de détenus gendarmes l'année dernière et n'avait pas caché son hostilité à la récente amnistie dont ils ont bénéficié. Il a aujourd'hui le droit pour lui. Au grand dam de la chancellerie, qui sime l'attitude du juge « à la limite de l'arbitraire » et aimerait bien éviter la prison française. En bout de course, isolés politiquement et affectivement, les grévistes de la faim d'Action directe, si affaiblis soient-ils, n'ont pas l'air prêts eux non plus à transiger.

AGATHE LOGEART.

« Oublier Auschwitz serait banaliser le plus abominable des crimes »

déclare M. Jean Kahn, président du CRIF

Nouveau président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn a présidé, lundi 17 juillet, la cérémonie de commémoration de la rafle du Vel'd'Hiv des 16 et 17 juillet 1942. « Oublier cette tragédie, oublier le Vel'd'Hiv (...) et son terminus Auschwitz serait banaliser le plus abominable des crimes », a-t-il déclaré.

« Nous n'accepterons jamais la banalisation de la Shoah, a poursuivi M. Jean Kahn, qui a renouvelé son opposition à la présence d'un camp d'Auschwitz, où viennent de se produire des incidents (Le Monde du 18 juillet) : « Nous n'avons rien contre les carnélites, mais (...) leur place n'est pas là, sur un sol qui appartient tout d'abord aux martyrs, à l'humanité entière, mais à la personne en particulier. Nul n'a le droit de le revendiquer, serait-ce pour y prier », a affirmé le président du CRIF.

Celui-ci a tenu à distinguer l'attitude de l'épiscopat polonais, « qui ne fait rien pour respecter la parole donnée de celle des représentants de l'Eglise de France, dans les négociations sur cette affaire de carnél, les cardinaux Lustiger et Decourtray, « qui ont toujours soutenu nos légitimes revendications ». Au lendemain des violences du camp d'Auschwitz, M. Lionel Kopelowitz, président du Congrès juif européen, a lui aussi affirmé qu'il avait « des doutes sur la bonne foi de l'épiscopat polonais » et dénoncé l'« attitude équivoque » du cardinal Macharzki, archevêque de Cracovie.

OUVERT EN AOUT
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître
COUTURIER MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 800 F VESTONS 1 400 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
COSTUMES LÉGERS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
21, rue de la République, Paris - Opéra
Tél. 01-47-42-70-41.
De lundi au samedi de 10 h à 18 h

A l'hôpital de Melun
Un médecin anesthésiste se suicide après la mort d'un jeune opéré

Le docteur Claude-Marc Hajman, un médecin anesthésiste âgé de quarante et un ans, s'est donné la mort, dimanche 16 juillet à l'hôpital Maro-Jacquet de Melun, quelques heures après le décès inexpliqué d'un enfant qui venait d'être opéré d'une appendicite aiguë.

C'est dimanche, vers 3 heures du matin, qu'une infirmière découvrait le corps du petit garçon, âgé de six ans. L'intervention chirurgicale s'était déroulée sans incident, et l'enfant, qui s'était réveillé quelques minutes après son retour du bloc opératoire, avait même pu converser avec ses parents.

Deux heures plus tard, on découvrait dans un local de l'hôpital le corps du docteur Hajman. Le médecin avait mis fin à ses jours en absorbant des produits anesthésiques hautement toxiques. « Le docteur Hajman, qui travaillait à l'hôpital depuis huit ans, nous a toujours donné plein satisfaction », a précisé M. Philippe Vercelet, assistant de direction au centre Maro-Jacquet.

« Il n'était ni déprimé ni surmené et assurait sa garde assisté d'une infirmière anesthésiste. Aucune faute professionnelle n'a été relevée par l'Institut, et les parents de l'enfant n'ont pas porté plainte. »

Une semaine après l'affaire de Dieppe, où un médecin anesthésiste avait été inculpé à la suite du décès d'un de ses patients, ce drame pose à nouveau le problème de la responsabilité médicale. Les effectifs des médecins chargés des gardes sont-ils assez nombreux ? Ne méconnaissent-ils pas, en définitive, la lourde responsabilité et la fatigue qui pèsent sur ces « dévils » ? A Melun, une enquête a été ouverte, et le parquet a ordonné l'autopsie de l'enfant et du médecin.

« Un hélicoptère de la Sécurité civile s'écrase : un mort, trois blessés. — Un mécanicien de la Sécurité civile est mort le 17 juillet, peu avant 22 heures, dans l'explosion d'un hélicoptère bombardier d'eau qui venait de lutter contre un incendie près de Gemenos (Bouches-du-Rhône). Les trois autres occupants de l'appareil ont été légèrement blessés.

« Incendie rue de Belleville à Paris : deux morts, quatre blessés. — Deux personnes sont mortes et quatre autres ont été grièvement blessées dans l'incendie qui s'est déclaré, mardi 18 juillet, dans un immeuble du 20^e arrondissement de Paris, 200, rue de Belleville. Quinze personnes ont été blessées plus légèrement dans ce sinistre qui s'est produit, vers 3 heures du matin, dans un appartement du deuxième étage et s'est propagé par la cage d'escalier. Les identités des victimes n'avaient pu être établies mardi en fin de matinée.

« Attentat contre la cité administrative de Quimper. — Un attentat à l'explosif a provoqué, dimanche 16 juillet, vers 18 heures, d'importants dégâts dans la cité administrative de Quimper (Finistère). Cet attentat, qui a détruit les transmissions électriques alimentant la cité, a été revendiqué, lundi 17 juillet, dans un appel téléphonique anonyme à l'Agence France-Presse à Rennes, par un correspondant se réclamant de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB).

A découvrir d'urgence,
UN VRAI TRÉSOR :
DES MILLIERS DE
COUPONS
"MODE"
(ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages époustouflants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermudo, un blazer, etc.
Ou pour des rideaux, des coussins, des jolis de lit...
Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Centre formation professionnelle avoc.
C.F.P.A.
Préparation intensive
28 août au 22 septembre
80 % à 90 % DE RECLUS
chaque année

CEPES
67, rue Charles-Lafitte, 92200 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-84-84.

EN BREF

● **UGANDA** : mort suspecte de 47 jeunes maquisards. — Une commission militaire ougandaise doit ouvrir une enquête sur la mort d'une cinquantaine de jeunes gens soupçonnés d'appartenir à la guérilla, a rapporté, lundi 17 juillet, le quotidien gouvernemental « New vision ». Samedi, une source militaire à Kampala avait indiqué que 47 jeunes gens étaient morts de faim ou d'épuisement dans des wagons désaffectés à Oukounga (300 km au nord-est de Kampala), où ils étaient détenus après avoir été rattrapés par l'armée gouvernementale lors d'une offensive lancée dans l'est du pays contre les rebelles de l'Armée du peuple ougandaise. — (AFP).

● **TUNISIE** : le président Bourguiba hospitalisé. — Souffrant de rétention depuis plusieurs jours, le président Bourguiba vient d'être hospitalisé dans un établissement de Tunisie pour y subir, dans les tout prochains jours, une opération de la prostate qui sera effectuée par un spécialiste français. Le président Bourguiba aura quatre-vingt-six ans le 3 août. — (Corresp.).

● **M. Chaban-Delmas** réélu président de la communauté urbaine de Bordeaux. — M. Jacques Chaban-Delmas, député RPR de la Gironde et maire de Bordeaux, a été réélu, lundi 17 juillet, président de la communauté urbaine de cette ville (CUB) en obtenant 105 des suffrages exprimés par 120 conseillers de la communauté, les autres s'abstenant ou ne prenant pas part au vote.

● **Un administrateur** provisoire pour la Lebanon Arab Bank France. — La commission bancaire, autorité de tutelle des établissements bancaires, vient de nommer M. André Moullin administrateur provisoire de la Lebanon Arab Bank France, qui « connaît de graves difficultés de trésorerie ».

Le numéro de « Monde » daté 18 juillet 1989 a été tiré à 508 182 exemplaires

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, la froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuit. — Magasin d'exposition, 111, rue Lafayette (10^e) M^{re} Gare du Nord, 48-67-18-18.

Gouverneur n'était pas gouverneur...

Dans le texte de présentation de l'article de Corinne Winchard intitulé « Les enrégimés ont déjà tout mis hors des gonds », Le Monde du 13 juillet, rubrique Bicentenaire, était évoquée la personnalité du « gouverneur Morris ». Plusieurs lecteurs nous ont fait, à juste titre, remarquer que ce texte était erroné car nous aurions dû parler de « Gouverneur Morris ».

Gouverneur était en effet le prénom dudit Morris, prénom qui lui venait de sa mère, Sarah Gouverneur, issue d'une famille de protestants français. M. Claude Fohlen, de Paris, nous signale à ce sujet l'existence d'une biographie de Gouverneur Morris, par Jean-Jacques Fiechter, intitulée « Un diplomate américain sous la Terreur » (Fayard, 1983).

(1) Ce statut n'existe plus depuis la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat. Un régime « spécial » est prévu (article D. 490 du code de procédure pénale) pour les détenus poursuivis ou condamnés pour infractions de presse ou crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat.

TRÉCA
matelas, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)

CAPELOU
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43.57.45.35 • METRO PARENTIER